

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

## S O M M A I R E

Le plan quinquennal (*Boris Souvarine*). — Lettres de Moscou : La situation dans les campagnes (*Kievljanine*) ; La vie matérielle à Moscou en décembre 1929 (*Igor*) ; La situation en U.R.S.S. à la fin de 1929 (*Léonide*). — Deux démentis (*Cercle Communiste Marx et Lénine*). — L'assassinat de Blumkine. — Démenti à la *Pravda* (*B. Souvarine*). — Lettres sans réponse (*B. Sou-*

*varine*). — Nos Morts : Crystal Eastman ; César Hattenberger ; Zalkind ; Léon Noël. — Entre nous. — Textes et Documents : Réponse à « Contre le Courant » (*Cercle com. Marx et Lénine*) ; Mise au point (*B. S.*) ; Réponse à une invitation (*Cercle*) ; — Réponses à l'*Humanité* (*Boris Souvarine*). — Francesco Ghezzi. — Bibliographie. — Notre Souscription.

## Le plan quinquennal

Tous les problèmes politiques, économiques et sociaux dont la solution détermine le présent et l'avenir de la Révolution russe et, par suite, du communisme international, se résument désormais dans le Plan économique de l'URSS pour cinq ans. Le Plan doit permettre à l'Union soviétique, paraît-il, de « rattrapper et dépasser les pays capitalistes » sur le terrain de la production, et de donner à ses citoyens un bien-être inconnu partout ailleurs. « Rattrapper et dépasser », telle est la formule répétée chaque jour à chaque page de chaque journal soviétique, rappelée dans tous les discours, rapports et comptes-rendus officiels, et dont l'obsession doit tenir en haleine les travailleurs de Russie.

Mais « rattrapper et dépasser » quels pays capitalistes ? Pour impressionnante qu'elle soit à première vue, l'expression ne laisse pas d'être obscure. S'agit-il des Etats bourgeois en leur ensemble, ou des pays européens les plus avancés dans le sens de la civilisation industrielle, ou seulement des Etats-Unis d'Amérique, considérés comme nation-type du capitalisme au plus haut degré de développement ? Les metteurs en œuvre du Plan quinquennal sont discrets à ce propos, et cultivent une imprécision propice aux interprétations inspirées des circonstances... En revanche, ils ne font grâce de nul détail superflu, d'aucun chiffre inutile, dans leurs commentaires au jour le jour sur la réalisation du Plan, tout en dissimulant le plus longtemps possible les données vraiment indispensables à l'appréciation des résultats acquis ou probables, si elles sont pénibles à avouer. Cependant, en compulsant patiemment quelques quintaux de littérature communiste officielle et en se donnant la peine d'étudier et de confronter certains renseignements essentiels, il est possible de se faire une opinion sérieuse de ce Plan et des conséquences à venir de son application.

Tout d'abord, quelle en est l'origine ? A l'occasion du 12<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution, Trotsky écrivait dans sa presse : « Les années 1923, 1924 et 1925 ont été consacrées à la lutte contre ce que l'on appelait la « super-industrialisation » : l'on entendait par là une revendication de l'opposition tendant à accélérer l'évolution industrielle : ces années ont été employées à lutter contre le principe d'un plan général et contre les prévisions économiques ». Cette assertion est au-dessus de toute contestation. En effet, l'initiative de consacrer à l'industrialisation de la Russie une plus grande part des ressources budgétaires et du revenu national conformément à des plans d'ensemble revient entièrement à l'opposition dont

Trotsky est le porte-parole qualifié. Les dirigeants du parti bolchévique et de l'Etat soviétique condamneront comme utopique l'initiative et comme petit-bourgeois son promoteur, quitte à s'approprier ensuite l'idée qu'ils avaient réprochée et à en tenter plus ou moins intelligemment la réalisation.

En 1925, la Commission du Plan d'Etat dressa pour la première fois, sous la singulière appellation de « chiffres de contrôle » paraissant impliquer une vérification rétrospective, un programme économique pour l'exercice 1925-1926. Trotsky commenta dans la *Pravda* (août-septembre 1925), avec une satisfaction légitime, ces prévisions statistiques d'où émanait — écrivait-il — « la merveilleuse musique historique du socialisme grandissant ». Mais les perspectives ainsi tracées s'avèrent fausses très vite et les supputations déjouées par les forces productives, les besoins croissants de la population et les antagonismes des classes sociales. Les plans annuels manquaient d'ampleur, de portée, de hardiesse. Un premier « plan quinquennal » fut établi en 1927 pour la période allant d'octobre 1926 à septembre 1931 ; les « chiffres de contrôle » devaient, d'année en année, rectifier ou modifier les dispositions du prochain exercice selon les résultats de l'an écoulé.

L'opposition, sous la direction de Trotsky, fit une critique en règle de ce plan qu'elle jugeait étriqué et pessimiste. Elle démontra au XV<sup>e</sup> Congrès du Parti qu'un pareil plan devait être repoussé comme incompatible avec le progrès de la Russie vers le socialisme : il ne permettait pas un essor économique sérieux en raison surtout de l'investissement insuffisant de capitaux dans l'industrie, ne résolvait aucun problème urgent, ni celui de l'augmentation de la production, ni celui de l'accroissement de la consommation, ni celui de la baisse des prix, ni celui de la disette de marchandises, ni celui des transports, ni celui des exportations, ni celui de la défense du pays en cas de guerre. L'opposition réclamait notamment pour l'industrie des dotations budgétaires devant atteindre en cinq ans « 500 millions à 1 milliard de roubles par an » ; de plus : un impôt de 150 à 200 millions de roubles sur les profits du capital privé, un emprunt forcé de 150 millions de pouds de blé aux paysans riches, la baisse des prix de gros et de détail, une diminution des dépenses improductives, la suppression de l'alcool d'Etat en 2 ou 3 ans.

Les dirigeants firent alors jeter en prison ou déporter en Sibérie Trotsky et ses compagnons. Après quoi, ils établirent en 1929 un nouveau plan quinquennal pour 1928-1933, en deux variantes, puis rendirent officiel le projet

« optimal » adopté par la XVI<sup>e</sup> Conférence du Parti (avril 1929) et le V<sup>e</sup> Congrès des Soviets (mai 1929) et dont l'envergure a été encore accrue en cours d'exécution, — plan qui laisse apparaître bien modestes les ambitions « super-industrialistes » de l'opposition. C'est ce Plan actuellement en vigueur qui retient ici l'attention.

\*\*

Le meilleur moyen de ne rien comprendre au Plan, c'est de tenter de s'assimiler les chiffres prometteurs abondamment fournis par les bureaux gouvernementaux de l'URSS à des fins de propagande. Il y a là une incroyable confusion de roubles, de tonnes, d'hectares, de kilowatts, le tout exprimé parfois en pourcentages par rapport à des points de repère différents, avec mélange des prévisions et des réalisations souvent contrecarrées de rectifications, et cette complication permanente d'une monnaie de valeur changeante. (Sans parler du côté social des questions, toujours en contradiction avec l'apparence purement économique exprimée en chiffres progressifs). Si l'on juxtapose les compte-rendus de divers personnages établis sur les rapports d'institutions différentes, il est rare que les données coïncident. De plus, l'impropriété des termes déforme fréquemment la vérité d'une façon criante : ainsi, le doublement d'un nombre est presque toujours présenté comme une augmentation du double, ce qui revient à en faire un triple ; cette erreur constante traduite en pourcentages embrouille bien des raisonnements. Enfin, les affirmations tapageuses ou les tromperies grossières imprimées dans la presse soviétique en caractères d'affiches sont souvent démenties dans le même journal mais en lettres microscopiques par un communiqué d'organisme d'Etat responsable.

D'autre part, les chiffres les plus importants à connaître paraissent les plus insignifiants au premier abord : ce sont ceux qui indiquent les écarts dans l'accomplissement des tâches maîtresses tracées par le Plan. Car l'ensemble serait menacé de dislocation si les diverses parties du système avaient tendance soutenue à s'écarter du programme. Et un milliard de kilowatts-heures dont on n'a que faire en certaine occurrence ne compense pas deux ou trois pour cent d'écart dans l'exécution d'une œuvre vitale, comme par exemple l'extension des ensemencements. Il faut songer à ce que peuvent représenter quelques unités de pourcentage dans les proportions de la Russie : « La non-exécution même d'un pour cent du plan de production à notre grande échelle prive le prolétarien de centaines de milliers de tonnes de produits et paralyse notre marche en avant », disent avec raison les *Isvestia* (30 janvier 1930).

Nous nous limiterons donc à rappeler les principales données numériques susceptibles de donner une idée d'ensemble du Plan et de son objet, nous réservant de serrer de plus près ensuite les chiffres révélateurs des tendances interdépendantes.

La réalisation du Plan doit porter de 18,3 milliards de roubles à 43,2 milliards la valeur de la production industrielle ; de 16,6 milliards à 25,8 milliards celle de la production agricole. Le revenu national atteindrait 49,7 milliards (au lieu de 24,4 avant la guerre). Pour cela, on investirait 64,6 milliards dans toute l'économie, dont 16,4 dans l'industrie, 10 dans les transports, 3,1 dans l'électrification et 23,2 dans l'agriculture. (La valeur réelle du rouble-tchervonetz oscille entre 3 et 4 francs, d'après son pouvoir d'achat). Le « secteur socialiste » grandirait au détriment du secteur privé, les salaires augmenteraient dans l'ensemble de 71 0/0, le niveau d'instruction des masses serait sensiblement élevé. Mais tout cela à condition d'abaisser les prix de revient de 35 0/0 dans l'industrie, de 50 0/0 dans le bâtiment, et l'index des prix de détail de 14 0/0, d'accroître le rendement du travail ouvrier de 110 0/0, la productivité du sol de 35 0/0, la surface ensemencée de 22 0/0, la valeur du rouble de 20 0/0 et d'élever la qualité de la production à un niveau proche de celui des pays industriels avancés. (Pendant ce temps, la population augmenterait de 18 millions d'individus).

A quels progrès réels correspondrait la réalisation de ce programme d'imposante apparence ? La production actuelle de l'URSS est si insuffisante par rapport aux besoins et si inférieure en quantité et qualité à celle des pays capitalistes, le niveau de vie des travailleurs russes est si bas, que l'accroissement de production prévu de 1/5 0/0 dans l'industrie et de 50 0/0 dans l'agriculture ne signifierait pas encore une amélioration sensible des conditions matérielles de la masse, surtout si l'on songe à la croissance de la population et au fait que 78 0/0 des capitaux alloués à l'industrie iront aux moyens de production, non aux produits de consommation. Le point de départ est si médiocre que l'allure de la progression escomptée ne réaliserait pas de sitôt le rêve d'américaniser l'URSS. Notons cet aveu de Molotov : « Il ne faut cependant pas exagérer les résultats déjà obtenus dans l'industrie. A quelques exceptions près (charbon, sucre de betteraves), la part de l'URSS dans la production mondiale est encore inférieure à celle d'avant-guerre » (Rapport du 23 février 1929 à la XVI<sup>e</sup> Conférence de la province de Moscou du P. C.). Le contraste avec les insolences dont la presse communiste de tous les pays est depuis six ans sursaturée est frappant. Krijanovsky, de son côté, reconnaît : « En 1927-1928, le revenu de l'économie nationale dépassait de 16 0/0 le niveau de 1913. Mais dans deux domaines, celui de la production du fer et celui de la production du blé, nous retardons encore considérablement sur 1913 » (Rapport à la XVI<sup>e</sup> Conférence du Parti, avril 1929). Mais comment ce retard considérable de deux des principales productions permet-il néanmoins un excédent global de 16 0/0 ? A-t-on établi cet indice en tenant compte de l'accroissement de la population ? Et sur quelle valeur du rouble ? Quels sont les rapports entre les prix et les quantités ? Nous montrerons plus loin la confiance que méritent ces affirmations. Pour ne prendre que l'exemple des céréales, Rykov constatait que la récolte prévue pour 1929 était de 73,3 millions de tonnes au lieu de 96,6 en 1913 (Rapport à la XVI<sup>e</sup> Conférence du Parti, avril 1929) ; or, la population était passée de 135 millions à 155 millions d'habitants. Comment a-t-on compensé ce recul désastreux dans l'évaluation générale du revenu ? Rykov signalait encore (même Rapport) d'après les prévisions pour 1929, année de bonne récolte, une diminution de 19,7 0/0 pour le seigle, de 5,3 0/0 pour le froment en comparaison de l'année précédente ; et cela, en se prêtant à l'optimisme de commande. De telles régressions d'un an à l'autre réduisent singulièrement l'importance d'une supposition très conditionnelle d'augmentation de 50 0/0 de la production agricole en cinq ans. Pour l'industrie, les prévisions sont aussi aléatoires.

D'après les calculs de Rakovsky, « au cas où le plan serait entièrement exécuté, le revenu national à la fin de la 5<sup>e</sup> année serait accru de 51 0/0 par habitant à la ville, de 52 0/0 au village dont 40 0/0 pour les seuls paysans aisés ; à condition toutefois que les prix agricoles n'augmentent pas plus de 14 0/0 par rapport à la 1<sup>re</sup> année (1928-1929) ; le revenu de l'ouvrier doit augmenter en cinq ans de 58 0/0 mais pour une production supérieure de 100 à 110 0/0 ». Ainsi l'ouvrier verrait son salaire de misère augmenter d'un peu plus de moitié à condition que sa production double, à condition que les prix agricoles ne montent pas à l'excès, à condition que le Plan soit entièrement exécuté, et à bien d'autres conditions que Rakovsky ne mentionne pas ici et dont nous verrons si elles sont réalisables.

Même réalisé, le Plan ne permettrait donc nullement de « rattrapper et dépasser » un grand pays capitaliste quant aux conditions matérielles. Il ne mériterait pas le bruit artificiellement entretenu par le pouvoir soviétique au moyen de chiffres étourdissants et de phrases bruyantes et vides. Le revenu national des seuls Etats-Unis, pour ne prendre que ce point de comparaison, est évalué à 82 milliards de dollars pour 1929 et une population inférieure d'un tiers à celle de l'URSS.

Cependant, ce tapage en a imposé à des observateurs et commentateurs étrangers dont certains sont habituelle-

ment sur leurs gardes et la presse communiste a pu faire état d'hommages assez imprévus. Dans le *Bulletin* du Comité des Forges (11 avril 1929), M. Max Hoeschiller ne dissimule pas sa considération pour les colonnes de chiffres alignées par les économistes de Moscou. M. Paul Scheffer, correspondant du *Berliner Tageblatt*, écrivait dans le n° du 12 Août dernier de son journal : « Si l'expérience ne réussit qu'aux trois-quarts, cela suffira pour qu'on n'ait plus le droit de douter de la victoire finale ». M. Farson, dans les *Chicago Daily News* du 24 août, exprime un étonnement admiratif devant « la croissance surprenante de l'agriculture collective ». Dans le *Daily Herald* de Londres, M. Farman publie un diptychisme sur les exploitations collectives. M. Scheffer, dans le *Berliner Tageblatt* du 23 août, croit pouvoir affirmer que la collectivisation agricole « dépasse par son allure la socialisation de l'industrie russe ». Le même, il est vrai, devait déchanter trois mois plus tard, après avoir essayé un refus de visa lui interdisant le retour en URSS, et publiait dans l'*Observer* du 8 décembre un article sensiblement différent des précédents : « Full light on Russia. — The crisis of fate. — Stalin and gathering shadows. — Ruining agriculture to force « socialisation ». — A mighty tyranny and its Nemesis ». Les *Isvestia* du 6 octobre citent avec empressement des articles de M. Feiler de la *Frankfurter Zeitung*, des correspondants de la *Neue Freie Presse*, de la *Vossische Zeitung*, des *Munchener Neueste Nachrichten*, de M. Philipp Kerr dans l'*Observer* du 21 septembre. Le *Capital* (édition économique) du 20 septembre s'exprime avec une considération à peine tempérée de quelques doutes et M. Aftalion, dans le n° du 4 octobre, commente le Plan avec une prudence et des réserves qui laissent voir cependant combien il est impressionné. A propos du récent livre de Feiler : *L'expérience du bolchévisme*, M. Adolf Grabovsky manifeste une véritable admiration pour le Plan et sa mise en application. Louzon, dans la *Révolution prolétarienne* du 15 décembre, estime que la politique agraire actuelle de Staline « semble bien remporter un énorme succès » et va jusqu'à écrire : « On peut donc, à mon sens, considérer la question comme réglée. L'agriculture russe devient collective et ainsi, sur les deux fronts, dans les deux grandes branches de la production, dans l'industrie et dans la culture, l'armature externe du socialisme peut être considérée maintenant comme constituée ». Le même auteur, dans la même revue (n° du 1<sup>er</sup> février 1930) insiste en ces termes : « Même si le plan quinquennal n'est pas entièrement réalisé, et il n'est pas dit qu'il ne le sera pas, il est incontestable que l'industrialisation de l'URSS est actuellement formidablement poussée ; il est non moins incontestable que les exploitations agricoles collectives se développent à grande allure, etc. » Mentionnons encore, d'après Krijanovsky, l'*Annalist* anglais qui commente le Plan comme si la réalisation en était possible.

En Russie même, l'adoption du Plan et ses premiers mois de mise en vigueur ont valu à Staline des succès relatifs de politique intérieure. La majeure partie de l'opposition dite « de gauche » s'est ralliée à la politique officielle en y reconnaissant ses propres conceptions. Radek, Préobrajensky et Smilga, s'inspirant du précédent de Piatakov et d'autres, motivaient ainsi leur soumission : « Nous considérons la politique de l'industrialisation traduite dans le plan quinquennal comme un programme d'édification socialiste et de consolidation de la position de classe du prolétariat. La réalisation du plan quinquennal signifie une solution dans la période donnée. Nous soutenons la lutte contre les koulaks et saluons la politique d'instauration des exploitations collectives soviétiques. Nous approuvons tous les efforts du Parti pour l'organisation distincte des pauvres au village, etc. » D'autres opposants en vue comme I. Smirnov, Bogouslavsky, Beloborodov, Ter-Vaganian, Mratchkovsky, Alsky, Sérébriakov, Drobni, et des centaines de leurs suivants ont justifié leur soumission avec des arguments analogues. L'ancien représentant de « l'opposition ouvrière » A. Chliapnikov a tenu aussi à faire savoir par un article (*Pravda*, 16 décembre)

et une lettre (*Pravda*, 26 décembre) qu'il est d'accord avec « le Parti » au-delà de toute expression en se référant à l'industrialisation en cours et à rétracter toute critique antérieurement formulée par lui.

L'opposition irréductible guidée par Trotsky, Racovsky et Sosnovsky ne trouve elle-même rien à objecter au Plan théorique, dans lequel elle voit le succès de ses vues imposées par la force des choses, la pression du prolétariat et la lutte qu'elle a menée dans les dernières années. Elle ne disconvient pas des résultats obtenus au cours du premier exercice de cette industrialisation dont elle n'avait jamais osé préconiser une telle ampleur et une telle allure. (Que sont les pauvres 500 millions de roubles, voire le maigre milliard annuels d'investissements industriels réclamés par elle, au regard des 16 milliards et plus promis à l'industrie en cinq ans ?) Mais elle conteste les possibilités d'application intégrale du programme conçu sous le régime poliue en vigueur et dénie aux dirigeants actuels la capacité de vaincre les difficultés en perspective avec les méthodes bureaucratiques courantes. Elle appréhende aussi ce qu'elle appelle en son langage un nouveau « zigzag de droite », c'est-à-dire un renoncement à l'orientation « de gauche » présente devant les obstacles à surmonter — et insurmontables si l'opposition est persécutée — ayant pour conséquence un retour à la ligne de moindre effort précédemment suivie et consistant surtout en compromis avec les éléments capitalistes des villes et des campagnes. A vrai dire, cette opposition dite « bolchévique-léniniste » orthodoxe a observé un prudent silence devant le Plan dont elle s'était faite le champion avant tous ; ni dans son *Bulletin* dont il a paru déjà 8 numéros copieux, ni dans sa presse internationale entièrement vouée à la défense de ses idées, ni sous forme de brochure ni autrement, elle n'a osé présenter une appréciation d'ensemble de cette tentative réellement sans précédent et dont l'issue, dans quelque sens que ce soit, sera décisive pour les destins immédiats de la révolution. Carence véritablement extraordinaire, si l'on songe que cette opposition vise toujours le pouvoir et que son leader incontesté Trotsky est connu entre autres raisons pour son courage intellectuel ; mais carence moins insolite si l'on comprend dans quel embarras se trouvent aujourd'hui ces hommes qui voient tenter (même plus ou moins mal) par leurs adversaires l'expérience qu'ils eussent voulu accomplir eux-mêmes et dont les effets réels démentent les prévisions de leurs meilleurs théoriciens. Malgré la réserve dont ceux-ci font montre, on peut cependant trouver dans leurs écrits des allusions indiquant suffisamment leur position.

Dans une *Déclaration* du 22 août dernier, qu'il faut consulter avec précaution étant données les conditions où se trouvent ses auteurs, Racovsky et ses amis écrivaient : « La lutte pour la réalisation du plan quinquennal constitue, après la guerre civile, l'engagement le plus sérieux qui ait eu lieu entre le parti communiste et le prolétariat qui le suit, les paysans pauvres, d'une part, et le capitalisme qui relève la tête, d'autre part. De l'issue de cette lutte dépendra peut-être le sort des conquêtes de la Révolution d'Octobre... « Le plan quinquennal est l'étape la plus importante dans le développement de la lutte de classes par le renforcement de la dictature prolétarienne, à condition toutefois que sa réalisation soit entourée de garanties assurant la collaboration étroite du prolétariat et des paysans pauvres, sous la direction du parti communiste ».

Tout en se déclarant à plusieurs reprises « avec le Parti », c'est-à-dire avec sa direction, pour affronter les difficultés de la lutte et du travail, ils rappellent discrètement mais clairement leurs opinions particulières sur les conditions politiques d'application du Plan et à aucun moment ne mettent en cause le Plan même. « Le premier devoir d'un bolchévique est de soutenir entièrement et sans conditions le Parti et le Comité central dans l'application des plans d'édification socialiste, etc. », ajoutent-ils, certainement pas comme clause de style ou ruse de guerre intestine mais bien comme expression sincère de leur point de vue. Trotsky, plus libre hors de Russie, écrivait le 25 septembre en joignant sa signature à celle de ses partisans : « Le fait d'une conversion de la direction officielle

vers la gauche est patent. Depuis 1926, nous avons plus d'une fois prédit que cette conversion serait inévitable... ». Il y insiste encore : « ...La conversion de la direction officielle vers la gauche et une large utilisation des idées et mots d'ordre de notre plate-forme dans la lutte contre la droite... », voilà ce qu'il constate dans la politique actuellement en cours, d'accord en cela avec la partie la moins apathique de l'opinion en Russie et aussi, fait remarquable, avec « l'opposition de droite » du Parti qui taxe de « trotskysme » la direction, et d'accord enfin dans une bonne mesure avec les socialistes de diverses nuances qui voient également l'influence de Trotsky dans la politique officielle. « ...De nombreux mots d'ordre, idées et formules de notre plate-forme sont entrés maintenant, officiellement, dans le domaine du Parti », ajoute-il, en expliquant cela par la « coïncidence de nombreuses mesures pratiques extrêmement importantes » avec « des mots d'ordre et formules de notre plate-forme » malgré une disparité des principes directeurs. Citons encore ce passage : « Vous avz parfaitement raison d'indiquer que le plan quinquennal de l'édification socialiste peut devenir une étape très importante dans le développement de la Révolution d'Octobre. En termes mesurés, mais non équivoques, vous indiquez les conditions qu'il y faudrait mais qui n'existent pas encore ». Il s'agit toujours de conditions politiques, non de réserves sur les proportions du Plan. A l'occasion du 12<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre, Trotsky écrit :

« Le plan quinquennal est venu avec un retard de cinq ans... La première esquisse du plan quinquennal, faite en 1927, était tout entière pénétrée de l'esprit le plus mesquin du minimalisme, d'une grande timidité économique. Ce projet fut impitoyablement critiqué dans la plate-forme de l'opposition. C'est seulement sous l'action de notre critique, répondant aux plus vifs besoins du développement économique, que le plan fut refait d'un bout à l'autre dans le courant de l'année.

« Si le nouveau plan a été élaboré sous les coups de bâton, il n'est pas difficile de se représenter quelle résistance il rencontrera quand il s'agira de l'appliquer, du côté de cet appareil dont les neuf dixièmes sont plus à droite que la droite officielle. L'aile gauche, sur la plate-forme de laquelle on a copié les idées essentielles du nouveau plan quinquennal, reste toujours sous la grêle des répressions et des calomnies. L'appareil vit dans l'attente de nouveaux changements... »

Et dans le même article, faisant allusion au bilan de la première année d'exercice du Plan, coïncidant avec l'anniversaire de la Révolution, Trotsky parle pour la première fois depuis les « chiffres de contrôle » de 1925 de « grands succès » socialistes : « Le 12<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre trouve la République des Soviets dans une situation où les plus grands succès se combinent avec les difficultés les plus considérables, et les succès comme les difficultés s'accroissent simultanément... L'industrie a fait et continue à faire des conquêtes prodigieuses si on les juge selon l'échelle capitaliste. L'agriculture, en ces dernières années, a progressé beaucoup plus lentement, mais son relèvement n'est pas douteux ». A la même époque, il écrit dans un autre article : « En accord avec nos principes, nous ne pouvons que saluer le passage de l'industrie soviétique à la production ininterrompue comme un nouveau pas sur la voie de la réalisation pratique des principes socialistes », tout en critiquant les dirigeants pour leur surestimation des effets productifs immédiats de cette réforme et leur sous-estimation de sa signification comme « révolution culturelle ». Ainsi, plan tardif mais nécessaire, inspiré des critiques et propositions de l'opposition, destiné à rencontrer une vive résistance des classes hostiles, confié à une bureaucratie sourdement récalcitrante, soumis à une politique gouvernementale inconséquente et précaire susceptible d'un revirement « à droite », mais ayant néanmoins fait ses preuves dans la première des cinq années, — telle est semble-t-il l'opinion que l'opposition « de gauche » n'a pas cru devoir développer ni soutenir trop ouvertement.

Quant à l'opposition dite « de droite », elle a suivi l'exemple de la majorité des opposants « de gauche » en

reconnaissant à son tour ses « erreurs » et en proclamant l'excellence du Plan. Successivement, ses interprètes Rykov, Boukharine, Tomsky, Ouglanov, Froumkine et autres se sont rangés à la politique officielle, en des termes qui ne méritent même pas d'être rappelés. En quoi consistaient les erreurs abjurées ? Il est difficile de le dire avec certitude, en l'absence de tout programme de cette tendance ou de document en tenant lieu. Dans les polémiques parvenues jusqu'à nous, il est souvent fait allusion à des « documents » de la droite que personne ne connaît en dehors du Comité central du Parti. Deux articles de Boukharine seulement ont paru qui furent taxés d'hérésie mais dans un galimatias compliqué de pusillanimité où l'on cherche en vain la pensée directrice. Il faut dégager des diatribes déloyales de leurs adversaires les opinions des « droitiers », besogne malaisée si l'on se méfie des déformations réciproques dont toutes les fractions du bolchévisme sont coutumières dans leurs discussions. En résumé, le « droite » condamnait la politique officielle comme impliquant une « exploitation militaro-féodale des campagnes », exprimant les intérêts d'une bureaucratie parasitaire et comme entachée de « trotskysme » ; elle préconisait de donner le pas à l'industrie légère sur l'industrie lourde, de réduire l'envergure générale du Plan, d'accumuler des réserves avant d'entreprendre une industrialisation aussi intense ; elle réclamait enfin la suppression des « mesures extraordinaires » prises contre les paysans détenteurs de blé (rigueurs fiscales, confiscation de récoltes, violences administratives). C'est donc cela qu'elle a rétracté. Il y a bien des raisons de croire à l'insincérité de cette évolution mais on a assez de mal à suivre les démarches publiques tourmentées de tous ces grands stratèges sans y ajouter encore un sondage des restrictions mentales. Bornons-nous, avant de développer notre propre opinion, à prendre acte du grand ralliement opéré autour du Plan par la gauche et la droite, réconciliation relative et momentanée du bolchévisme avec lui-même, et de l'impression favorable produite à l'extérieur sur une certaine partie de l'opinion éclairée par l'audace du Plan et son commencement d'application.

\*\*

En prenant connaissance de ce vaste programme de travaux et de développement de la production qui, pour n'avoir pas un caractère aussi grandiose que d'aucuns lui prêtent représente cependant un effort considérable dans l'économie soviétique, le lecteur ayant à cœur les intérêts de la révolution se demande par quelles ressources seront couvertes les dépenses. Car il s'agit, pour réaliser le Plan, d'investir 64,6 milliards et d'établir un budget d'Etat s'élevant à 51 milliards en cinq ans, — chiffres minima puisqu'on se vante constamment de dépasser toutes les prévisions. De plus, les dépenses non comprises dans le Plan portent en réalité le total général à près de 86 milliards de roubles. (La différence entre cette somme et le montant des budgets est représentée principalement par les ressources propres de l'industrie). Or, l'abondante littérature déversée par les centres de propagande communiste et où pullulent de fastidieuses répétitions est singulièrement muette à cet égard, comme si le plan économique pouvait se passer d'un plan financier. Les rapports de Rykov, Kouibychev et Krijanovsky à la XVI<sup>e</sup> Conférence du Parti et au V<sup>e</sup> Congrès des Soviets font abstraction des finances. Les brochures de vulgarisation n'en parlent pas. Il faut de patientes recherches dans les publications spéciales du Commissariat des Finances et du Conseil supérieur économique pour découvrir les intentions gouvernementales soviétiques en matière de financement du Plan. Mais quand l'obstination du chercheur vient à bout de la discrétion des économistes du Gosplan, les découvertes justifient largement le travail accompli. Un résumé succinct le montrera. (Nous n'avons pu nous procurer le gros ouvrage en quatre volumes et un supplément, somme de l'œuvre en perspective).

Le Plan est fondé sur l'hypothèse de la stabilité du rouble-tchervonetz et même sur une revalorisation attei-

gnant 20 0/0 dans la cinquième année. Il prévoit 1.250 millions d'émission monétaire. Mais cette prévision n'est valable qu'en fonction de la réalisation des autres prévisions, relatives à la réduction du coût de production, à la baisse des prix du marché, à l'augmentation de la productivité du travail et du rendement de l'agriculture. Toutes ces suppositions se conditionnent étroitement. La circulation fiduciaire croîtra au delà des limites assignées dans toute la mesure où l'exigeront la circulation et les prix croissants des marchandises. Or, l'étude des résultats acquis dans les dernières années donne une idée des possibilités de réalisation du programme quant aux prix de revient, aux prix de vente, à la productivité, etc. L'inflation dépassera très largement, au moins d'autant et peut-être du double le milliard et quart prévus, à en juger par les derniers budgets, bilans de la Banque et courbes des prix. L'inflation est d'autant plus certaine que les économistes soviétiques ont récemment formulé des théories de circonstance pour la justifier, après avoir longtemps contesté le fait même de son existence. (D'ailleurs, leur nouvelle thèse est empruntée à l'opposition de gauche, à Préobrajensky et Piatakov particulièrement, qui a la première préconisé l'inflation comme moyen de soutenir l'industrie en puisant de façon détournée dans les réserves paysannes). Sommairement, cette thèse est maintenant la suivante :

« L'émission ne peut créer d'inflation dans une économie soumise à un plan » (Maïmine, *Economitcheskaïa Jizn*, 1 octobre) ; « Dans la mesure où le plan dicte les proportions de l'économie, le rouble soviétique se rapproche de bons de travail » ; « Les signes monétaires ne sont plus de l'argent par rapport au secteur socialiste, tout en étant de l'argent dans le secteur privé » ; « Pour acheter la majorité des marchandises, le détenteur d'argent doit faire état de pièces justificatives spéciales, sans lesquelles l'argent ne sert pas. Les marchandises se vendent et ne se vendent pas... L'argent n'est déjà plus de l'argent » (Kozlov, *Planovoïe Khoziaïstvo*, n<sup>o</sup> 8). Les mêmes auteurs montre la coexistence de différents roubles pour ainsi dire sociaux selon leur capacité d'achat : rouble ouvrier, rouble paysan, etc., et cette capacité d'achat (prix de taxation, normes et fréquence des rations) dépend des règlements d'Etat, cartes, coupons ; les ouvriers et les paysans pauvres ne souffriraient donc pas de la dépréciation de la monnaie grâce à leurs privilèges sociaux, aux salaires variables selon l'index, à leurs rations de faveur,

Ce beau raisonnement est en partie valable, pour les ouvriers dans la mesure où ils se fournissent aux coopératives et magasins d'Etat, où l'index serait correctement établi et épouserait les variations réelles des prix, où les rations seraient suffisantes, où les marchandises ne feraient pas défaut, où leur qualité serait normale, etc., et pour les paysans pauvres dans une mesure infiniment moindre. D'après les données soviétiques mêmes, les ouvriers couvriraient en 1929 plus du tiers de leurs besoins dans le commerce privé ; les paysans dans leur ensemble se fourniraient pour 70 0/0 sur le marché libre, vu l'insuffisance du réseau des coopératives ; la plupart des marchandises font souvent défaut dans le commerce d'Etat, même celles de première nécessité ; la baisse des récoltes de céréales détermine une hausse continue du prix du pain sur le marché libre et, par répercussion, des autres prix ; la disette des produits manufacturés suscite la spéculation et l'élévation des prix ; l'index officiel suit fatalement le mouvement de l'index du marché libre, en raison de l'interdépendance des échanges ; l'Etat est impuissant à maîtriser et régulariser le marché et triche sur son index, donc sur les salaires. Ainsi, les ouvriers et les employés pâtissent de la dévaluation du rouble ; les paysans pauvres et moyens en souffrent encore plus que les koulaks, ayant besoin de recourir davantage au marché. L'argent est loin d'être converti en signes comptables, même pour une partie privilégiée de la population (pendant la guerre, plusieurs pays ont connu un rationnement rigoureux des principaux produits sans que l'argent perdît de son caractère spécifique). Le rouble-tchervonetz voit baisser sans discontinuer son pouvoir d'achat. L'argent soviétique est toujours de

l'argent, mais de plus en plus déprécié. L'émission du tchervonetz, sans contre-partie est de l'inflation. La masse travailleuse fait les frais de cette politique financière. Et le Plan est basé sur une valeur fictive du rouble.

A part les milliards de l'inflation, avec la baisse du niveau de vie des travailleurs qu'elle entraîne, le Plan doit absorber une partie des recettes budgétaires, près de 45 milliards (44,1), provenant principalement des impôts, dont la moitié environ sont indirects. (Sans parler des impôts indirects déguisés que sont les hauts prix des marchandises vendues par l'Etat). L'importance numérique minime de la bourgeoisie des villes et des campagnes dans l'ensemble de la population et les limites imposées à son mouvement d'affaires ne laissent pas douter que c'est la masse des ouvriers, des employés et des paysans travailleurs qui paie la plus grosse part de ces impôts. Les revenus nets des entreprises nationalisées dont près de 19 milliards subventionneront l'économie représentent aussi un prélèvement sur cette masse de consommateurs, par les prix exorbitants auxquels nul ne peut se soustraire, et l'Etat entend faire baisser sensiblement les prix de revient tout en diminuant à peine les prix de vente pour accroître cet ordre de recettes. Les emprunts, enfin, dont on attend près de 7 milliards sont notablement des emprunts forcés obtenus principalement par des retenues sur les salaires des travailleurs des villes et des souscriptions imposées d'office aux petits producteurs paysans. C'est donc essentiellement le prolétariat urbain, le semi-prolétariat rural et les petits cultivateurs vivant de leur travail sans exploiter personne qui devront supporter l'écrasant fardeau financier du Plan. C'est toute une génération de travailleurs, éprouvée déjà par la guerre, la révolution, la ruine économique, la famine et la sous-alimentation qu'il s'agit de sacrifier à coup sûr au nom d'un avenir meilleur discutable. Du seul point de vue de la production, que peut-on attendre de ce sacrifice, de cette implacable pression réalisée par les bas salaires, les hauts prix, les impôts, les emprunts obligatoires et l'inflation ?

Selon le premier plan quinquennal, celui de 1927, dont l'opposition de gauche a fait état à juste titre dans ses *Contre-thèses sur le plan économique quinquennal* (n<sup>o</sup> 124 de la *Corresp. Int.*, 11 déc. 1927), le niveau de consommation d'avant-guerre par tête d'habitant devait être atteint en 1932 seulement. Le Plan actuel, en faisant porter plus des trois-quarts (78 0/0) des investissements sur l'industrie lourde, n'avance guère la date où ce niveau de misère d'avant-guerre serait rejoint. Et c'est sur le nécessaire, sur l'indispensable de ce prolétariat déjà épuisé par les conditions matérielles de l'existence et la tension de l'effort au travail qu'on prélèverait impunément les dizaines de milliards de l'industrialisation, alors que l'intensité du rendement physique atteint pour ainsi dire au maximum ? Comment cela serait-il possible sans une chute de la productivité, une élévation des prix de revient industriels, la ruine de l'économie rurale, et par conséquent l'écroulement du Plan ? Pour ce qui est de la grande masse des paysans, l'ouvrage publié à Moscou : *La différenciation sociale de la campagne soviétique* (édition de l'Académie communiste, 1928) évalue comme suit le revenu annuel par famille : prolétarienne, 163 à 276 roubles ; semi-prolétarienne, 234 à 329 roubles ; moyenne, 343 à 455 roubles ; nous répétons, revenu par an et par famille. Comment pourrait-on soutirer à ces malheureux des dizaines de milliards sans les dépouiller complètement, les vouer à une demi-famine et précipiter l'affaissement de la production agricole, sans provoquer par conséquent le krach du Plan ? Poser ces questions, c'est les résoudre. L'étude objective du Plan sous l'angle financier où toutes les données se condensent en fin de compte le révèle inexorablement.

A cela, il faut ajouter que la nécessité d'acheter à l'extérieur l'essentiel de l'outillage industriel et de payer en monnaie à parité de l'or diminue l'encaisse de la Banque d'Etat en métaux précieux et en devises étrangères, modifie le rapport entre la masse fiduciaire et sa garantie dans le sens de l'inflation et accentue la dépréciation du rouble. Pour sauvegarder l'encaisse de la Banque, il

faut, dans l'insuffisance des crédits extérieurs, augmenter le volume des exportations et priver le consommateur russe de produits de première nécessité, d'où un nouvel élément de hausse des prix, de baisse des salaires réels, par conséquent de nouveaux mécomptes dans les supputations du Plan, renforçant encore les observations précédentes. (Quant aux investissements à effectuer par l'industrie elle-même, après prélèvement des impôts et des amortissements, ce ne sont que des « comptes d'ordre », des jeux d'écritures, des virements assurant une répartition des capitaux conforme à une certaine stratégie économique).

Sous un autre angle, le Plan apparaît aussi indubitablement voué à l'échec : la formation des cadres et du personnel qualifié, sans lesquels une haute technique est impraticable. En quatre ans, il s'agit d'après les estimations officielles, de créer 80.000 ingénieurs, 150.000 techniciens et 800.000 ouvriers qualifiés ; selon Krijanovsky, l'URSS avait en 1929 20.000 ingénieurs, 20.000 techniciens, 11.000 agronomes et 800.000 ouvriers qualifiés. Les institutions d'enseignement ne peuvent faire face à une pareille tâche dans un pareil délai, même avec l'accroissement prévu des subventions. L'argent, même déprécié, ne résout pas tous les problèmes... On admet en Occident qu'il faut 5 ans au moins en partant de l'instruction secondaire, 7 ans en partant de primaire supérieure, sans compter le stage pratique, pour former des techniciens de qualification moyenne. Pour qui connaît les écoles, le matériel scolaire, le personnel enseignant, la misère budgétaire et les conditions générales de l'URSS, il ne peut être question de réaliser le programme « culturel » assigné. Une élévation du niveau général d'instruction élémentaire serait indispensable à l'application du Plan. Rykov l'avouait dans son Rapport à la XVI<sup>e</sup> Conférence du Parti : « L'exécution du plan quinquennal n'est possible que sur la base d'un formidable progrès culturel de la classe ouvrière et de la masse principale de la paysannerie ». Ce formidable progrès, jamais le Parti bolchévique ne fera le nécessaire pour l'accomplir car il signifierait un « formidable » coup de balai qui mettrait fin à l'actuelle dictature : le régime dont Staline est l'incarnation est inconcevable sans l'ignorance et l'inconscience des masses. Et il est remarquable qu'aucune opposition, de droite ou de gauche, n'ait jamais fait campagne pour l'instruction publique, se bornant à des paroles rituelles pour se débarrasser de la question : toute fraction du bolchévisme visant le pouvoir spéculait sur la crédulité des siveurs et redoutait l'esprit critique. La famine de spécialistes, dont les annonces de la presse soviétique reflète chaque jour l'acuité, n'est donc pas près de prendre fin. Dans l'agriculture, plus d'un million de travailleurs spécialisés faisaient défaut alors que la collectivisation était prévue à une ampleur dix fois moindre que celle d'aujourd'hui. Le temps, l'expérience, des moyens matériels importants, l'envoi d'élèves à l'étranger et l'entrée d'instructeurs étrangers en Russie seraient nécessaires à la solution du problème des cadres. On peut brûler des étapes, accélérer un processus, mais non passer outre à toutes les conditions requises.

Le Plan ne peut devenir réalité encore pour bien d'autres raisons. L'agriculture, sous l'aspect des exploitations petites et moyennes, avec l'émiettement continu des parcelles et l'insuffisance technique du travail individuel, est impuissante à alimenter normalement la population croissante et le fonds d'exportation ; la collectivisation, avec remembrement des terres et emploi de la motoculture, est une œuvre de longue haleine : en additionnant des hectares, des tracteurs, des superphosphates et des moujiks, on n'obtient pas un *colkhoze*, contrairement à ce que croit le bolchévique cent pour cent, voire le « bolchévik-léniniste » intégral. Les calculs dont on fait état pour justifier le Plan ne méritent aucune confiance, même à titre d'indications approximatives ; la statistique est mise au service des puissants du jour qui la triturent selon les besoins de l'opportunité politique ; les experts terrorisés sont contraints de donner un vernis scientifique trompeur à des évaluations erronées ou tendancieuses et les dirigeants s'abusent eux-mêmes en abusant les dirigés ; l'impossibilité de discuter contradictoirement les chiffres sub-

stitue une mystique au rationnel ; les prévisions sont régulièrement déjouées par les faits et les décisions essentielles improvisées sous la pression des circonstances sans avoir été prévues ; théories et pratiques sont en contradiction permanente ; tout cela est illustré de fait péremptoire tout au long des dernières années et rien n'autorise à supposer un cours nouveau : statistiques brutalement remaniées à des fins de luttes fractionnelles, spécialistes les plus éminents révoqués pour manque de souplesse, démentis publics infligés aux notions imposées la veille comme vérités intangibles, situations de fait violemment contraires aux versions officielles, changements brusques de mots d'ordre ou d'interprétations autorisées des événements principaux sans souci de la continuité politique et économique, — tout cela est constant et patent.

De plus, nous ne concevons pas de progrès économique sensible de l'URSS vers le socialisme en rupture avec la politique entreprise en 1921 par Lénine « sérieusement et pour longtemps », avec cette *nep* qui signifiait un retour au vrai programme du Parti et à la conception marxiste d'une période transitoire entre le capitalisme et le socialisme, conception temporairement obscurcie dans les funérailles de la guerre civile au profit d'une politique d'expédients et d'illusions appelée après coup « communisme de guerre » ; et les principales dispositions du Plan ne laissent que trop prévoir un enchaînement de causes et d'effets annulant les caractéristiques essentielles de la *nep* et frayant la voie à l'utopie du « socialisme dans un seul pays » mais cette fois avec les dangers mortels d'une mise en pratique immédiate sur une vaste échelle ; l'Etat soviétique ne sera pas maître des forces productives et de la résistance sociale qu'il suscite à son insu sans pouvoir contrecarrer leur logique interne de façon à les maintenir dans les lignes du Plan ; c'était déjà l'erreur de l'opposition de gauche de vouloir se conformer à une conception schématiquement juste en engageant, qu'elle en convienne ou non, contre la classe paysanne aisée une guerre civile qui ne pouvait pas dans les conditions données ne pas dégénérer en antagonisme déclaré entre l'Etat et la grande masse paysanne et par conséquent saper la *nep* à sa base, quelque différentes que fussent les intentions des promoteurs dont l'histoire ne leur demande pas compte ; mais les dirigeants responsables du sort de la révolution vont bien au delà des périls implicites dans la politique de l'opposition en se condamnant à un conflit décisif avec l'ensemble des paysans les plus producteurs avant d'avoir les moyens matériels et techniques de supplanter la production marchande agricole par les exploitations collectives. Cette extinction graduelle inconsciente de la *nep* créera une situation intenable à l'Etat soviétique, la plupart des raisons ayant motivé cette *nep* subsistant dans toute leur force, avec des risques aggravés par la bureaucratiation du Parti monopoleur de la puissance publique et la désaffection de l'avant-garde révolutionnaire envers la représentation attitrée de la révolution, — et là, toutes les objections politiques de l'opposition de gauche sont nôtres, sans compter celles que nous avons à y ajouter mais sans perdre de vue qu'un tel fardeau de travail et de sacrifices ne peut être imposé que par une tyrannie renforcée.

Enfin, on ne peut éviter de faire état des critères vivants offerts par les premiers mois d'expérience accomplie pendant l'élaboration et la discussion du Plan, et qui ont une autre valeur que les courbes, diagrammes, dynamiques et autres tracés hypothétiques d'allure très savante établis la mort dans l'âme par des techniciens sans conviction sur l'ordre de politiciens dépourvus de science. En effet, le Plan a été définitivement ratifié, comme nous l'avons dit, au V<sup>e</sup> Congrès des Soviets, fin mai 1929, c'est-à-dire après huit mois déjà de mise en œuvre ; quatre mois seulement restaient à courir pour la première année d'application ; l'exercice 1928-29 servant de point de départ se trouvait être le deuxième du plan primitif abandonné comme trop au-dessous des virtualités économiques ; il s'agit donc de l'année la plus modeste par les prévisions, la moins difficile dans l'exécution, la moins probante par le succès éventuel. Or, sauf pour des aveugles congénitaux ou volontaires, n'était-il pas clair durant

ces premiers mois d'expérience que toutes les abstractions du Plan étaient démenties dans le concret ? Et comment l'opposition ne l'a-t-elle pas vu ? Mensonge que l'augmentation de la production en quantité obtenue au détriment de la qualité et payée d'une plus grande usure des forces de l'ouvrier ; mensonge que la sécurité financière quand l'index monte sans discontinuer et si les bilans de la banque d'émission révèlent l'inflation ; mensonge que l'élévation des salaires quand tout le monde sait qu'ils baissent ; mensonge que la baisse des prix quand chacun constate la hausse ; mensonge que l'émulation ouvrière socialiste quand l'ouvrier a le choix entre l'émulation et le chômage ; mensonge que les résultats favorables de la récolte et de l'approvisionnement quand on instaure les cartes et les rations ; mensonge que la promesse de blé présent grâce à des tracteurs futurs ; mensonge que la socialisation des campagnes au delà des moyens mécaniques de culture et du consentement des paysans. Et par conséquent mensonge que cet optimisme de commande insufflé à grands frais par le pouvoir soviétique à défaut d'arguments solides s'imposant d'eux-mêmes. Cela seul devrait suffire à dicter le devoir des communistes conscients de prendre position contre le Plan, non seulement tel qu'il est appliqué, mais tel qu'il est conçu.

\*\*\*

La première année du Plan n'était pas encore écoulée que l'organisation soviétique publicitaire proclamait *urbi et orbi* des résultats dépassant toutes les espérances et permettant même de réduire les délais d'exécution du grand programme. Avant même l'établissement des comptes de fin d'exercice, leur vérification, leur rassemblement, leur analyse, il était entendu que le Plan était réalisé au delà des premiers jalons, que l'on avait encore sous-estimé l'élan créateur des masses et l'impétueuse poussée des forces socialistes... L'inanité de tout ce vacarme est suffisamment démontrée par la simple date d'adoption du Plan : fin mai 1929 ; un trimestre à peine, où les stimulants les plus variés ont joué au maximum sur le parcours de l'étape la plus modeste, aurait été assez convaincant pour chanter victoire ? Il faudrait démontrer que le labour d'une année allège l'effort de l'année suivante... Or, c'est le contraire qui est vrai. L'immensité de la tâche croît d'année en année sans que les moyens d'exécution s'accroissent en proportion ; et par surcroît, la tension extrême imposée dès la première année dans tous les domaines ménage d'inévitables détentes pour les années consécutives ; les résultats dès à présent acquis compromettent les résultats escomptés. Mais quel est le bilan de ce premier exercice qui, en tout état de cause, n'autoriserait nullement à prévoir le succès des suivants ?

Dès le mois d'août 1929, deux mois après la décision solennelle du V<sup>e</sup> Congrès, les premières notes d'optimisme... spontanées se font entendre de tous côtés simultanément, par la plus curieuse des coïncidences. L'Union soviétique entière vibre à l'unisson, tout naturellement, et la même pensée jaillit de toutes les têtes : réaliser le Plan en quatre ans au lieu de cinq. Des résolutions dans ce sens sont partout votées à l'unanimité. Cédant à la pression irrésistible des larges masses, les organes officiels théorisent le courant idéologique... « Réalisation du Plan quinquennal en quatre ans ; dédié aux incroyables et aux opportunistes », annonce le 18 août 1929 l'*Economitcheškaja Jizn*. Commentant l'hypothèse d'une réalisation des trois-quarts du Plan, émise par M. Paul Scheffer dans un esprit élogieux : « Nous sommes convaincus que les trois-quarts de notre plan quinquennal seront déjà réalisés dans deux ans », avait écrit Kviring (*Isvestia*, 31 juillet). Un livre de Sabsovitch et un article de Larine (*Pravda* du 29 août) garantissent le socialisme intégral en 15 ans, sur la base des progrès accomplis en 3 mois. « Certaines parties du Plan se laissent réaliser en effet en trois ans. Tout le Plan pourra probablement être exécuté en quatre ans », dit Ordjonikidzé à une conférence de rayon à Moscou (*Corr. Int.*, p. 1434, 1929). Dans toute la presse communiste de Russie et d'ailleurs, il n'est plus

question que d'ouragan, d'avalanche, de torrent, comme synonymes métaphoriques de l'effet du Plan, et les adjectifs les plus réservés employés couramment sont ceux de formidable, gigantesque, inouï, prodigieux, grandiose, fabuleux. Au plus haut diapason du superlatif, tout paraît faible et incolore pour caractériser le Plan. Jusqu'où peut aller le délire, on en pourra juger par cette affirmation de Manouïlsky : « Notre plan quinquennal est un plan de destruction de la stabilisation capitaliste ; les mouvements révolutionnaires en Allemagne ou aux Indes sont en quelque sorte une garantie de réalisation de notre Plan » (*Corr. Int.*, 24 septembre). Un certain Orlovsky ne craint pas d'écrire froidement, c'est le cas de le dire, un article sur le thème : « La construction du socialisme dans la région polaire de l'Union » (reproduit dans la *Corr. Int.*, du 21 septembre). Une brochure spéciale, répandue dans tous les pays : *Qu'est-ce que le Plan quinquennal ?* nous fait assavoir des choses comme celles-ci : « La rapidité étourdissante encore sans exemple dans l'histoire mondiale, l'enthousiasme formidable avec lequel le prolétariat de l'Union soviétique édifie le socialisme n'est pas une performance sportive, le simple désir de battre un record » ; « Ces possibilités ont incité la classe ouvrière (sic) à se fixer un nouvel objectif : « Le plan quinquennal en quatre ans ! » ; « Le Plan sera exécuté non en cinq ans, mais en quatre, ou en un laps de temps encore plus court » ; « D'après ces calculs modestes (sic), la production industrielle de l'Union soviétique, d'ici à l'année économique 1942-43 (sic), c'est-à-dire en 13 ans, sera de 25 fois, et dans 18 ans (sic) de 100 fois plus élevée que la production actuelle du « paradis industriel » des Etats-Unis d'Amérique... » ; « A la journée de 7 heures actuelle succédera, en 1938, celle de 6 heures et, à partir de 1943, celle de 5 heures », etc., etc. Staline donnant en personne, le 7 novembre pour l'anniversaire d'Octobre, appelle 1929 une « année de grand revirement » et « quelque chose d'admirable » le fait que la « variante optimale » du Plan « se soit transformée dans la réalité en variante minimale ». Une dépêche de Moscou à l'*Humanité*, publiée le 5 décembre sous le titre : « Le développement de l'économie soviétique pendant l'année 1930 atteindra des proportions prévues pour 1933 », annonce avec certitude : « Au cours de cette 2<sup>e</sup> année du Plan, on exécutera toutes les tâches prévues auparavant pour la 3<sup>e</sup>. Dans l'agriculture, certains points prévus par le Plan pour la 4<sup>e</sup> année seront exécutés déjà dans la 2<sup>e</sup>. On espère même s'attaquer aux tâches prévues pour la 5<sup>e</sup> année ». On ne sait quel Lénine écrit encore, dans la revue *l'Internationale Communiste*, n<sup>o</sup> 1, janvier 1930 : « Le plan peut et doit être réalisé en quatre ans. Et d'après certains indices, dans des délais même beaucoup plus courts ». Et voici un échantillon du style courant de l'*Humanité* : « Il n'y a que la classe ouvrière guidée par le Parti communiste pour être capable d'un tel chef d'œuvre de réalisation » (23 janvier 1930). Or, mettons en regard quelques paroles de Molotov (*Rapport à la conférence régionale de Moscou*, 14 septembre) : « ... Quant à se vanter déjà maintenant de réaliser le Plan adopté, mettons en trois ans, c'est de la légèreté... Si nous parvenons à exécuter le Plan en quatre ans, fort bien. Si nous le réalisons en trois ans, encore mieux. Mais on ne peut prendre au sérieux toute promesse de réduire le délai de réalisation de quelques années. Si nous continuons de faire preuve d'une telle légèreté dans les affaires sérieuses, il se trouvera peut-être demain des camarades assez hardis pour promettre de réaliser le Plan en un an ». En effet, pourquoi pas ? Et la première année étant écoulée, il n'y aurait plus qu'à parachever le tout instantanément. Cela n'est pas plus difficile que « la construction du socialisme dans la région polaire ». Le mot impossible n'est pas léniniste.

Et tout cela parce que le programme de production pour la première année, ou plus exactement pour les quatre mois restant à courir après l'adoption du Plan, première année qui ne prouverait rien quant aux autres, aurait été réalisé, voire dépassé. C'est ce que nous allons examiner de plus près.

Comment évalue-t-on les résultats dont on s'enorgueillit ? Il s'agit, non de quantités, mais de la valeur de la production brute, exprimée dans les prix officiels. Et cette valeur comment est-elle calculée ? Selon les considérations plus ou moins valables des autorités, de la même façon que les entreprises capitalistes accommodent leurs bilans. Et en roubles de plus en plus dépréciés. Nous en trouvons l'aveu dans un article de *Planovoïe Khoziâstvo* (n° 9, 1929) relatif à la production agricole globale considérée parfois comme ayant augmenté mais grâce à la hausse des prix. Il en est de même dans l'industrie. Augmenter la valeur de la production en augmentant les prix, il y a de quoi se vanter. Cette tromperie explique les différences qui apparaissent à l'étude comparative des résultats diversement exprimés selon les organes. Celui qui a tant soit peu fréquenté les bolchéviks et repéré leurs procédés savait avec certitude que quelques semaines de patience apporteraient les démentis et rectifications nécessaires aux vantardises prématurées : c'est toujours ainsi que les choses se passent et, cette fois encore, cela n'a pas manqué. D'après le bureau de conjoncture financière du Commissariat des Finances, la production de la houille a retardé de 5,8 0/0 sur le Plan ; de la fonte : de 4,2 0/0 ; du naphte : de 1,1 0/0 ; des cotonnades : de 2,7 0/0 ; le programme n'a été tout à fait rempli — encore moins dépassé — ni pour l'acier, ni pour la construction des machines, ni dans l'industrie chimique, ni dans la chaussure, etc., et le résultat obtenu l'est au détriment de la qualité et du prix de revient (*Financy i narodnoïe khoziâstvo*, 7 novembre). D'après l'*Economitcheskoié Obozrénie* (n° 10), il s'en est fallu de 20 0/0 pour les superphosphates, de 14 0/0 pour le bois, de 3,5 0/0 pour l'acier, de 2 à 3 0/0 pour la fonte, le minerai de fer et le charbon, que le Plan soit exécuté. (Jamais les chiffres ne concordent). A propos de ces pourcentages en moins, se rappeler l'observation de *Isvestia*, citée plus haut. Ainsi, il y eut mécomptes pour la houille, le fer, l'acier, la fonte, le naphte, le bois et les produits chimiques, c'est-à-dire les industries-clés.

Dans l'agriculture, c'est pire. « La surface ensemencée s'est maintenue en 1928 à peu près au niveau de l'année précédente sans donner l'augmentation nécessaire par l'accroissement de la population et l'augmentation des besoins résultant de la rapide industrialisation du pays », écrit Grinko, mais il ajoute qu'en 1929, l'augmentation a été de 6 0/0, « inférieure à la tâche prescrite par les chiffres de contrôle de 1929 qui réclamaient une augmentation de 7 0/0 ». C'est encore inexact, d'après les données de *Planovoïe Khoziâstvo* (n° 9) constatant 120 millions d'hectares ensemencés au lieu de 123 prévus, soit 4 0/0 d'augmentation au lieu de 7 ; pour les céréales seules : 95,8 millions d'hectares au lieu des 101,4 assignés, soit 93 0/0 seulement du niveau d'avant-guerre ; la récolte de 1929 a été de 6,7 0/0 au-dessous de celle de 1913 ; avec la baisse du rendement à l'hectare et l'augmentation de la population, la récolte est tombée, par tête d'habitant, de 58,4 pouds à l'hectare avant la guerre à 48,3 en 1928 et 46,6 en 1929. (Comparer aux chiffres de Rykov, cités plus haut). Quant au bétail, il a aussi diminué, passant de 90,2 millions de têtes à 88,5 millions, chiffre encore très au-dessus de la réalité car il a fallu reconnaître ensuite que les paysans englobés dans les *colkhoses* pratiquaient un abattage en masse. D'après *Vichnievsky*, la surface ensemencée en seigle et en froment, par tête d'habitant, est tombée de 13 0/0 comparativement à 1927 (*Economitcheskoié Obozrénie*, n° 10). Et tout cela malgré les dotations budgétaires et les crédits bancaires accordés à l'agriculture. Les enquêtes précises portant sur certaines parties distinctes de l'économie rurale sont encore plus révélatrices ; celle sur le Zernotrust, par exemple, concernant l'ensemble des *sovkhoses* à grains, exploitations modèles, notamment le fameux *Gigant*, modélissime : « Le programme de production quant au rendement (et par conséquent au prix de revient) n'a pas été complètement réalisé. La récolte brute des cultures (?) atteint 55,7 0/0 du plan » ; « dans le zernosovkhose *Gigant*, par exemple, le rythme de l'ensemencement (?) a été deux fois plus bas (?) que celui du plan » (*Isvestia*, 24 décembre 1929).

Nous avouons d'ailleurs ne rien comprendre à ce jargon, scrupuleusement traduit ; mais nous ne comprenons que trop l'imposture qu'il s'agit de percer.

Si averti qu'on soit des méthodes de bluff en vigueur sous Staline, on ne peut pourtant pas lire sans surprise l'article des *Isvestia* du 15 janvier 1930 relatif aux « Constructions industrielles capitales en 1928-29 » qui apporte des correctifs singuliers aux assertions délirantes concernant la première année. « Grâce aux défauts de notre statistique, nous n'avons pas eu jusqu'à présent la possibilité de publier le bilan des constructions industrielles pour 1928-29. On vient seulement de rassembler les matériaux appropriés mais ces données sont encore préliminaires et incomplètes... (Et depuis plus de cinq mois, on hurlait au triomphe sans rien savoir). L'auteur constate : « Pris séparément, le plan de construction pour l'industrie n'est exécuté que pour 96,3 0/0 et pour l'électrification 72,1 0/0. Ainsi, EN EXPRESSION MONÉTAIRE, il s'en faut de 3,7 0/0 dans l'industrie, de 27,9 0/0 dans l'électrification... Industriellement, un tel résultat ne peut être estimé satisfaisant » (sic)... Un membre du Conseil supérieur économique, G. Smirnov, avait écrit trois mois et demi plus tôt que le programme était exécuté pour 102 0/0 (*Torgovâia-Promychnaïa Gazeta*, 1<sup>er</sup> octobre) : « Ces données se sont révélées n'être fondées sur rien » (sic). Et comment a-t-on établi le chiffre des 96,3 0/0 d'exécution ? Les détails qui suivent précisent : « moins 18,8 0/0 dans la construction des nouvelles usines ; moins 6,1 0/0 dans l'élargissement de la reconstruction ; plus 19,5 0/0 dans les réparations capitales ; moins 17,5 0/0 dans les travaux de recherches scientifiques ». Autrement dit, il est plus facile de faire des réparations que des constructions. Mais quelles manières bizarres de calculer les pourcentages, de les additionner et d'en tirer des moyennes : quelques lignes plus loin, on apprend que : « si l'on examine l'exécution du plan sous l'angle des travaux assignés, il apparaît que les travaux de construction de nouvelles usines retardent sur le plan principalement dans l'industrie chimique, avec 61,6 0/0 de non-exécution (une bagatelle), le minerai, avec 40,3 0/0 de retard (un rien), la houille, avec 10 0/0 », alors que les chiffres sont tout différents... sous l'angle des dépenses. Et ce n'est pas tout : « En outre, la qualité et l'assortiment des matériaux de construction a sensiblement empiré » ; puis, le coût de construction n'a baissé que de 6 ou 7 0/0 au lieu des 15 0/0 prévus ; « la productivité du travail est extrêmement basse » ; et enfin « la non-exécution de la tâche d'abaissement du coût de construction signifie que le plan est exécuté encore moins en expression matérielle qu'en expression de prix ». Bref, on a encore « comme règle, continué à construire cher, mal et longtemps ». Exemple remarquable des multiples aspects de la tromperie pour une seule et même question.

Mais cela ne suffit pas encore. Il faut savoir la qualité de la production industrielle dont on fait état, qualité qui met en cause à la fois la quantité des produits utilisables et leur prix, donc par contre-coup le financement général et la valeur d'achat de la monnaie. La presse soviétique de 1929 n'a cessé de proclamer que la qualité ne cessait d'empirer. Quelques exemples : dans le tissage du coton, 40 à 50 0/0 des produits sont « insatisfaisants » ; l'enquête révèle que cela est dû aux efforts tentés pour faire baisser le prix de revient ; dans la métallurgie : à l'usine de Kolomna, 38 0/0 de rebut pour les essieux de wagons, et à l'usine de Briansk (une des principales) 50 0/0 ; les rails doivent être changés tous les 2 ou 3 ans, bien que garantis 10 ans (*Isvestia*, 23 juin). « La qualité empire sans discontinuer » écrit la *Rabotchiâ Gazeta* (3 juillet) en insistant particulièrement sur les vêtements et les chaussures. « Il faut dire avec vigueur que le Parti et le gouvernement ne toléreront pas l'abaissement des prix de revient au détriment de la qualité », dit la *Pravda* du 10 juillet dans un leader plein de grandes phrases et de menaces. « L'empirement de la qualité menace notre industrie sur tout le front » (sic), découvre le *Troud* (12 juillet). « La qualité de la production, particulièrement des

objets de grande consommation, a fortement empiré dans le dernier semestre et cela continue dans presque toutes les branches manufacturières » (*Pravda*, 28 juillet). « Le rebut est un des adversaires les plus sérieux (sic) de notre Plan » ; 25 0/0 de rebut à l'usine de gaioches *Krasny Bogayr*, 25 0/0 à l'usine de tracteurs *Znamia Trouda* et jusqu'au « niveau horrible » de 55 0/0 à l'usine *Oural-separator* de Perm (*Pravda*, 30 juillet). « Les plaintes des paysans et des colkhoses au sujet des défauts intolérables de la production des machines et des outils agricoles ne cessent pas, et même se renforcent » dit le leader du *Troud* (4 août). « Sonnez l'alarme pour l'Ouralneft », proclament les *Isvestia* sur trois colonnes (11 août), « la construction des cinq premiers postes est déjà menacée de destruction ». Tous les jours, la presse publie plusieurs colonnes d'informations sous des titres comme ceux-ci : « La croissance du rebut frappe le Plan », « Les déchets menacent de compromettre l'exécution du plan financier industriel » (*Isvestia*, 16 août). A Briansk, usine *Dzierzjinsky*, « le rebut pour l'acier atteint 50 et même 60 0/0, et pour les essieux 30 0/0 alors qu'il devrait être de 3 à 7 0/0 » (*Troud*, 30 août). Le leader des *Isvestia* du 6 septembre dénonce la baisse de la qualité de tous les produits industriels comme préjudiciable « aux intérêts vitaux de tous les secteurs de l'économie ». Un collègue présidé par Boukharine constate (*Troud* du 11 septembre) la fréquence du fait que « l'augmentation de la production et la baisse du prix de revient sont payés de l'empirement de la qualité ». L'Inspection ouvrière-paysanne, secondée par divers organes supérieurs, constate aussi la chute de la qualité ; ainsi, la fabrique de chaussures de Kostroma livre 34 0/0 de mauvaise marchandise (*Pravda*, 25 octobre) ; « dans presque tous les domaines industriels inspectés, le rebut dépasse 25 0/0 et souvent atteint 50 0/0 et plus, au lieu de la norme établie de 4 à 7 0/0 » (*Troud*, 25 octobre). Le n° d'octobre de l'*Economitcheskoié Obozrénie* dégonfle la baudruche du dépassement de la production d'avant-guerre en se référant à des cas précis : pour les caoutchoucs, en tenant compte de la qualité, la production soi-disant en excédent n'est plus en réalité que 48 0/0 de celle d'avant-guerre ; dans le textile, la qualité est inférieure de 30 à 40 0/0 ; et les exemples analogues abondent. Le Conseil du Travail et de la Défense avoue la « baisse brusque » de la qualité (coincidant avec la première année du Plan) et le *Troud* du 27 décembre reconnaît que le phénomène est un fléau qui diminue la consommation des masses et atteint gravement l'industrie.

Il est impossible de chiffrer l'ensemble des pertes dues à la mauvaise qualité, c'est pourquoi une série de citations s'impose pour donner une idée du mal. Même la production la plus simple est devenue défectueuse à l'excès : « Croissance menaçante des rebuts » disent les *Isvestia* du 30 décembre ; aux usines du *Yougostal*, 14 0/0 de rebut pour la fonte en novembre au lieu de 5 prévus, 13 0/0 pour les laminés au lieu de 5 0/0, et 43,3 0/0 pour les rails au lieu de 7 ; « cela crée une situation menaçante pour les usines qui emploient la fonte, l'acier et le fer ». L'Inspection des chemins de fer, dans l'*Economitcheskoié Obozrénie* de décembre, signale que les rails, garantis 10 ans, sont usés au bout d'un an, que les éclisses éclatent par centaines de milliers dès la première année d'usage ; une masse énorme de pièces « loupées » doivent être refusées à la réception ; certaines usines atteignent les chiffres invraisemblables de 70 à 80 0/0 de loupages ; en 1927-28, on a compté 387 déraillements par suite de ruptures d'essieux et ce nombre a augmenté l'année suivante : 256 en six mois, sans compter d'autres avaries moins graves. Même production défectueuse pour les tubes, les chaudières, les tôles (*Econ. Jizn*, 4 février 1930) ; dans le textile, les « lous » varient de 40 à 63 0/0 selon les trusts. Et de mal en pis.

La mauvaise qualité de la production signifie une baisse correspondante de la quantité réelle, une hausse des prix de revient, une augmentation des dépenses, une diminution des salaires. Tôt ou tard, ces répercussions devront s'inscri-

re dans les indices. Sur le coût de la production, personne n'a tout de même osé parler de succès : il a fallu admettre que le programme n'a pas été réalisé, on dit parfois de 2, parfois de 3 0/0 sur 1, mais après ce qui précède, on sait ce que valent de pareils nombres. Avec le volume sensiblement accru de la production, le résultat atteint pour les prix de revient est nul et plutôt même négatif. L'augmentation de la productivité du travail, obtenue par une pression accrue sur l'ouvrier, une sur-exploitation implacable qui se paiera inéluctablement bientôt, est en réalité une fiction révélée par la qualité des produits et, comme tout effort physique excessif non-compensé par le repos et l'alimentation, précède un relâchement du ressort musculaire. La baisse des salaires contribuera aussi à cette détente ; même en tablant sur les indices officiels, dont nous avons assez montré le caractère fallacieux, *Racovsky* avait pu constater pour le premier semestre du Plan une augmentation nominale du salaire de 7,1 0/0 mais avec une hausse de l'index général de 8,5 0/0 et des prix de détail de 19,3 0/0, donc une baisse du salaire réel ; mais les prix n'ont cessé de monter dans le second semestre, et le salaire n'a cessé de baisser. La Direction centrale de Statistique ayant constaté, chiffres à l'appui, la baisse des salaires en 1929, ses experts ont été... purement et simplement révoqués. « Ces temps derniers, dit *Molotov*, dans différents organismes qui mènent la statistique des salaires, régnait la tendance ouvertement menchévique (sic) à démontrer qu'au cours de cette année, le salaire des travailleurs soviétiques a diminué ». Mais plus loin, il reconnaît que c'est là également l'opinion « de certains de nos camarades » (Rapport du 14 septembre, déjà cité). Dans l'*Economitcheskâia Jizn* du 15 octobre, *Maimine* avoue : « Nous ne pouvons ni ne devons pas nous cacher cette grave circonstance que les rythmes élevés de construction ont été atteints dans une grande mesure au prix d'une énorme tension des forces de la classe ouvrière et de toutes nos ressources matérielles. Il suffit d'indiquer qu'en dépassant le plan de production, nous n'avons pas réalisé l'augmentation prescrite du salaire réel du prolétariat ». *Molotov* prétend que le salaire aurait augmenté de 2 à 3 0/0 : il peut évidemment, pour l'heure, tout se permettre. Il ne sera plus gêné désormais par la Direction de Statistique supprimée par décret récemment. Mais cela n'améliorera pas le sort de l'ouvrier, ni les conditions de la production. Ne pas oublier qu'avec le 3<sup>e</sup> emprunt d'industrialisation, près d'un milliard de roubles ont été extorqués aux travailleurs contre leur gré, en 1929, sans parler des deux « journées d'industrialisation » où le travail n'a pas été payé, au profit du fonds de l'industrie. Pour apprécier le caractère « volontaire » de ces emprunts et retenues, il suffit de se rappeler que les salaires de la majorité des travailleurs sont (à Moscou, où ils atteignent au maximum) de 45 à 60 roubles par mois, et pour les ouvriers très qualifiés de 80 à 120 roubles ; seule, une petite minorité de haute qualification peut se faire de 120 à 150 roubles, en travaillant aux pièces. La valeur réelle du rouble étant de 3 à 4 francs, chacun peut comprendre sans peine « l'enthousiasme » avec lequel les ouvriers ont « réclamé » l'émission de l'emprunt. *Molotov* prévoit une augmentation de salaire de 9 0/0 pour la deuxième année à condition que la productivité du travail augmente de 23 0/0... Il est superflu d'insister.

Au point de vue financier, le programme de l'année a été... largement dépassé, mais dans quel sens ? Au lieu des 200 millions prévus d'émission du panier-monnaie, il en a fallu 671 millions, soit plus du triple, soit plus de la moitié du total prescrit pour les cinq ans (1.250). Le rouble-tchervonetz a perdu en un an 30 à 40 0/0 de sa capacité d'achat dans les transactions libres. L'index du marché a monté de 32 0/0 ; pour les denrées agricoles seules, de 53 0/0. Le prix des céréales a augmenté de 42 0/0 dans le commerce privé au lieu des 18 0/0 prévus par le Plan. Est-il besoin de s'appesantir sur les perspectives ouvertes par ces indices ? « Aucune catastrophe économique n'est résultée du dépassement du plan d'émission. N'est-il pas clair que certaines lois économiques nou-

velles commencent à jouer... » écrivait Maïmine (*Economicheskaja žurn, 1<sup>er</sup> octobre*). Aucune catastrophe ne paraît exister jusqu'à ce que la catastrophe se produise, mais la virtualité de catastrophe n'en existe pas moins, et les prolétaires écrasés sous le poids du Plan ne sont certainement pas de l'avis d'un fonctionnaire préposé à dissiper de leur misère. Ce qui nous paraît clair, à nous, c'est que tous les chiffres mis en avant pour justifier le Plan sont faux, avec une telle dépréciation de la monnaie et une telle élévation des prix. Et que, en fait de nouvelles lois économiques, ce qui joue actuellement, c'est la force d'inertie, la lassitude physique et morale d'un peuple exténué.

Le Plan n'a pas été mis à exécution, sous le rapport de la formation des cadres, bien que « la préparation de nouveaux cadres d'ingénieurs et de techniciens soit la tâche centrale dans l'industrie », selon Kraval (*Isvestia, 10 octobre*). Dans l'agriculture, le même problème « n'a jamais été si insistant ni aigu qu'aujourd'hui » (*Isvestia, 30 juillet*). Ce dernier article constatait : « Qu'avons-nous fait à cet égard ? Rien, ou presque rien. Il nous faut au moins 2.161 agronomes-organiseurs de grandes exploitations soviétiques, l'école supérieure en donne 130, soit 6,5 0/0. Il nous faut 4.660 agronomes d'exploitations collectives, l'école telle qu'elle est organisée maintenant n'en fournit pas un seul... » Et ces chiffres sont antérieurs à la collectivisation massive des six derniers mois. Il fallait aussi 2.618 ingénieurs-mécaniciens, l'école n'en donne que 784. Suivent d'autres indications, à l'avenant. « Comment remplit-on le Plan quinquennal culturel ? » demandent les *Isvestia* du 4 septembre. Et voici la réponse : « Pour l'année 1930 qui approche (c'est-à-dire l'exercice 1929-30) rien que pour les *sovkhozes* et les *colkhozes* des républiques russe et ukrainienne, il faut 1.600 ingénieurs, 10.000 agronomes, 7.300 hommes de personnel agronomique d'instruction moyenne, 10.000 techniciens et 143.700 travailleurs qualifiés. C'est un besoin absolument réel, non dans 3 ou 5 ans, mais dès aujourd'hui. Qu'a-t-il été fait pour la préparation de ces cadres techniques au cours de l'année écoulée ? Littéralement rien ». C'est net : littéralement rien. Et encore : « Ainsi se présente la situation non seulement dans l'agriculture mais en général pour l'ensemble des cadres techniques ». Et les besoins ne cessent de croître. « La situation continue d'être tout à fait sérieuse » dit la *Pravda* sur le même sujet (15 novembre). Rien qu'en RSFSR (Russie proprement dite et Sibérie), le Commissariat de l'Agriculture estime qu'il faudrait pour réaliser le Plan dans l'économie rurale : 84.176 hommes de haute qualification, 192.512 de qualification moyenne, 708.841 de qualification inférieure ; les chiffres actuels sont respectivement : 14.094, 22.618 et moins de 100.000 (*Isvestia, 17 janvier 1930*). Pour résoudre le problème, il faudra autre chose que la rhétorique léniniste.

Mais où le « succès » du Plan passe toutes les espérances, c'est dans la socialisation de l'agriculture. On a vu ce qu'il en est de la surface enssemencée, du rendement à l'hectare, de la récolte par tête d'habitant, de l'élevage, des prix agricoles. Parlons un peu des *colkhozes*. Encore au début du deuxième semestre du Plan, le point de vue officiel était exprimé par Rykov en ces termes : « L'importance formidable qu'a, non seulement maintenant, mais aussi dans le proche avenir, la stimulation générale de l'essor des producteurs individuels des marchandises, la stimulation générale des économies individuelles de la masse fondamentale des paysans pauvres et moyens, est tout à fait manifeste » (Rapport au congrès des Soviets de la province de Moscou, *Corr. Int., 24 avril 1929*). Cette conception se retrouve dans tous les documents gouvernementaux, résolutions du Parti, des Soviets, etc. Le programme de collectivisation rurale était relativement modeste, dans le Plan : 564.000 exploitations devaient être groupées en *colkhozes* en 1928-29, alors qu'il y en avait 445.000 l'année précédente. A part cela, on se proposait, comme le dit Rykov, de stimuler les producteurs individuels de marchandises. Mais sans égard au programme, 1.040.000 fermes ont été collectivisées, re-

présentant 4,3 millions d'hectares, au lieu de 1,4 millions d'hectares collectivisés l'année précédente. « Ce rythme inouï, dépassant les prévisions les plus optimistes, attesté qu'avec les plus pauvres exploitations, la masse principale des exploitations moyennes est entrée dans le mouvement après s'être convaincue dans la pratique des avantages de la culture collective » (Résolution du Comité central du Parti, novembre 1929). Et ce « rythme inouï » n'était rien à côté de ce qui s'est passé dans la suite : le décuplement et plus de la superficie collectivisée. C'est ce « rythme inouï » qui a si fort impressionné M. Scheffer, M. Farbman, Louzon et l'opposition de gauche. Le rythme s'est révélé en effet tellement inouï qu'on avait peine à le suivre pour l'enregistrer. D'après la brochure de Grinko consacrée au Plan, la surface collectivisée en 1927-28 (*sovkhozes* et *colkhozes* ensemble) était de 2,3 millions d'hectares, à peine 2 0/0 de tous les ensemencements, et fournissait 4,5 0/0 des marchandises agricoles, 7,5 0/0 des céréales du marché ; le Plan prévoyait pour 1933 : 27 millions d'hectares dont 5 pour les *sovkhozes*, représentant 18 0/0 des cultures, 17 0/0 de la production, 20 0/0 de la production des céréales, 43 0/0 des céréales-marchandises ; 6 millions de familles, soit 20 millions d'habitants, devaient être ainsi englobés dans le secteur collectif, disposant de 170.000 tracteurs à la fin des cinq ans. Les chiffres de contrôle pour 1929-30 ont dû élargir le programme, en raison du « rythme inouï » : 5 millions d'hectares de *sovkhozes*, 15 millions d'hectares de *colkhozes* (au lieu des 6 prévus), donc déjà 60 0/0 du Plan pour la deuxième année ; 89.000 *colkhozes* en 1929-30 alors que 80.000 en tout étaient prévus pour 1933. Mais le rythme devenant de plus en plus inouï, les apprentis sorciers du Politbureau et du Gosplan devaient renchérir tous les huit jours sur leurs commentaires de la semaine précédente. Inutile de les suivre ici pas à pas : indiquons, pour abrégé, les prévisions les plus récentes. Laroslavsky (*Corr. Int., 22 janvier 1930*) envisage « ...la possibilité de liquider définitivement au cours des années qui viennent l'économie paysanne individuelle » et prévoit que « ...dans l'année économique 1930-31 pourront être résolus les problèmes de la collectivisation de la majorité des exploitations paysannes, de la collectivisation intégrale de terres à blé aussi importantes que la Volga inférieure et moyenne, le Caucase du Nord, et qu'au plus tard au printemps de 1932 pourra être terminée la collectivisation totale des terres à blé arriérées ». Grinko annonce dans les *Isvestia* du 1<sup>er</sup> février 1930 qu'en 1930-31, « au moins les trois-quarts de toutes les exploitations paysannes seront collectivisées ». Les *Isvestia* du 11 février enregistrent la collectivisation de 8 millions d'exploitations et de 50 millions d'hectares de labours dans 91.700 *colkhozes*...

Comment expliquer ce « rythme inouï » et à quels phénomènes économique et social correspond-t-il ? La masse paysanne pauvre et moyenne est-elle vraiment « entrée dans le mouvement après s'être convaincue dans la pratique des avantages de la culture collective » ? Il est demi-famine, leur insécurité permanente, entrent dans les compréhensibles que les paysans pauvres avec leurs 163 à 276 roubles de revenus annuels par famille, leur état de *colkhozes* pour s'assurer le patronage et les secours de l'Etat (crédits, avances en semences, engrais, outillage, etc.) : aucune conviction des avantages de la culture collective n'est nécessaire pour cela. Mais les paysans moyens ? Quel miracle a provoqué leur brusque conversion, alors que précisément la démonstration pratique des avantages de la culture collective n'est pas faite ? Comment seraient-ils convaincus en 1929 des avantages d'un tracteur qu'on leur promet pour 1933 et dont ils ne connaissent pas de visu les effets ? Et pourquoi entrent-ils dans les *colkhozes* en tuant leur bétail et en bazardant leur matériel ? Car ils abattent en masse les bêtes à cornes et les animaux de trait et liquident leur inventaire, au lieu d'en faire apport à la collectivité : ce sont là des faits incontestables, sanctionnés par une loi improvisée en hâte pour punir de prison les paysans coupables de tels actes. Il n'y a pas deux réponses possibles à ces ques-

tions : les paysans subissent la collectivisation contraints et forcés par la ruine et la misère consécutives à la politique fiscale de l'Etat, et sous une pression administrative et policière. La charge écrasante des impôts directs et indirects, la taxation ou bien à un prix cinq ou six fois supérieur aux prix du marché, les réquisitions et confiscations des récoltes, la suspension sociale-politique muevée par le nombre de têtes de bétail, la répression arbitraire et les violences du pouvoir accablent la masse paysanne à la collectivisation, considérée à la fois comme refuge temporaire et moyen de légume défense. L'extermination des bestiaux avec ses conséquences funestes (crise de bœufs de traction, crise de viande de boucherie, crise d'engrais naturels influant sur le rendement à l'hectare, crise tueur de cuirs et peaux) est simultanément un moyen d'échapper à la qualification de koulak, de réaliser en partie l'avoir menacé et de riposter sourdement aux coups du Parti. Même une forte proportion de koulaks est entrée dans les *colkhozes*, ce qui en illustre bien le caractère socialiste, et il a fallu des mesures de rigueur pour les en éliminer. L'exode massif de paysans suédois et allemands et de colons juifs, la fuite de familles cosaques en Perse et en Chine, le passage de cultivateurs caréliens en Finlande et blancs-russiens en Pologne sous les balles des gardes-frontières ont révélé aux plus aveugles la détresse indicible des paysans travailleurs : aucune propagande religieuse ou autre ne déterminera jamais des paysans à quitter le sol fécondé par un travail de plusieurs générations, à abandonner la maison construite de leurs propres mains, à rompre avec des habitudes déjà séculaires si une misère irrémédiable ne les y pousse. Pour toute explication de cet épisode saisissant, le pouvoir a eu recours à son expédient sempiternel : le spectre du koulak. Tout ce qui ne plie pas instantanément devant la politique changeante de Staline tombe sous le coup de la même caractéristique sociale, même les plus authentiques prolétaires et les communistes les mieux éprouvés : le koulak est omniprésent et contamine jusqu'au Politbureau et au Sovnarcom. En réalité, il y avait des paysans de toutes classes parmi les familles émigrées et si le pourcentage de paysans naguère aisés y est plus élevé que dans la population rurale en général, cela tient aux qualités propres de ces colons, plus sobres, instruits, travailleurs que les autres. La guerre civile entreprise contre les koulaks implique sans conteste les paysans moyens et stérilise les entreprises agricoles les plus productives ; elle a pris l'aspect d'une répression physique n'ayant rien de commun avec une politique marxiste et engendre une jacquerie meurtrière pour les deux camps, néfaste au développement de la révolution. « Rythme inouï », sans doute, mais vers quoi ?

Les *colkhozes* ne se présentent pas sous un aspect simple. A la fin de 1929, on en comptait environ 5 0/0 organisés en communes, 40 à 50 0/0 en ateliers et le reste en unions de travail collectif. Leur principal trait commun, c'est d'attendre tout de l'Etat, au lieu de le soutenir. Il est impossible de savoir combien sont fictifs et purement parasites. A la Conférence panrusse des *colkhozes*, un spécialiste jouissant de la plus grande autorité, Puschel, déclara : « La majorité de ces *colkhozes*, ne vous y trompez pas, sont candidats à la mort » ; ils manquent de ressources, d'engrais, de bétail, de machines, de spécialistes et d'un désordre extrême y sévit ; « Beaucoup de *colkhozes* se créent au printemps pour obtenir des crédits, des semences et des machines, puis se liquident à l'automne ». Molotov reconnaît ouvertement (*Rapport déjà cité*) : « Il y a un grand nombre d'exploitations collectives prêtes à recevoir sous toutes les formes l'aide de l'Etat et en même temps à spéculer de leur blé, violant ainsi les prix établis ». Fait particulièrement révélateur du caractère « socialiste » du fameux secteur collectivisé : au début de 1929, sur 311.000 membres du Parti à la campagne, il y avait au total 13.000 communistes seulement dans les *colkhozes*. On essaie donc maintenant de faire croire que des dizaines de millions de paysans ignares et alcooliques sont plus conscients des bienfaits du socialisme que « l'élite » du Parti elle-même. Dira-t-on que

les progrès du machinisme en 1929 ont déterminé une conversion en masse ? Molotov avouait (*Rapport cité*) : « Ce qui y a de plus important pour ces exploitations, c'est une forte base technique. Or, là-dessus, nous sommes encore très faibles ». Il paraît que la production des tracteurs sera considérable dans deux ou trois ans, plus forte qu'aux Etats-Unis ; à supposer que ce soit vrai, cela n'expulserait pas un bouleversement économique et social en 1929 prenant l'importance d'une nouvelle révolution. Actuellement, le contingent de tracteurs est encore peu nombreux et plus de la moitié ont besoin de réparations alors que les pièces de rechange et les mécaniciens font défaut ; on se perd, d'ailleurs, dans les nombres de tracteurs qu'on a, de ceux qu'on aura, qu'on devrait avoir, qu'on n'a pas, qui sont à réparer, l'ont été, vont l'être, n'ont pu l'être, etc. ; toujours est-il que les *colkhozes* disposent actuellement de 50.000 tracteurs au maximum ; l'apprentissage se paie nécessairement en casse et en déboires ; en outre, il faut des charries à socs multiples, des semeuses, etc., à leur donner à mouvoir, du carburant et de l'huile pour leur entretien, des spécialistes pour s'en servir ; les *colkhozes* manquent de graines sélectionnées, d'engrais chimiques, d'inventaire mort et vivant ; ils sont pour la plupart encore dépourvus d'agronomes, de spécialistes, d'organiseurs qualifiés ; et l'Etat ne peut leur consacrer automatiquement des ressources financières et techniques en raison proportionnelle de leur multiplication vertigineuse. Sans préjuger de leur avenir, il est sûr que les *colkhozes* existants n'ont pu convaincre la population rurale par leur supériorité de production. On admet d'ailleurs que le prix de revient des denrées des *colkhozes* dépasse généralement le prix de vente fixé par l'Etat : d'où les tentatives d'esquiver la fourniture au commerce d'Etat, malgré la « contractation » (achat des récoltes sur pied), pour chercher sur le marché libre des prix rémunérateurs. Les travaux entrepris par les *colkhozes* pour créer des bâtiments communs sont extrêmement onéreux ; Yakovlev, (*Isvestia, 24 janvier 1930*), citant une tentative exemplaire de collectivisation, doit relever le prix de construction des étables : « L'étable revient à 180 roubles par vache. Aucune collectivisation, aucune ressource de la paysannerie ni de l'Etat ne peut supporter cela », alors que le coût est de 15-20 roubles dans les colonies allemandes, donc dix fois moindre. Même en triplant les subsides (on parle d'un milliard de roubles, au lieu d'environ 350 millions) alloués cette année par le Plan à cette sorte de collectivisation de panique, les problèmes essentiels de la transformation du régime agricole ne seront pas résolus.

Il est malaisé de savoir ce qui se passe dans les *colkhozes* et quelles surprises s'y élaborent dans l'ombre, quels nouveaux obstacles vont en surgir bientôt devant le pouvoir. Dans l'atmosphère actuelle de l'URSS, et avec les méthodes d'information en vigueur, les faits essentiels ne sont révélés que si l'on ne peut plus les cacher. D'une façon générale, les données relatives à la campagne sont des plus fragiles. « Nous ne possédons pas encore pour le moment de base statistique sérieuse dans ce domaine », dit Molotov parlant des exploitations paysannes et particulièrement de la culture des céréales (*Rapport cité*). Avec les *colkhozes*, il y a des complications supplémentaires. Molotov rapporte que le *colkhoze Krasny Meliorator*, passant pour une « exploitation exemplaire », « se trouve entre les mains d'un groupe koulak socialiste-révolutionnaire ; il comprend six anciens commerçants, un ancien riche propriétaire, un ancien grand propriétaire d'immeubles, sept koulaks, un ancien propriétaire foncier, un ancien policier, etc. » (même *Rapport*). La presse a publié des renseignements du même ordre assez nombreux : koulaks dominant des *colkhozes*, bedniaks éliminés ou exploités, trafics illicites entre *colkhozes* et koulaks ou spéculateurs. Aucune statistique ne peut nous éclairer sur l'importance de cette « déviation » des *colkhozes*. La proportion des koulaks varie évidemment selon le type de collectivité : coopérative ou commune. Dans la *Pravda* du 11 novembre, un article : *La lutte de classes dans les colkhozes* donne une idée de l'extrême complexité des

processus intérieurs, variant selon les régions, qui différencient les *colkhozes* : il s'y dessine des tendances, des coalitions, des procédés nouveaux d'exploitation des pauvres, d'utilisation du crédit public à des fins privées, de camouflage des éléments hostiles, de « noyautage » pour s'emparer de la direction ou miner l'entreprise, etc. Le Parti organise des groupes de paysans pauvres, destinés à faire pièce aux ci-devant paysans riches ou aisés, répondant ainsi une fois de plus à une exigence de l'opposition de gauche, à sa façon. En certaines régions, on expulse les koulaks ou soi-disant tels des *colkhozes*. De nouvelles questions se posent chaque jour et ne sont pas près d'être tranchées : répartition de la production commune, rapports entre familles et célibataires, discipline du travail, antagonismes avec les soviets locaux, surplus de main-d'œuvre là où travaillent déjà les nouvelles machines, etc. (D'après Tchaïanov, la mécanisation du travail agricole a réduit de 10 à 14 fois la main-d'œuvre en Amérique). L'avenir le plus proche des *colkhozes* est donc très obscur. Leur présent ne ressemble déjà plus à aucune prévision : ils paraissent tendre maintenant vers un type de *sovkhozes* inférieurs, d'entreprises d'Etat auxquelles l'Etat est impuissant à fournir l'aide matérielle escomptée, et dont les membres seraient des salariés au salaire hasardeux ; les bureaux des Commissariats compétents leur assignent impérieusement la surface à emblaver, la nature des enseignements, la récolte à obtenir, l'excédent à livrer au prix de taxation, les semences à réserver. Des mesures coercitives et pénales complètent le tout. Jamais le Plan n'avait prévu cela. Et rien n'autorise à inscrire de telles « réalisations » à l'actif de la « construction du socialisme ».

\*\*

Ainsi, sous aucun rapport, le Plan n'a été réalisé conformément aux prévisions dans cette première année qui ne laisserait nullement présager le succès des quatre autres. La deuxième année va-t-elle réduire ou accentuer les écarts et disproportions dont le développement mettrait en cause finalement l'existence du régime ou le contraindrait d'évoluer vers le capitalisme ?

A en juger par les résultats du premier tiers de l'exercice (d'octobre à janvier), le programme ne sera rempli, cette fois encore, sous aucun rapport. La presse soviétique est pleine d'avertissements dénonçant des retards et des reculs dans la production, signalant des symptômes alarmants de crises variées. Les quantités prévues ne sont pas atteintes, dans l'ensemble de l'industrie, en dépit d'appels multipliés, de menaces aux directeurs d'usines, de sanctions contre les ouvriers. La qualité continue de tomber : « *Malgré les directives sévères du gouvernement et du Conseil économique supérieur, la qualité de la production non seulement ne s'améliore pas mais empire continuellement dans une série de cas* » (article des *Isvestia*, 13 janvier 1930). Le manque de cadres techniques se fait de plus en plus sentir : « *Ces derniers temps, la question de préparation des cadres a pris une forme encore plus aiguë qu'auparavant* » (leader des *Isvestia*, 24 janvier). L'émission de papier-monnaie a déjà dépassé le montant prévu pour toute l'année. Les prix de détail ne cessent de s'élever, dans la coopération comme sur le marché (leader des *Isvestia*, 8 janvier). Les coopératives sont mal approvisionnées et, dans des centres ouvriers comme Kharkov, par exemple, le consommateur doit acheter 40 0/0 de ses produits au commerçant privé à des prix exorbitants ; la viande est vendue parfois avec une majoration de 120 0/0 (*Isvestia*, 17 janvier). « *Résultats extrêmement insatisfaisants* » quant à la baisse des prix de revient (*Isvestia*, 22 janvier). Dans ces conditions, les salaires réels ne peuvent pas ne pas diminuer. Nous limitons volontairement les citations mais il serait facile d'en publier des pages entières. Le Comité Central du Parti en personne a dû lancer un appel pour stimuler le zèle des cadres communistes et leurs exigences envers les ouvriers (*Pravda*, 25 janvier). Dans l'agriculture, le « rythme inouï » de la collectivisation révèle déjà l'insuffisance sensible des semences pour la campagne de printemps, des tracteurs et

autres machines pour les *colkhozes* privés d'une partie de l'ancien inventaire mort et vif, la réduction continue du cheptel et aussi du petit bétail, etc. Les *colkhozes* se voient assigner tant de « tâches » qu'ils ne savent par laquelle commencer. Mais le nouveau Commissaire panrusse à l'agriculture, Yakovlev, donne cordialement cet argument irrésistible (*Isvestia*, 24 janvier) : « *Les dirigeants des colkhozes qui ne rempliront pas leur tâche seront impitoyablement congédiés et déferés aux tribunaux* ». La prison pour inaptitude à se procurer des semences, la prison pour meurtre d'un veau, la prison pour incapacité de payer l'impôt, la prison pour dissimulation de quelques sacs de seigle, la prison pour scepticisme envers le « socialisme dans un seul pays ». Quand la prison ne suffit pas à convaincre, on dispose de moyens plus énergiques. Coercition, répression, exactions, — tels sont les remèdes à tous les maux. Les journaux soviétiques donnent quotidiennement plusieurs illustrations sanglantes des progrès de l'alliance entre la ville et la campagne : assassinats, incendies, exécutions capitales. A mesure que les succès s'accumulent, la ration alimentaire de chaque travailleur diminue, la misère générale se fait plus lourde à supporter, l'air devient de moins en moins respirable.

Pour en arriver là, le pouvoir soi-disant « ouvrier et paysan » n'a négligé aucune ressource, n'a reculé devant aucune mesure exceptionnelle ou permanente. Dans l'industrie, les « brigades de choc », « l'émulation socialiste », la « planche noire » (pilori) ont imposé aux ouvriers de produire jusqu'à l'extrême limite de leurs forces. Dans l'agriculture, les « brigades ouvrières », puis l'expédition par le Parti et les syndicats de 25.000 communistes ou sympathisants dans les provinces ont inculqué aux paysans hésitants, au moyen des procédés les plus rapides, la foi dans les *colkhozes*, — les récalcitrants étant traités de koulaks et leurs biens confisqués. L'expropriation en masse des paysans aisés, improvisée et réalisée avec une force élémentaire, a donné aux *colkhozes* une partie de l'inventaire qui leur manquait, et que le Plan ne prévoyait pas, en attendant de se traduire dans une récolte déficitaire. Dans les villes, la « production ininterrompue » avec semaine de cinq jours, traitée avec dédain quand Larine la proposa au V<sup>e</sup> Congrès des Soviets, puis décidée brusquement par décret le 27 août, a donné un surcroît de produits non prévu par le Plan, en attendant les conséquences de l'usure plus rapide du matériel. Toutes ces mesures dictées par les circonstances et adoptées sous la pression d'impérieuses nécessités montrent que les dirigeants ne savaient pas où ils allaient en décidant d'appliquer le Plan quinquennal et ne sont pas maîtres de la machine qu'ils ont mise en marche. Même les succès dont ils se targuent témoignent en réalité contre les possibilités d'application du Plan. Tel expédient momentanément productif se paie quelques semaines plus tard d'une dépression coûteuse, — comme tout ce qui tend à intensifier l'effort physique du prolétariat sans compenser la dépense d'énergie. Tel autre pourra redresser une fois la courbe des graphiques de production, mais pas deux, — comme la semaine ininterrompue. Certaines improvisations pallient à des difficultés passagères en suscitant des obstacles infranchissables pour l'avenir, — comme les mesures de confiscation dans les campagnes. Le Plan s'avère donc chaque jour moins réalisable, à l'épreuve. Ses artisans s'affirment chaque jour moins capables de comprendre leur devoir. Pour s'en convaincre, il suffit de constater comment la *nep* a été inconsciemment, machinalement supprimée dans ses dispositions essentielles.

Toutes les affirmations officielles de l'année 1929 maintenaient le principe de la *nep* et condamnaient les murmures de l'opposition de droite signalant le danger d'un retour au « communisme de guerre ». « *Le bavardage sur le retour au communisme de guerre et l'abolition de la nep est ridicule et non fondé parce que maintenant, dans la huitième année de la nep, chacun comprend que la voie de la nep nous permet d'aller au socialisme* » dit Bauman (Rapport à l'assemblée des fonctionnaires du Parti, *Corr. Int.*, 29 mai 1929). « *La nep est sérieuse et pour longtemps. Le Parti n'a pas la moindre raison de la*

réviser, de la supprimer », écrivait Kroumine (*Pravda*, 4 août 1929). Dans un article-anniversaire sur la mort de Lénine (21 janvier 1930), Krjjanovsky cite encore les paroles suivantes de Lénine, avec un remarquable sens de l'opportunité : « *Comment nous approcher du socialisme ? — Pas autrement que par la nep* » (*Corr. Int.*, 22 janvier 1930). Pendant ce temps, toutes les décisions pratiques prises vis-à-vis des paysans producteurs de blé marchand tendaient à liquider la *nep* et l'on en venait à prôner la *dékoulakisation* des campagnes, puis la « liquidation des koulaks comme classe » (Décision du Comité central du Parti, *Isvestia*, 6 janvier 1930) alors que les actes avaient déjà précédé les paroles. Depuis plusieurs mois, le commerce légal privé de blé était pratiquement interdit et l'échange faisait place à la confiscation plus ou moins franche. Paysans aisés et paysans moyens faisaient les frais de la nouvelle politique. Aujourd'hui, la *dékoulakisation* est menée activement sur une grande échelle : elle consiste dans la confiscation totale des biens du paysan classé à tort ou à raison parmi les koulaks, et l'on imagine facilement à quels règlements de comptes peuvent conduire les considérations locales et les ressentiments personnels ; au surplus, tout paysan moyen réfractaire à la collectivisation est traité en koulak et proprement *dékoulakisé*, c'est-à-dire intégralement spolié. Les familles ruinées et dépouillées sont chassées de la province, de la région, et condamnées à vagabonder jusqu'à ce qu'elles trouvent un lieu désert pour s'y fixer (car les *colkhozes* leur sont désormais fermés). Yakovlev a daigné indiquer (*Isvestia*, 24 janvier 1930) que ces expropriés seront envoyés en Sibérie et dans le Nord et pourront travailler dans les forêts. Rien de tout cela n'était prévu par le Plan, et il ne s'agit pas précisément de détails. Mais l'engrenage de l'industrialisation telle que le Plan en traduit la conception obéit à ses lois de logique interne et conduit aux extrêmes conséquences. La dernière en date est la suppression du commerce privé, en voie de réalisation. Un décret du Politbureau abrogeant la *nep* est inutile quand l'abrogation s'accomplit par la force des choses, une fois adoptée l'orientation. Cependant, dans un effort exceptionnel pour s'élever vers la pensée théorique, Staline a eu le courage de déclarer : « *Si nous suivons la nep, c'est parce qu'elle sert la cause du socialisme. Et quand elle cesse de servir le socialisme, nous la jetons au diable. Lénine a dit que la nep est introduite sérieusement et pour longtemps. Mais il n'a jamais dit : pour toujours* ». (Discours aux marxistes agraires, *Isvestia*, 29 décembre 1929). Autrement dit, la *nep* a épuisé ses ressources, franchissant une nouvelle étape, celle du passage direct au socialisme. Et Staline motive ainsi sa résolution de dépasser la *nep* : « *Maintenant, nous avons la base matérielle pour substituer à la production des koulaks celle des colkhozes et sovkhozes* ». Cette base matérielle, c'est l'économie soviétique actuelle, avec son industrie retardataire, son outillage usé, sa disette de produits manufacturés et de toutes les denrées alimentaires, son rouble déprécié, son commerce extérieur réduit, et son Plan quinquennal irréalisable. Toujours est-il que l'industrialisation à la Staline conduit à la suppression de la *nep*, en dépit de dénégations sans doute sincères mais aveugles, et Staline a dû constater le fait accompli en recourant à une justification sans valeur. Remarquable confirmation de la parole de Lénine sur la machine économique de l'Etat qui roule tout autrement que ne le croit le conducteur.

Avant même l'instauration de la *nep*, en pleine période de « communisme de guerre », Lénine s'exprimait en ces termes sur l'attitude à observer envers les paysans : « *Vis-à-vis des paysans moyens, nous n'admettons aucune violence. Même à l'égard de la classe paysanne riche, nous ne sommes pas si intransigeants qu'à l'égard de la bourgeoisie et nous ne parlons pas d'expropriation complète des paysans riches, des koulaks* ». Et il ajoutait, connaissant son milieu et son personnel politique : « *La question est sans doute résolue en théorie mais nous savons par expérience qu'il y a loin de la solution théorique d'une question à sa réalisation pratique* » (Rapport au VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti, 18-22 mars 1919). On a certainement le droit

de réviser Lénine et les résolutions du Parti, mais il faut appeler les choses par leur nom. « *Le communisme de guerre*, écrivait plus tard Lénine, *était une nécessité résultant de la guerre et de la ruine. Il n'était pas et ne pouvait pas être la politique répondant à la mission économique du prolétariat. Il n'était qu'une mesure temporaire. La véritable politique d'un prolétariat appliquant sa dictature dans un pays de petits paysans est d'obtenir le blé en échange des produits manufacturés nécessaires aux paysans. C'est là la seule politique alimentaire répondant aux buts du prolétariat, la seule qui soit capable d'asseoir les fondements du socialisme et de conduire à sa pleine victoire* ». Il ajoutait : « *On peut essayer d'interdire, de verrouiller absolument tout développement de l'échange privé non gouvernemental, c'est-à-dire du commerce, c'est-à-dire du capitalisme. Et pourtant ce développement est inévitable dès qu'il y a dans un pays des milliers de petits producteurs. Cette politique serait une sottise et un vrai suicide de la part du parti qui l'expérimenterait. Une sottise, car elle est impossible économiquement ; un suicide, car le parti qui l'expérimenterait ferait inmanquablement faillite* » (*L'impôt en nature*, 1921). Nous sommes du même avis, non parce que Lénine l'a dit, mais parce que nous l'avons pensé sans Lénine, et nous citons Lénine à l'appui de notre propre pensée, contrairement aux léninistes qui l'invoquent pour se dispenser de penser. C'est pourquoi nous avons pris position contre le Plan quinquennal dès qu'il a été connu et avons critiqué et réprouvé auparavant, celles des propositions de l'opposition de gauche qui eussent déterminé un conflit violent avec les paysans producteurs de blé marchand avant que l'Etat soviétique ne soit en mesure de se passer de leur excédent de production.

Comment Staline en est-il arrivé à se persuader de l'existence d'une base matérielle soviétique suffisante pour en finir avec la petite exploitation privée, en deux ou trois ans ? C'est ici qu'on découvre un des principaux effets du régime politique bureaucratique et policier dont il est l'incarnation. Entre Staline et la réalité soviétique, il y a un écran de cinq millions de fonctionnaires. L'optimisme qui émane de cette caste relativement satisfaite s'exprime sans contradiction possible par son porte-parole qualifié. Staline ne peut entendre que l'écho de sa propre voix, c'est-à-dire rien du tout. Il a complètement oublié ce qu'il disait cinq ans plus tôt, avant d'être devenu dictateur absolu par l'abdication complète du Parti autrefois communiste : « *Ou nous permettrons aux paysans sans parti et aux ouvriers de nous critiquer, ou l'on nous fera subir malgré nous la critique insurrectionnelle. L'insurrection géorgienne était une critique ! Celle de Tambov aussi. Celle de Cronstadt pas moins. Ou nous renoncerons à l'optimisme bureaucratique et nous nous laisserons critiquer par les travailleurs qui pâtissent de nos fautes, ou le mécontentement s'accumulera et nous aurons une critique traduite par des soulèvements...* » (Discours à Moscou, *Corr. Int.*, n° 10, 1925). Aujourd'hui, il croit à l'omniscience du Guépéou et à la souveraine vertu de la peine de mort pour la solution de toutes les difficultés sociales — et il dicte lui-même les félicitations qu'il se fait envoyer par ses sujets. De même, il se trompe d'abord sur le Plan avant de se faire tromper par ses experts et de tromper ensuite ses sous-ordres ; en voici une illustration particulièrement frappante, tirée de la brochure : *Qu'est-ce que le plan quinquennal ?* Qu'on se représente la salle du Grand Théâtre, bien choisie pour une telle mise en scène, pleine de fonctionnaires subalternes dits « délégués » regardant bouche bée la tribune sur laquelle s'accomplit électriquement le miracle du Plan :

« *Le contenu du plan a été présenté d'une manière extrêmement impressionnante aux délégués du V<sup>e</sup> Congrès des Soviets de l'Union soviétique au printemps de 1929. C'est Krjjanovsky, le président de la Commission de l'Economie rationnelle de l'Union soviétique, qui rapportait sur le plan quinquennal. Près du pupitre de l'estra-de était déployée verticalement une grande carte de l'Union soviétique. Lorsqu'il énuméra les nombreuses stations électriques nouvelles qui seraient édifiées au cours*

des cinq prochaines années et qu'il indiqua les lieux où elles s'élevaient, de petites lampes électriques s'allumaient aux points correspondants de la carte. Lorsque Krjijanovski parla de la construction des hauts fourneaux projetés, de nouvelles lampes brillèrent, la même chose se reproduisit lorsqu'il indiqua les fabriques de machines, mines de charbon, puits de pétrole, fabriques de textile, de produits chimiques qu'on projetait de construire ou qui étaient en construction. Des ampoules brillantes de plus en plus nombreuses couvrirent la carte. A l'évocation des nouvelles grandes fabriques de céréales que l'Etat allait édifier dans les prochaines années, l'obscurité des steppes et des régions désertiques inhabitées s'illumina à son tour. Lorsque la partie du rapport concernant le gigantesque programme de construction fut terminée, la carte tout entière n'était qu'une masse étincelante, une profusion de taches de lumière, roses, blanches, vertes, multicolores. On ne peut comparer la solennité de cet instant qu'aux événements de Novembre 1917. Lorsque Krjijanovski, montrant la carte étincelante, dit à voix très basse, comme s'il ne s'agissait que d'une remarque secondaire : « Voilà pour quoi nous avons lutté ! » un enthousiasme inouï s'empara de tous les auditeurs. Un quart d'heure durant crépita la tempête d'applaudissements. Les larmes vinrent aux yeux du rapporteur. Il dut interrompre un instant son exposé. Ce fut un des grands moments historiques de la révolution prolétarienne ».

Tels sont les procédés de music-hall à l'usage d'un « Congrès des Soviets » censé représenter le peuple russe délibérant sur ses destinées. Voilà comment on vote un « Plan quinquennal ». Il y a aussi toute une littérature pédantesque, à l'intention des ratés de la sociologie préposés aux serviles besognes de propagande, où il n'est question que de dynamiques, de rythmes, de coefficients, de poids spécifiques et autres processus dialectiques... Mais il y a de moins en moins de pain, et il n'y a plus du tout de libertés. « Avant la révolution, écrit Grinko, environ 5 millions d'habitants sur 135 mangeaient à peu près à leur faim ; tous les autres traînaient une existence misérable ». La proportion n'a guère dû changer. Et si, par hypothèse, la production soviétique devait un jour atteindre au niveau prévu par les faiseurs de plans, l'incapacité d'achat des consommateurs obligerait de l'écouler à perte sur un marché mondial déjà passablement encombré...

Est-ce à dire que rien ne soit changé depuis douze ans en Russie, et plus particulièrement dans la structure économique au cours des dernières années ? Il serait aussi vain de l'affirmer que de nier les conséquences du capitalisme tout en en condamnant le principe. Les nouvelles usines monstres, les centrales électriques géantes sont une réalité tangible, et la future campagne russe avec des tracteurs et des superphosphates sera différente de l'ancienne campagne aux araires de bois. Quelque opinion qu'on ait de la politique suivie, il faut tenir compte des traces ineffaçables qu'elle doit laisser. L'humanité progresse à travers ses catastrophes et la guerre même perfectionne des techniques de paix. Mais il y a des usines et des tracteurs ailleurs qu'en URSS et pas de socialisme. La question est donc de savoir si ces usines-là, ces tracteurs-là méritent d'être payés un tel prix, si une génération de prolétaires doit être sacrifiée pour un résultat accessible autrement et si le chemin du socialisme passe nécessairement par la misère et l'esclavage du prolétariat. L'homme existe-t-il pour l'industrie ou l'industrie pour l'homme ? Et sous le prétexte abstrait de travailler pour l'avenir, ne compromet-on pas pour longtemps le futur du socialisme en faisant fi du présent des travailleurs ? Nous avons ici, seuls dans toute l'Internationale, soutenu naguère l'initiative de l'opposition de gauche dans le sens de l'industrialisation de l'économie soviétique soumise à un plan d'ensemble et nous voici, par une amère ironie du développement de la situation, de nouveau seuls dans le mouvement communiste à réprover un Plan selon lequel les usines ne peuvent être édifiées qu'avec les os des paysans et les machines lubrifiées qu'avec le sang des ouvriers. Nous n'avons jamais conçu le progrès industriel

de la Russie vers le socialisme autrement que par la *пер*, le compromis économique avec la paysannerie productrice de blé pour le marché, les concessions temporaires au capital extérieur, des rapports actifs avec le marché mondial, la démocratie soviétique comme forme politique de la dictature du travail, — jusqu'à ce que le capitalisme d'Etat, l'outillage national, l'accumulation socialiste, la coopération, le niveau de vie et de culture de la masse aient atteint un degré permettant de passer à un stade supérieur de socialisation. L'industrialisation était possible avec une politique économique rationnelle d'exploitation des richesses naturelles, d'exportation de matières brutes et de produits demi-ouvrés, de concessions étrangères limitées, une politique internationale permettant les emprunts et les ouvertures de crédits, une politique intérieure démocratique dans l'acception communiste du terme favorisant le développement de l'instruction générale, de la conscience collective et de la responsabilité individuelle. Au lieu de cela, nous avons un Plan impliquant la construction de l'industrie au détriment de l'agriculture et au prix des privations, des souffrances et de l'asservissement de cent cinquante millions d'humains sacrifiés à une hypothèse mal fondée. Le communisme en sera discrédité pour un quart de siècle et le parti bolchévique dans toutes ses tendances en portera la responsabilité devant le prolétariat et devant l'histoire.

Boris SOUVARINE.

P. S. — Pendant que ce n° du Bulletin est à l'impression, on annonce que le nombre des *colkhozes* s'élevait le 25 février à 96.700, réunissant 46 0/0 des exploitations paysannes, sur 70 millions d'hectares. Attendons les nouvelles de la récolte. Les journaux soviétiques rapportent qu'une sévère épuration des *colkhozes* est en cours, aux fins d'éviction des paysans aisés. Tout change avec rapidité, en URSS, et les gouvernants ne soupçonnent pas la plus prochaine tournure des choses. En revanche, ils élaborent maintenant un « plan décennal » promettant pour 1940 vingt millions d'automobiles à défaut de pain pour aujourd'hui. Les opérations d'un nouvel « emprunt » de 3 milliards commencent, sous le mot d'ordre : « Réalisons le Plan quinquennal en quatre ans » ; 3 milliards de roubles à soutirer aux ouvriers et aux paysans travailleurs, sur des salaires de famine et une production agricole dérisoire.

D'autre part, Trotsky s'est enfin décidé, dans le n° 9 de son Bulletin paru tout récemment, à réprover comme « aventurisme économique » et déviation « d'ultra-gauche » (sic) les excès où sont engagés les dirigeants dans leur super-industrialisation. Il a fallu pour cela que la presse soviétique déborde d'avertissements alarmants et que l'évidence s'impose même à Staline en matière de collectivisme agraire. On trouve dans son article, canevas d'un ouvrage plus important à paraître, des concordances de vues surprenantes avec le nôtre et c'est à se demander, une fois de plus, pourquoi et comment ces idées peuvent être à la fois « de droite » et « de gauche »... Mais il subsiste assez de sérieux désaccords : au lieu de réclamer la réduction du Plan aux proportions prévues dans sa « plate-forme » de 1927, de reconnaître la nécessité d'un *modus vivendi* avec les paysans producteurs de blé-marchandise, de revenir sérieusement et pour longtemps à la politique de Lénine vis-à-vis des paysans, de préconiser la substitution d'un ordre constitutionnel à la violence permanente comme exclusif moyen de gouvernement, de condamner les prélèvements multiformes opérés sur le gain des travailleurs des villes et des champs, d'exiger pour la masse les libertés qu'il revendique seulement pour sa fraction, de proposer des mesures pratiques décisives par l'instruction populaire, de concevoir une politique internationale permettant à l'URSS de compter sur l'aide économique et technique extérieure, etc., Trotsky persiste à considérer le Plan comme réalisable avec une meilleure direction (celle de sa fraction), à rester indifférent envers la matière première humaine, à ne rêver qu'un changement de poigne aux leviers de commande. Nous sommes encore loin de compte.

## LETTRES DE MOSCOU

Nous rappelons une fois de plus, en publiant ces lettres envoyées de l'Union soviétique, que nos correspondants s'expriment librement comme nos lecteurs sont libres à leur tour dans leur interprétation. Ce dont nous répondons, c'est de la bonne foi absolue de nos collaborateurs et de la valeur de leurs informations. Quant aux commentaires et appréciations, chacun a le droit de les corriger selon sa tendance : mais nous attirons l'attention sur ce fait que, même erronées, ces opinions sont révélatrices d'un état d'esprit collectif qu'il faut connaître. Ainsi, la phrase sur « les trotskystes », reflétant indubitablement un point de vue très répandu, et par la faute de l'opposition pour une bonne part. Signalons encore que plusieurs passages de ces lettres ont déjà eu le temps de vieillir, en un mois et demi, tellement la situation évolue rapidement en URSS.

### LA SITUATION DANS LES CAMPAGNES

Moscou, janvier 1930.

Voici ce qui se passe dans les campagnes. Quoi qu'on en dise, c'est le nœud de tout.

Les paysans payent l'impôt, évalué en argent, frappant toutes les sources de revenu, agriculture, élevage, basse-cour, ruchers, travail salarié au village ou à la ville, artisanat. La somme à percevoir est fixée d'avance, par le gouvernement central pour les provinces, par les provinces pour les districts, par les districts pour les cantons, par les cantons pour les villages. Cette somme doit être répartie par le soviét entre les familles de son ressort, d'après les indices indiqués dans la loi. Ces indices sont d'une effrayante complication, donnent lieu à des états comprenant pour chaque contribuable une soixantaine de colonnes ; ils demanderaient, pour être convenablement appréciés, des statisticiens et des comptables infiniment plus experts qu'un secrétaire de soviét, à plus forte raison sont-ils incompréhensibles pour les paysans. Pratiquement, le soviét n'a que deux principes à observer : dégrever complètement environ 35 % de « pauvres » et imposer « individuellement », c'est-à-dire absolument arbitrairement, environ 4 à 5 % de « koulaks ». Comme de juste, le choix de ces « pauvres » et de ces « koulaks » est matière de libre appréciation, sujet à de multiples influences. Pour plus de commodité encore, on a inventé une catégorie de « sous-koulaks » : on y range ceux qui sont vraiment trop misérables pour être traités de koulaks, mais n'en font pas moins de la rouspétance.

Pour payer l'impôt aux termes fixés, le paysan doit vendre ce qu'il a, blé, bétail ou autre chose : cette vente forcée est d'ordinaire désavantageuse, parfois ruineuse (l'objet vendu devra peut-être être racheté plus cher à la saison prochaine). L'impôt désorganise l'économie paysanne moins par son chiffre brut que par son exigibilité à dates fixes.

L'impôt payé, d'après la loi qui n'a jamais été abolie, le paysan est libre de disposer des denrées qui lui restent. Mais pratiquement, depuis deux ans, il est obligé de les céder, moyennant un prix fixé par l'Etat, aux divers collecteurs de ce même Etat, (« coopératives » et autres sociétés autorisées à cet effet). Le prix fixé n'a rien à voir avec celui du marché, il est environ 10 fois moindre. Le

paysan ne se prête pas volontiers à cette opération. Aussi a-t-on imaginé divers moyens de l'y contraindre. Un délégué de l'autorité supérieure arrive, convoque une réunion, parle haut, menace, promet, et fait voter par une assemblée quelconque une résolution : « verser tant de pouds de blé, taxer au triple ceux qui ne s'exécuteront pas, les priver de leur lot de terre, etc... » Pour en imposer davantage, il porte ostensiblement un étui à revolver, il est flanqué de gens de la ville également armés. On envoie aussi des brigades de *comsomoltsy*. Et la répartition du tribut commence, comme pour l'impôt. Une famille jugée « aisée » est taxée à 300 pouds, par exemple : elle les verse. Alors on lui en demande encore 300. Impossible ! — Impossible ? On la taxe au triple : 900 pouds. Encore plus impossible ! Alors on vend tout ce qui lui appartient, aux enchères, à vil prix. La moindre protestation entraîne l'arrestation du « koulak ». A Rostov sur le Don, on n'appelle plus la prison que la « maison du paysan ». A Simféropol, en Crimée, la place de la prison est perpétuellement encombrée de charrettes, comme pour une foire : ce sont les familles des paysans arrêtés qui viennent demander des nouvelles de leurs pères, de leurs frères. Des cheminots sont épouvantés du nombre des wagons de paysans dirigés sur la Sibérie. Ailleurs, dans les régions où le froid atteint déjà 30°, des soldats viennent la nuit dans une ferme, chargent sur un camion automobile hommes, femmes, petits enfants à la mamelle, et les emportent ainsi à peine vêtus, dans l'étendue glacée. Des familles entières, par la confiscation totale, sont jetées sur le pavé. Il arrive que, par vengeance, un collecteur, un membre de soviét, un dénonciateur, un communiste, soit roué de coups, reçoive un soir une balle de fusil ou un coup de couteau : alors ce sont, qu'il y ait eu mort d'homme ou simple blessure, trois, quatre « koulaks » condamnés à mort et exécutés.

Il y a d'autres moyens de pression, plus doux : près de Koursk, on enlève le toit de l'izba du récalcitrant. On interdit aux bêtes du « koulak » l'abreuvoir commun et unique. On chasse ses enfants de l'école. La poste refuse son courrier, ne lui paye plus les mandats envoyés par son fils ouvrier. On l'exclut de la « coopérative ». L'ingéniosité est infinie en cette matière.

Qu'on ne pense pas que ces mesures soient réservées aux régions productrices de blé. Là où il n'y a pas de blé à prendre, dans la région moscovite par exemple, ce sont les pommes de terre que l'Etat réquisitionne pour un prix ridicule. Chaque village doit fournir tant de milliers de pouds, il doit les apporter au point fixé : souvent la somme touchée ne paye pas même le transport. Ailleurs, c'est la laine. Dans le Nord infertile, où la population vit de chasse et de pêche, ceux qui ne livreraient pas à la coopération poisson et fourrures seraient réduits à la famine, car ils seraient aussitôt exclus de cette coopération, et c'est d'elle seule, tout commerce privé étant pratiquement interdit, qu'ils reçoivent non seulement de la farine, mais encore les filets, la poudre et les balles. Ils lui sont d'ailleurs asservis par un système d'avances dont ils ne peuvent jamais se dépêtrer.

Toute la Russie paysanne, en ce moment, hurle de douleur et de désespoir. On rencontre, dans les campagnes, de ces « convois rouges » dont parlent si triomphalement les journaux : devant, un orchestre de *comsomoltsy* de la ville, jouant l'In-

ternationale et portant des bannières à devises grandiloquentes; puis quelques charrettes chargées de sacs de blé ou de pommes de terre; derrière les paysans au visage haineux appliquant aux communistes leurs plus terribles jurons et les femmes poussant des lamentations.

S'il y avait à ce tableau la moindre exagération, on ne verrait pas des dizaines de milliers de colons allemands de Crimée, du Kazakstan, de Sibérie, abandonner des champs engraisés par le labeur méthodique et fécond de plusieurs générations pour recommencer leur vie dans la misère, dans l'inconnu d'un lointain Canada. On ne verrait pas les paysans caréliens se sauver en Finlande. On ne verrait pas 3.000 familles de Kazaks avec 500.000 têtes de bétail émigrer par caravanes sur un sol plus hospitalier... au Turkestan chinois!

On a vu se produire des cas inouïs dans la pratique médicale, inconnus jusqu'ici des statisticiens: des paysans neurasthéniques, des paysans se suicidant, des suicides en masse d'une population poussée au désespoir, comme dans le pays des Mari ou Tchérémisses. Si se passe encore des histoires effroyables comme celles-ci: un paysan a livré tout le grain qu'il pouvait, on vient lui enlever le reste; comment vivre toute l'année? Il perd la tête à cette idée, égorge sa femme et ses quatre enfants, et s'ouvre la gorge à lui-même. Ailleurs un jeune communiste ardent, fidèle orthodoxe de l'industrialisation, est envoyé à la campagne réquisitionner le blé; dans une maison, il s'est fait livrer la quantité qu'il a fixée, et il quitte le village avec ses compagnons; en chemin il est saisi d'un remords: ce paysan a obtenu bien aisément, il doit avoir encore du blé caché, il faut voir cela de plus près; il revient donc à cette maison et entreprend une perquisition: en arrivant au grenier il trouve le «koulak» pendu. Le jeune communiste bouleversé s'arrange pour rentrer à Moscou, là raconte la chose, explique qu'il ne peut plus continuer ce métier odieux: on lui donne l'ordre de repartir; il se pend... comme le paysan, sa victime. Impossible de rapporter tous les faits du même genre qui, des régions les plus diverses, viennent à votre connaissance et ne sont pas la millième partie de ce qui se passe en réalité.

Le blé ramassé au prix de tant de pleurs, de ruines et de sang est souvent laissé en plein air, exposé aux intempéries, versé en vrac dans les wagons au plancher mal joint. Les pommes de terre si violemment enlevées à ceux qui les ont fait pousser ont été emmagasinées en si folles quantités que maintenant on ne sait comment s'en débarrasser: après avoir contraint les paysans à les livrer, on contraint les ouvriers et les employés à les acheter. Chaque usine ou administration a reçu son contingent (sans l'avoir demandé) et doit le répartir à tout prix parmi son personnel. Dans l'intervalle, il a fallu décharger d'urgence les wagons: pour cela, on a mobilisé communistes et jeunesses, invité à travailler volontaires et timorés, retenu d'office un beau soir les écoliers jusqu'à minuit. Et malgré tout les pommes de terre ont pourri, et maintenant elles gèlent.

Ainsi le Comité Central ruine systématiquement l'économie paysanne: pour ne pas être «koulak», pour ne pas ressembler, même de loin, à un «koulak», on s'abstient de cultiver, on s'abstient d'élever; le bétail se vend en masse: une bonne vache vaut 30 à 40 roubles; par villages entiers, on saigne les porcs, là où il en restait encore. C'est la grande destruction du bétail. La terre, à la moindre possibilité entrevue de subsister autrement, on la jette à la face des communistes en disant: «Prenez-la, labourez-la vous-

mêmes, puisque de toute façon vous en prenez les fruits!» En tout cas, la surface ensemencée est en baisse: chez les koulaks, avoue la statistique officielle, chez tous les paysans, dit la réalité et a affirmé Rykov, avant de faire sa soumission. Si la disette de vivres se fait sentir à Moscou, qui concentre les dernières ressources du pays, elle sévit davantage encore en province. Et elle sera pire encore l'année prochaine.

On fait, par l'impôt, les réquisitions, les confiscations, les vexations de toutes sortes, la vie impossible au paysan et d'autre part, à cette bête traquée, on montre une unique issue, un port de salut où on lui promet monts et merveilles: l'exploitation collective ou *colkhoze*. Naturellement il s'y précipite tête baissée. Il s'agit de mettre en commun toute la terre, de la cultiver ensemble, de partager les fruits au prorata du nombre de bras, ou de bouches, ou de têtes de bétail: c'est la forme la plus simple de «collectivité». Alors on a droit aux faveurs de l'Etat: crédits et tracteurs. De là la multiplication des *colkhozes*, au-delà même des chiffres prévus. Il n'y a plus de provinces où les *colkhozes* groupent moins d'un dixième des familles; pour toute l'URSS, ils groupent environ 15 % des familles; il y a des cantons qui ne sont tout entiers qu'un vaste *colkhoze*. Il n'y a là nul enthousiasme mais un choix judicieux du moindre mal. On y va en sacrant et en maudissant, mais on y va, «koulaks» en tête, parce que c'est le seul moyen de se sauver. Auparavant, on tâche de vendre son bétail, pour apporter le moins possible au fonds commun. Le mot d'une femme montre combien peu on se fait d'illusions sur les avantages de l'exploitation en commun: «Notre sort n'est pas rose, mais enfin quand j'en ai trop gros sur le cœur, je grimpe sur mon poêle pour pleurer; au *colkhoze*, il faudra faire queue pour monter sur le poêle!»

Ces collectivités forcées, maintenant, rappellent à l'Etat ses promesses: des tracteurs, des crédits, des engrais chimiques, des semences sélectionnées, des agronomes, des médecins, des écoles. Il paraît que dans les hautes sphères on est un peu effrayé de ces exigences, dépassant toutes les prévisions. En attendant de donner quelque chose de réel, l'Etat s'occupe de réglementer: exclure les «koulaks» et les «sous-koulaks», ne pas accepter ceux qui ont vendu leur bétail, fixer les salaires des membres des artels et communes (formes supérieures d'exploitation collective, dont les membres mettent en commun tout leur avoir).

La valeur communiste de l'entreprise est à peu près nulle, puisqu'on ne s'inscrit dans les exploitations collectives que contraint et forcé, sous une formidable pression économique et administrative. Sa valeur économique peut être discutée: le tracteur, pour lequel on «collectivise» ainsi, se justifie-t-il, agronomiquement, dans tous les terrains? A quel prix reviendra le blé? Où trouver le combustible pour une telle masse de machines, supposée construite? Ce dernier problème paraît tellement grave que les services compétents envisagent déjà une solution toute différente, le labour électrique.

Une seule chose est certaine, c'est l'avantage que l'Etat voit à la collectivisation. L'ouvrier est groupé, embrigadé à l'usine: il y a tout un mécanisme fonctionnant à merveille, administration, cellule, syndicat, commission de production, bureaux des prix et des normes, contrats d'émulation socialiste, brigades de choc, etc... qui, sous l'autorité suprême du parti communiste, le tiennent fermement en mains, le forcent à donner un effort de plus en plus intense et lui font accepter sous des formes déguisées de continuelles diminutions de salaires. «Produire plus et manger

moins» est le principe non avoué, mais appliqué. Pas de résistance possible, car on est entre le Guépéou et la Bourse du Travail, où sont inscrits 3 millions de chômeurs. Même régime pour les fonctionnaires. Mais que faire avec le paysan, détenteur de la terre, ayant sa maison, son cheval, sa charrette? L'Etat peut bien lui enlever de force le produit de son travail, mais il n'a pas sur lui de moyen d'action journalier, continu, il ne peut pas régler sa production, en un mot il ne l'a pas en main. La «collectivisation», dans l'idée des dirigeants de l'Etat Soviétique, mène fin à ce scandale. Les simples associations de travail en commun, qui forment aujourd'hui l'énorme majorité des *colkhozes*, sont transformées peu à peu en artels, puis en communes: le paysan devient un simple salarié, au salaire fixé par l'Etat; il y a dans chaque commune une direction, dont les membres du Parti prennent la tête, toute une hiérarchie de contremaîtres maintenant la discipline; les récalcitrants sont chassés, comme à l'usine; les autres sont endoctrinés par toutes les commissions, cercles, groupes de choc, etc..., qui ont donné de si brillants résultats à la ville, et le tour est joué. C'est si bien là l'idée de derrière la tête des dirigeants qu'ils ne cachent pas, dans le privé, que la commune pour eux n'est pas encore l'idéal: l'idéal, c'est le *sovkhoze* c'est-à-dire le domaine national, exploité exactement comme une usine, avec un directeur nommé par une administration supérieure, et des ouvriers agricoles travaillant pour l'Etat.

Ainsi le soi-disant mouvement de collectivisation n'aboutira qu'à établir la main-mise de l'Etat sur la seule partie de la population qui restait encore relativement indépendante, les paysans. L'Etat Soviétique régnera en maître plus absolu que jamais sur les corps et sur les esprits de 150 millions d'hommes. On n'a jamais conçu plus vaste et plus complète militarisation, asservissement plus absolu.

KIEVLIANINE.

## LA VIE MATERIELLE A MOSCOU EN DECEMBRE 1929.

Moscou, fin décembre 1929.

La vie matérielle a énormément changé à Moscou depuis un ou deux ans, et changé, malheureusement, en mal. De jour en jour, elle empire.

On a établi d'abord la carte de pain, dans la plupart des villes et enfin à Moscou, sous le prétexte suivant: les paysans, les voituriers viennent acheter d'énormes quantités de pain dans les boulangeries pour nourrir, ô scandale, leurs bêtes, l'avoine étant plus chère: les cartes de pain ne seront distribuées qu'aux travailleurs, d'où impossibilité (en théorie) de spéculer; de plus, chacun étant assuré de sa part, il n'y aura plus de queues. Des commissions nouvelles, sur des listes fournies par les comités de maisons, sous le contrôle des soviets, accordèrent ou refusèrent les cartes: exclus les nepmans, les popes, les petits marchands, les gens privés du droit de vote, etc.; ceux qui ont seulement déplu à leur comité de maison ont la ressource de faire appel. Il y a des cartes pour les simples travailleurs, d'autres pour les membres d'une coopérative, d'autres pour les ouvriers, d'autres pour les ouvriers saisonniers. Les ouvriers ont droit à 800 grammes de pain, les autres à 400 gr. (c'est l'ancienne livre russe, abolie au nom du progrès, mais ressuscitée pour la circonstance). Les non-détenteurs du précieux carnet pouvaient acheter, à double tarif, uniquement du pain blanc; maintenant, unique-

ment du pain noir. Les petits-fours et pâtisseries de toutes sortes se vendent librement.

La carte de pain passa, comme toute chose: un peu plus de bureaucratie, une gêne nouvelle, il n'y a rien là pour étonner. Alors on en profita pour étendre le rationnement au sucre. Des notes passèrent dans la presse: énormes stocks à Moscou, énormes quantités en route; si le sucre manque dans les coopératives, c'est la faute des administrateurs et ils seront sévèrement punis de leur négligence. Mais, pour éviter la spéculation et les queues, on fixa à 2 kg., pour commencer, la ration mensuelle.

On avait un beau carnet (vendu par l'Etat 30 kop.): il fallait bien utiliser les nombreux coupons qu'il contenait. Alors on apprit peu à peu que le beurre, que les œufs, que le macaroni, la semoule, le thé étaient délivrés sur présentation de tels ou tels «coupons». Tout dernièrement, ça été le tour de la viande: 100 gr. par jour aux «travailleurs» et 200 gr. aux ouvriers, pendant 25 jours par mois. Ainsi le rationnement est complet pour les denrées alimentaires. Et déjà on l'étend peu à peu aux autres articles: les boîtes de feutre ne sont plus vendues que sur «ordre» d'un comité d'usine; il se distribue des «ordres» de lainages; on annonce que pour les chaussures aussi on réclamera le livret. Nous sommes revenus aux beaux temps de 1919. Quand, naturellement, à la fin de l'été, on a vanté l'abondance de la récolte, on a ajouté aussitôt: «Mais nous n'en conserverons pas moins la carte de pain, car c'est un élément nécessaire de notre politique de classe, etc...».

Comme en 1919, le rationnement est présenté comme une mesure spécifiquement socialiste. Et tout cela a passé. On se venge avec des anecdotes: «Qu'est-ce que le livret de pain? — C'est le livre dans les masses» (un des «mots d'ordre» de la «révolution culturelle»). Ou bien, Gorky ayant lancé sa revue *Nos succès*, on dit que le livret de pain est le supplément amer — signification du pseudonyme de «gorky» — de *Nos succès*.

Mais quel est le sens véritable du rationnement? C'est de soumettre à l'Etat la consommation de chaque individu. L'Etat dispose de tous les produits, de toutes les denrées; il en affecte d'abord ce qu'il veut à l'exportation, et laisse le reste à la consommation. Tel est l'idéal: nous en approchons. Encore un peu, le citoyen sera, même en cette matière, le simple soldat d'une grande armée, auquel l'Etat «socialiste» mesure chaque jour son ordinaire.

Voici quelle était la ration de novembre 1929 à peu près identique en décembre, d'après les tableaux affichés dans les magasins:

	Travailleurs coopérés	Membres de leurs familles	Non coopérés
sucre .....	1.500 gr.	1.500 gr.	1.500 gr.
thé .....	50 »	25 »	25 »
beurre ouvriers ..	800 »	800 »	500 »
» non ouvriers ..	600 »	300 »	300 »
gruau ouvriers ..	3.000 »	500 »	1.500 »
» non ouvriers ..	1.500 »	500 »	rien
savon de ménage ....	500 »	500 »	500 »
macaroni .....	750 »	200 »	200 »
harengs ouvriers ..	800 »	400 »	rien

Il y a des «cartes d'enfants», qui donnent droit à 500 gr. de riz, 1.000 gr. de gruau et 15 œufs par mois (1).

(1) De là une terrible anecdote: autrefois, pour avoir des enfants, il fallait avoir des œufs (ovaires, même terme en russe); maintenant, pour avoir des œufs, il faut avoir des enfants.

Le régime varie d'une ville à l'autre : celui de la capitale est le plus favorisé. Sortez de Moscou dans la banlieue, et vous n'avez déjà plus que 300 et 600 gr. de pain, et presque rien d'autre.

Ces chiffres encore sont loin de donner une idée de la disette de vivres : les denrées ainsi rationnées, et distribuées par doses assez réduites, comme on voit, ne manquent pas seulement dans les coopératives, mais aussi sur les marchés : le thé et le sucre sont introuvables de façon absolue, le café est inconnu ; les boutiques privées ferment les unes après les autres, moins encore à cause des impôts que par absence de produits. Et ces denrées ne sont pas seules à manquer : vous ne trouverez pas de jambon ; quand un arrivage de fromage est signalé, il est aussitôt enlevé ; l'huile (de tournesol) n'est vendue que par cartes, accidentellement. Le lait est réservé aux cartes d'enfants, à raison d'un demi-litre par jour ; encore des coopératives annoncent-elles parfois : « Aujourd'hui il n'y aura pas de distribution ». Il est vrai qu'on peut s'adresser aux laitières privées, qui, elles, malgré les persécutions qu'on leur fait subir, viennent tous les matins. De jour en jour la situation empire : dans un marché, devant le dernier marchand de beurre subsistant, vous faites queue une heure et demie. Une poissonnerie (d'Etat) naguère regorgeante est presque vide. C'est un véritable problème que de trouver de quoi préparer un repas. Les restaurants privés ou d'Etat ferment, pour faire place à des « cours de cuisine », à des « bureaux de distribution de carnets d'achat », à des « cours par correspondance ».

Pour les objets manufacturés, même tableau : la dernière crise est celle du tabac, pas à Moscou encore, mais en province. Pas de fil à coudre et pas d'aiguilles. Pas de tissus, sinon de soie, et d'indienne (par cartes). Pas de caoutchoucs. Pas de bottes de feutre (ni de cuir). Pas une goutte d'essence depuis des mois : les cuisinières sont réduites, pour allumer leurs réchauds, à se servir de pétrole. Et ce pétrole même, les jours derniers, a manqué un moment : aussitôt panique, queues, bruit qu'on ne donnera plus que trois bouteilles par mois ; aussitôt réapprovisionnées, les ménagères font des provisions, emplissent tous leurs récipients, les baignoires parfois ; (les coupables seront expulsés de leurs chambres, annonce le journal : on dit qu'un enfant s'est noyé dans une cuve de pétrole, pendant que sa mère était allée en chercher encore). Pas de bois de travail. Pas de peinture (elle ne se vend que sur autorisation). Pas de contre-placage. Pas de clous. Pas de papier : le simple citoyen peut recevoir tantôt 25, tantôt 10 feuilles ; l'écrivain dûment embrigadé, sur certificat de son Association, peut recevoir davantage. Pas de cahiers ; les écoliers ont une ration de 2 par mois, fort petits et de très mauvais papier. Les plumes aussi sont rationnées. Pas de savon de ménage, en dehors de la ration.

Quelle misère que d'insister là-dessus, sur ces questions de pot-au-feu et de ménage. Ces questions composent l'existence quotidienne d'une population. Plus exactement, elles empoisonnent l'existence, et plus encore celle des femmes, qui passent des journées à la recherche de l'introuvable bobine de fil, de l'indispensable paire de caoutchoucs ou du litre d'essence subitement disparue.

Combien coûte, malgré tout, ce qu'on peut se procurer ?

Voici une liste de prix, établie non d'après tels ou tels « index », mais d'après nature, à Moscou, au début de décembre 1929 (en roubles et copeks) :

(Voir tableau ci-contre, p. 515).

Cette liste de 62 objets, les plus usuels, donne une idée suffisante des prix absolus. Pour permettre la comparaison avec les prix d'un autre pays, il faut savoir le temps de travail qu'ils représentent. Le travail en Russie est très inégalement rémunéré : un ingénieur ayant quelques années de pratique se fait facilement 500 roubles par mois, un dvornik, une balayeuse, un manoeuvre ont dans les 40 roubles. La moyenne officielle des salaires à Moscou est de 106 roubles. Soyons larges, et prenons un salaire de 120 roubles. C'est un chiffre qui facilite les calculs, car, en comptant 25 journées de 8 heures par mois, il donne 1 kopek par minute de travail. Songeons seulement que pour toucher 120 roubles nets, il faut avoir un salaire brut d'au moins 140, la différence étant prise par les versements mensuels pour les emprunts forcés et la cotisation syndicale obligatoire, sans parler de l'impôt sur le revenu. Or, 140 roubles est un salaire bien supérieur à la moyenne, et pour les employés, et pour les ouvriers.

Ces réserves faites, admettons le taux de 1 kopek par minute de travail. Il ressort du tableau précédent que, pour acheter 1 kg de pain « blanc », un ouvrier bien payé doit travailler 25 minutes ; pour faire ressembler ses bottes : 6 à 7 heures ; pour envoyer une lettre, 10 minutes, etc.

Le chapitre du logement demanderait une étude spéciale ; pour les « travailleurs », la surface locative se paye d'après le salaire (dans le cas présent, 0,44 kop. par mètre carré), et dans les maisons où il y a le chauffage central, le prix en est proportionnel à celui de la surface locative, mais il s'y ajoute l'éclairage et l'eau, d'ordinaire comptés d'après la consommation supposée, étant donné le nombre de lampes ou d'habitants du local, et diverses cotisations consenties par les habitants de la maison pour les frais généraux. Pratiquement, notre travailleur gagnant 140 roubles, pour une chambrette de 10 à 15 mq. payera, éclairage et chauffage compris, de 15 à 20 roubles, 15 à 20 heures de travail.

Au total, la situation n'est comparable qu'à celle qui existait dans les débuts de la grande famine urbaine de 1918-19 ; comme alors, les prix du marché croissent de jour en jour, les denrées disparaissent les unes après les autres. La différence est qu'il n'y a pas de guerre, pas de blocus, mais au contraire une série de cinq bonnes récoltes. A quoi donc attribuer ces brillants résultats ? A la politique systématiquement poursuivie de destruction de toute initiative, de toute richesse, ne provenant pas de l'Etat ou non asservie à l'Etat.

IGOR.

#### LA SITUATION EN U.R.S.S. A LA FIN DE 1929.

Moscou, décembre 1929.

... C'est une véritable terreur, sous deux formes : les tribunaux vous condamnent les gens à mort par paquets et pour quoi (un attentat contre une autorité quelconque, un selcor par exemple, une tentative d'incendie de colchoze, et ce sont aussitôt deux, trois, quatre « koulaks » fusillés ; à Kimry, petite ville de koustari-cordonniers, l'administration veut fermer une église, la foule fait une opposition passive en se massant devant la porte et en criant, sans la moindre violence ; cinq personnes, dont le pope qui avait parlé pour inviter la population à se soumettre, condamnées à mort ; le procès d'Astrakhan, machination purement politique pour déconsidérer la droite : 14 condamnations à mort ; en Abkhazie, je ne sais pour quelle raison, 9 condamnations à mort confirmées ; en Sibérie, une quinzaine de condamna-

	Unité de mesure	Prix de la coopérative	Prix du marché libre
pain noir	kg	0,75	pas de vente libre ; sans carte, la coopérative vend du pain noir à double prix ; le pain « blanc » est en réalité grisâtre.
pain blanc	»	0,25	
viande 1 <sup>re</sup> qual.	»	0,90	2,00
» 2 <sup>e</sup> qual.	»	0,55	
sucré	»	0,70	disparu du marché libre.
» en poudre	»	0,62	
sel cuisine	»	0,04	introuvable sur le marché.
» de table	»	0,10	
thé	»	8,40	2,50
macaroni	»	0,40	
riz	»	0,52	1,50
semoule	»	0,40	
gruau	»	0,215	0,10
pommes de terre	»	0,07	
carottes	»	0,15	0,25 (disparues maintenant)
oignons	»	0,15	
concombres (de Niejini)	les 10	0,26	9,00
» (ordinaires)	»	0,18	
harengs	kg	0,45 à 1,05	4,00
beurre de table	»	3,27	
» salé	»	2,80	2,00
huile de tournesol	litre	0,50	
fromage	kg	1,80	renchérissent de jour en jour sur le marché.
œufs	les 10	0,65	
choux	kg	0,15	à ce prix, véritable cochonnerie ; à 3,60 passable.
saucisson	»	1,80	
lait	litre	0,24	0,60
vin	»	0,85	
vodka	»	5,00	renchérit de jour en jour.
bière	bouteille	0,45	
cigarettes	les 10	0,15	minimum, sans la bouteille.
savon de ménage	kg	0,55	
alcool à brûler	litre	0,70	1,40
pétrole	»	0,10	
allumettes	2 boîtes	0,03	cigarettes russes, à moitié garnies de tabac.
bottes	»	18.	
chaussures d'hommes	»	10.	les plus grossières, introuvables.
» de femmes	»	13.	
pantalon de drap	»	10.	prix minima, façon et qualité correspondantes.
ressemelage	un	3.	
chemise	»	65.	de 6 à 7 r.
pardessus ouaté	»	3,50	
caoutchoucs	»	35.	minimum.
complet drap	»	35.	
toile	mètre	1,60 min.	minimum, façon et qualité inférieures.
drap	»	11.	
serviette de toilette	pièce	2,50	0,32
lit de fer	»	50.	
sommier	»	30.	introuvable
matelas	»	30.	
armoire	»	85.	0,32
ampoule électr., 25 bougies	»	0,42	
fil à coudre	bobine	0,17	introuvable
machine à coudre	»	150.	
journal	le N°	0,03-0,05	0,32
cinéma	minimum	0,30	
20 km. de chemin de fer en banlieue et retour	maximum	1,10	0,32
papier	»	1.	
lettre pour la Russie	25 feuilles	0,20	0,32
carte-postale	»	0,10	
tramway	1 voyage	0,10	0,32
autobus	1 section	0,10	

tions pour agitation contre les colkhozés; et beaucoup d'autres cas semblables que j'ai rencontrés dans les journaux, mais combien ne sont pas rapportés dans la presse de Moscou). Et le Guépéou de son côté fusille à tour de bras, mais là nulle trace.

A la veille du 7 novembre, on a fait des arrestations par centaines, rien qu'à Moscou. Les prisons sont combles, et le régime empire de jour en jour (à Boutyrki 150 gr. de pain par jour). A Solovki, il y a 16.000 enfermés. On a créé dans le Nord de l'Oural un autre camp immense, d'où l'on vient de prendre 12.000 détenus pour les coupes de bois. Dans un petit trou de Sibérie, on peut trouver 300 emprisonnés, et une trentaine d'exilés. Ici commencent les perquisitions domiciliaires chez les gens soupçonnés d'avoir des bijoux et des objets d'or. Des savants sont persécutés pour avoir osé dire que la science est au-dessus de la politique, que la lutte de classe n'a rien à voir à l'école. L'Académie est pratiquement dissoute. La terreur s'exerce encore par les épurations; épuration du Parti, épuration des administrations, épuration des Universités. Persécution religieuse la plus caractérisée, églises fermées par dizaines, enlèvement des cloches, arrachement des croix, suppression des fêtes, autodafés d'icônes, enquêtes dans les écoles: qui est croyant? La plus remarquable mesure d'arbitraire de ces derniers temps est le décret qui a dit: à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1929, chacun travaillera quatre jours et se reposera le cinquième, par roulement; il a suffi pour cela d'un simple décret, sans la moindre discussion, même d'une représentation aussi funambulesque qu'un soviet ou congrès quelconque. J'ai oublié l'épuration des bibliothèques publiques, d'où l'on exclut jusqu'au pauvre Dickens, pour sentimentalisme sans doute.

Avec la disparition quotidienne des produits les uns après les autres (hier c'a été le tour des cigarettes), les queues, la hausse des prix (même par l'Etat) et la diminution des salaires (emprunts forcés sur emprunts, quêtes pour des tanks, des avions, « journées d'industrialisation », consistant à travailler un jour de fête et en plus à verser le prix de la journée, d'où double sacrifice, prélèvements pour « cadeaux à l'armée d'Extrême-Orient », etc...), l'on peut se représenter l'état de nervosité de cette pauvre population du premier pays socialiste. On vient de me raconter l'histoire d'une vache, soumise obligatoirement à la « contraction » (engagement de verser à l'Etat 800 litres par an), qu'une commission a mesurée sur toute les coutures et qui en a été tellement saisie qu'elle ne donne plus de lait. Les hommes, eux, souvent se suicident.

Un paysan n'ayant pas remis son blé à la « coopérative » avait été privé de tous produits. Or on le voit allumer du feu. Avec quoi allumestu? — Avec des allumettes. — Où les as-tu prises? (puisqu'il n'a plus le droit d'en acheter). — C'est un tel qui me les a données. — Ah, c'est ainsi... Et l'on éteignit le feu du « koulak », qui n'a plus le droit de se chauffer. Ce n'est pas une anecdote.

Il y a un autre aspect encore des choses: la démagogie à l'adresse des ouvriers. Les ouvriers sont de plus en plus exploités, on les astreint à un travail de plus en plus intense, on invente pour les y forcer des contrats d'émulation socialiste par lesquels une entreprise s'engage vis-à-vis d'une autre à obtenir une certaine production, on crée des « brigades de choc » de communistes et de comsomoltsy et de « sans-parti actifs » pour donner l'exemple; on amène de petits groupes d'ouvriers à « réclamer eux-mêmes la diminution des prix des pièces », et ils lancent aux

autres le « défi » de les suivre; la discipline se resserre chaque jour; déjà les absences pour maladie, jusqu'à trois jours, ne sont plus payées intégralement; par tous les moyens, l'Etat rogne, rogne, directement et indirectement sur les salaires. On a rappelé récemment aux syndicats que leur objet principal est de pousser à la production, et non, comme le prétend la « droite », de défendre les ouvriers... En fait, j'apprends hier que dans une usine, on a diminué dans le nouveau contrat collectif le prix des pièces les plus courantes de 23 %. Le cas n'est évidemment pas isolé. On se prépare à faire aussi l'épuration des usines! Si un ouvrier élève la voix, il est traité de koulak, sous-koulak, et mis à la porte. La Bourse du Travail ne doit envoyer au travail qu'en dernier lieu les ouvriers renvoyés pour indiscipline, pratiquement jamais, etc... Il faut bien, dans ces conditions, doré la pilule au prolétariat: alors on expulse de leurs logements les « nepmans », pour les promettre aux ouvriers; on chasse des écoles les fils des popes, de marchands, de « koulaks » (parfois leurs pères sont morts depuis longtemps, peu importe); dans les rations alimentaires, on accorde un avantage aux ouvriers, on fait entrer dans les administrations des ouvriers, etc... Tout cela n'est que démagogie, démagogie nécessaire à « l'industrialisation ».

L'industrialisation est le monstre qui dévore tout. Les trotskystes peuvent être satisfaits.

LÉONIDE.

CERCLE COMMUNISTE MARX ET LÉNINE

## DEUX DEMENTIS

### LES GROUPES D'OPPOSITION

L'Humanité du 25 décembre 1928 a publié, sous le titre: *Thèses sur la situation internationale et les tâches de P.I.C.* un interminable factum dont le huitième chapitre met en cause le Cercle Communiste Marx et Lénine, appelé pour les besoins de la polémique: « Groupe Souvarine », en même temps que divers autres groupes d'opposition d'Allemagne.

Ces soi-disant « thèses » nous attribuent des opinions qui n'ont rien de commun avec celles qui sont réellement nôtres et affirment:

« Tous ces courants, inspirés et groupés par le trotskysme, après avoir constitué un bloc unique, se sont rapidement désagrégés après la défaite de l'opposition dans le P. C. de P. U. R. S. S. »

Au moins pour ce qui nous concerne, les voteurs de ces « thèses » en ont menti. Le Cercle Communiste Marx et Lénine n'a jamais constitué de bloc avec qui que ce soit et s'est refusé à toute action commune avec les groupes visés.

Nous constatons une fois de plus que nos détracteurs n'ont ni l'intelligence, ni la loyauté, ni le courage de dire la vérité et de discuter nos véritables idées, nos actes véritables.

Pour le Cercle Communiste Marx et Lénine,  
Les Secrétaires: Francis GÉRARD, MAHOY.

### L'ELECTION DE PUTEAUX

L'Humanité du 1<sup>er</sup> février annonce et dénonce, sous la plume de M. Cachin qui n'a pas le courage de signer, une soi-disant « candidature trotskyste » à Puteaux. Elle met en cause les prétendus « trotskystes du Groupe « Marx-Lénine » (sic) et en particulier notre camarade Souvarine.

Le Cercle Communiste Marx et Lénine dément catégoriquement les assertions de M. Cachin. Ni le Cercle, ni Boris Souvarine ne sont mêlés, sous quelque forme que ce soit, à l'élection de Puteaux.

Une fois de plus, l'Humanité a menti.

Pour le Cercle Communiste Marx et Lénine,  
Les Secrétaires: F. GÉRARD, MAHOY.

# L'assassinat de Blumkine

Une nouvelle de la Gazette de Cologne (28 décembre) confirmée par le Messenger Socialiste (n° du 11 janvier, correspondance datée du 22 décembre), puis par des lettres privées, a annoncé l'exécution d'un de nos plus proches camarades, Jacques Grigorievitch Blumkine, dans une prison du Guépéou. D'après le Messenger, ce crime ignominieux aurait été commis dans la deuxième quinzaine de novembre; Blumkine revenant de l'étranger un mois auparavant, porteur de lettres de Trotsky, aurait été immédiatement arrêté et, trois jours après, fusillé. Les lettres particulières dignes de foi ne donnent que ce détail: Blumkine fut arrêté en sortant de chez Radek. L'opposition répand une version selon laquelle celui-ci aurait exigé de Blumkine, sous menace de dénonciation, qu'il se livre lui-même au Guépéou. Le gouvernement prétend que Blumkine s'est livré par repentir en réclamant lui-même son châtiement. Trotsky rend Radek responsable de l'assassinat, et co-responsables tous ceux qui, comme Préobrajensky et Smirnov, se trouvent plus ou moins solidaires maintenant du régime de Staline.

Il est infiniment pénible d'élucider une question de politique révolutionnaire sous l'obsession sanglante du cadavre d'un ami. Tous ceux qui ont connu de près Blumkine, et ont éprouvé sa sincérité, son dévouement, son courage, auront ressenti comme nous une commotion douloureuse à la nouvelle de cette fin lamentable qui en dit long sur la déchéance du Parti bolchévique et la dégénérescence de la révolution d'Octobre. Mais l'intérêt de notre cause veut avant tout une compréhension lucide et ferme des raisons véritables d'un épisode aussi horrible. Nous la devons aussi à la mémoire de Blumkine. Il faut chercher la vérité et la dire.

A défaut d'informations spéciales qui élucideraient les doutes, nous devons raisonner sur les données connues. Elles permettent de contredire sur tous les points la version et l'interprétation de Trotsky.

Blumkine était au service du Guépéou, pour lequel il accomplissait les missions les plus secrètes et dangereuses. La règle du Guépéou est formelle: toute infraction aux statuts de l'institution, aux instructions supérieures, comporte une sanction unique, la peine capitale. Et cela se comprend, si l'on songe aux responsabilités que porte un organisme ayant droit de vie et de mort sur tous les citoyens. Sans une sévérité implacable envers lui-même, le Guépéou aurait depuis longtemps sombré dans la corruption. C'est comme agent du Guépéou que Blumkine a eu la possibilité d'assurer une liaison pour l'opposition. C'est pour avoir enfreint la discipline du Guépéou qu'il a été exécuté.

Si l'on admet un Guépéou, il faut accepter l'extrême rigueur des sanctions pour ses membres défaillants et se résigner par conséquent à l'exécution du plus cher camarade en état d'indiscipline. Si l'on tient la mort de Blumkine pour un assassinat, il faut mettre en cause l'existence même du Guépéou. Mais n'avoir rien à dire contre le fait d'un Guépéou dans la treizième année de la révolution et protester seulement le jour où un copain succombe à sa règle inflexible, c'est s'engager dans une contradiction insoluble.

Nous, nous avons le droit de crier à l'assassinat parce que nous n'avons pas attendu la mort de Blumkine pour réclamer la fin de l'état de siège

et des juridictions d'exception en URSS, pour préconiser l'abolition des pouvoirs extraordinaires du Guépéou et de l'arbitraire qu'il engendre nécessairement, pour critiquer une politique économique et une politique administrative qui rendent inévitable le régime policier d'un Guépéou. Nous avons été seuls en France à défendre contre tous les adversaires de la Révolution la Tcheka, puis le Guépéou en tant qu'instruments de guerre civile au service du prolétariat en lutte. Mais nous nous sommes trouvés encore seuls dans le mouvement communiste à préconiser d'une façon conséquente la démocratie soviétique et la fin du terrorisme d'Etat. Et alors que divers groupes d'opposition n'arrivaient à balbutier qu'un point de vue de clique, à réclamer des droits que pour leurs partisans tout en trouvant excellents les moyens d'écraser la contradiction pourvu qu'ils en aient le maniement, nous n'avons cessé de défendre une conception réellement conforme à l'intérêt général du prolétariat, aux principes démocratiques du marxisme. L'affaire Lazarevitch, puis le cas de Victor Serge, puis celui de Francesco Ghezzi nous ont servi de prétexte à soutenir notre thèse générale, non à revendiquer pour des amis personnels un traitement d'exception.

Dira-t-on que le crime consiste à traiter l'opposition comme un camp ennemi et un partisan de l'opposition comme un traître à la révolution? Cela encore, nous avons, nous, le droit de l'affirmer, mais pas Trotsky. L'identification absolue de la révolution à une fraction et à une thèse ou « plate-forme » est aussi chère à Trotsky qu'à Staline. Tout ce qui n'est pas « cent pour cent » conforme à l'opinion de Staline et de Trotsky est bourgeois et contre-révolutionnaire, disent-ils. Entre le qualificatif politiquement meurtrier et la balle dans la nuque, il n'y a plus qu'une différence de degrés.

S'ensuit-il que nous préconisions une liberté abstraite, une démocratie schématique, des droits métaphysiques pour les hommes et pour les classes de la Russie soviétique? Jamais. Nous avons voulu le respect de la Constitution, l'établissement et l'observation d'une légalité soviétique, la dictature pour briser la résistance des exploités, la force révolutionnaire pour répondre à la violence bourgeoise ou la prévenir. Moins que jamais, nous n'inclinons à en démordre. Et la mort de Blumkine ne serait pas vaine si elle servait à donner à l'opposition une conscience plus claire de son devoir.

Pourquoi Blumkine a-t-il renoncé à sa mission de courrier de l'opposition, s'est-il livré à ses chefs, a-t-il ainsi sacrifié sa vie? « Exigence » de Radek, répond l'opposition, menace de dénonciation. « Repentir », dit ou fait dire Staline. Il est trop évident que Blumkine s'est pris à douter de la justesse de son attitude, a éprouvé un remords ou des hésitations, s'est engagé dans la voie de la démoralisation où tant d'autres opposants l'avaient précédé. Sa visite à Radek ne peut s'expliquer autrement. Blumkine savait au moins aussi bien que nous l'état d'esprit de Radek, très résolument hostile à Trotsky. S'il va cependant le trouver pour prendre conseil, c'est qu'il se sent déjà quelque chose de commun avec lui. Radek ne pouvait lui conseiller autre chose que de suivre son propre exemple, de renoncer à la lutte, de s'en remettre à la discrétion du pouvoir. Il n'avait aucun moyen de rien « exiger ». Une me-

nance de dénonciation n'expliquerait pas la livraison du message de Trotsky. Un Blumkine désemparé, un Naek qui l'influence dans le sens de la soumission, un Staline qui profite de l'occasion pour faire un exemple et rappeler rudement son Guépéou à la stricte obéissance, — voilà ce qui paraît plausible. Et l'opposition se donne bien du mal pour obscurcir l'hypothèse la plus valable.

« Si vraiment il avait capitulé, c'est-à-dire avait rejoint la position de Naek, il ne pouvait pas ne pas donner le nom des camarades à qui était destinée la lettre de Trotsky », écrit le correspondant du Bulletin de l'opposition. Raisonnement inepte ou cynique. On peut abandonner une position intenable sans trahir ses compagnons. Même Savinkov, en se déclarant vaincu, n'a pas voulu dévoiler ses complices. Et ce qui ressemble le plus à Blumkine, c'est précisément un renoncement à une politique incompréhensible pour lui et la fidélité à ses camarades. En outre, dans le cas où le Guépéou aurait réussi à savoir le nom des destinataires, ceux-ci peuvent ne pas être inquiétés pour plusieurs raisons : le destinataire n'est pas responsable des lettres qu'il reçoit, à moins qu'elles n'impliquent son consentement (autrement on pourrait se défaire de n'importe qui par l'envoi d'une lettre) ; si même ce destinataire est consentant, il n'est pas passible du sort de Blumkine à moins d'être aussi du Guépéou ; il peut aussi ne pas être inquiété immédiatement mais l'être plus tard, quand le Guépéou jugera bon d'intimider ou de sévir ; enfin, il se peut que le Guépéou sache parfaitement avec qui correspond Trotsky et préfère ne rien troubler pour n'avoir pas à chercher ensuite les nouveaux fils d'une conspiration. L'autre idée de l'informateur du Bulletin de l'opposition : « Si Blumkine avait capitulé, le Guépéou ne se serait pas pressé de satisfaire sa « demande » d'être fusillé mais l'aurait utilisé dans de tout autres buts » vaut la précédente. Blumkine démoralisé était bon à faire une victime, pas un agent provocateur. Quelle opinion ces opposants ont-ils les uns des autres ?

Ainsi, l'opposition n'a su qu'échafauder à propos de cette tragédie des absurdités, et assez odieuses. Ce qui lui échappe, c'est sa propre responsabilité. Or, cette responsabilité est essentielle, et c'est la plus directe. Car si un militant intrépide comme Blumkine, après tant d'autres, abandonne l'opposition, suivant l'exemple de « héros » (Trotsky dixit) à la Mratchkovsky, à la Dreiser, etc., et de la plupart des porte-paroles de la fraction, c'est que l'opposition ne répond pas aux questions brûlantes de la révolution et désoriente ses partisans, c'est qu'elle accule ses « héros » dans une impasse d'où la soumission aux dirigeants du Parti leur paraît être la seule issue. L'opposition, par sa phraséologie déroutante, sa démagogie pseudo-gauchiste, ses surenchères irresponsables, son absence de principes, son amoralisme dissolvant décourage les meilleures volontés, les livre à la première influence venue. L'identité foncière actuelle des conceptions de l'opposition et de la majorité prive les opposants de suffisante raison d'être. Le désarroi, les déchirements, la démoralisation, les lâchages, les suicides physiques et moraux en résultent. Et ce n'est pas en racolant des suiveurs que l'opposition compensera les vides laissés dans ses rangs par la disparition de ses « héros ».

Quant à l'assassinat proprement dit, — sanglante ironie des expressions, — il a été perpétré sur l'ordre de Staline par le Guépéou, dont le Collège n'est qu'un des instruments du Secrétariat du Parti. Et le Parti, tombé au plus bas dans l'inconscience, la lâcheté, l'hypocrisie, ne dit mot,

ne bronche pas, accepte tout. (Les léninistes de la majorité et de l'opposition appellent ça une élite, une avant-garde). Menjinsky, Jagoda et Messing ne sont que les exécuteurs de la volonté de Staline. La culpabilité personnelle du dictateur absolu est flagrante. Après avoir affamé des milliers de nos meilleurs camarades, brisé l'existence de leurs familles, fait périr de privations et de maladies beaucoup d'entre eux, Staline s'est décidé à franchir le dernier pas et à tuer sans détours. Blumkine est tombé en première victime de cette politique d'intimidation. Car, n'en doutons pas, Staline a sûrement voulu faire un exemple, frapper de terreur les audacieux enclins à se faire les auxiliaires de l'opposition sous le couvert de leurs fonctions : il sait donc qu'il y a d'autres Blumkine et trahit par un acte féroce son inquiétude des lendemains.

Staline est couvert du sang d'un des nôtres. Ne l'oublions jamais.

## Démenti à la « Pravda »

Paris, 18 mars 1929.

A la rédaction de la Pravda,  
A la rédaction de la Correspondance Internationale,

La Pravda du 8 de ce mois a publié, et la Correspondance Internationale reproduit (N° 24, 16 mars 1929), un article de Yaroslavsky où ce tchinovnik servile, sans passé, ni présent, ni avenir révolutionnaires, s'évertue à donner des gages à son maître en diffamant Léon Trotsky, lequel est hors d'atteinte des diffamations de tous les Yaroslavsky de la terre.

Cette maculature aura le sort qu'elle mérite : l'indifférence immédiate et l'oubli rapide. J'entends pourtant faire un sort à ces cinq lignes, à titre de pièce à conviction, dans le procès permanent ouvert contre les usurpateurs et dilapidateurs de l'héritage politique de Lénine, pour faux, usage de faux et calomnie.

Yaroslavsky, en effet, ne rougit pas de fabriquer une « citation », dans les termes suivants : « Lors-qu'un ami de Trotsky, le réformiste Souvarine, écrivait dans son organe La Révolution prolétarienne : « Le Bureau politique remplace le cabinet du tsar comme organe suprême de la bureaucratie », pourquoi le lord anglais Grey n'aurait-il pas reproduit ces mots ? »

La collection de la Révolution prolétarienne est là pour établir que la phrase « citée » est inventée de toutes pièces par le faussaire Yaroslavsky. Je mets au défi le gouvernement soviétique de m'accorder un visa d'aller et de retour me permettant de porter plainte contre la Pravda en faux et usage de faux devant n'importe quel tribunal populaire de l'U.R.S.S.

La Pravda, au reste, use de procédés de cet ordre depuis cinq années, contre tous ceux, en général, dont elle n'est pas de taille à réfuter sérieusement les idées, et contre le soussigné en particulier. Elle donne ainsi la mesure du niveau intellectuel, de la valeur morale, du courage civique de ses piètres rédacteurs et de ceux qui les emploient. Mais au cours de cette période honteuse de l'histoire révolutionnaire russe, on a vu tomber déjà pas mal de ces politiciens de bas étage qui croient pouvoir impunément se permettre les pires vilénies envers des communistes incorruptibles. Les révolutionnaires momentanément battus ne s'avouent pas vaincus et sont toujours debout ! Les Yaroslavsky glisseront dans leur ordure et ne se relèveront pas.

Boris SOUVARINE.

# Lettres sans réponse

Le groupe communiste-indépendant d'Oissel (Seine-Inférieure), dont plusieurs membres furent autrefois solidaires du Bulletin Communiste alors qu'il y avait dans la région un camarade pour les guider — Basilaire — et qui nous abandonna sous l'influence prétendue « gauchiste » des suiveurs français de l'opposition russe, a convoqué notre rédacteur à une conférence où devaient participer des gens absolument étrangers au communisme et à la révolution. Souvarine refusa de s'y rendre mais, par égard pour les ouvriers, nos camarades de naguère, membres de ce groupe, répondit dans une lettre dont voici le texte. A la suite de la décision du groupe d'adhérer à une clique électoraliste de destructeurs du mouvement communiste dénommé « Parti ouvrier-paysan » — lire : coterie social-démocrate sans franchise et sans courage — Souvarine, informé par le secrétaire, répondit dans une deuxième lettre également publiée ici.

Paris, le 17 janvier 1930.

Camarades,

Il m'est impossible de me rendre à votre invitation, pour les raisons suivantes, que je vous prie de considérer.

Les communistes de votre région exclus font fausse route, me semble-t-il, en cherchant à « grouper autour d'une plate-forme politique les éléments oppositionnels ». Leur tentative me paraît non seulement vaine, mais nuisible, comme les précédentes du même ordre.

Qu'entend-on par cette « plate-forme » ? Si j'ai tant soit peu compris, c'est une sorte de programme de principes et d'action exprimant le fonds d'idées commun aux groupes envisagés et leur capacité de traduire ces idées en actes dans le mouvement général incessant du prolétariat. Au cours des dernières années, ayant été souvent convié à rédiger un tel document, j'ai répondu, et maintiens aujourd'hui encore, qu'un programme politique ne peut être une œuvre littéraire mais le reflet d'un mouvement réel, dont il indique le niveau et auquel il assigne consciemment des objectifs immédiats jalonnant sa voie vers le but final. Or, de nos jours, ce mouvement n'existe pas. Tout programme établi dans de telles conditions ne serait que littérature. Et fût-il, dans cet ordre d'idées, un chef-d'œuvre, il se trouverait dépourvu de la plus élémentaire qualité d'un programme, ou, si vous voulez, d'une « plate-forme ».

Par surcroît, si l'on se soucie de ne pas ménager à la classe ouvrière de nouvelles déceptions avec les crises qui s'ensuivent, il est erroné à tous égards d'improviser en cette matière. La renaissance du mouvement communiste exigera, certes, l'élaboration d'un programme, mais après une préparation sérieuse, comme fruit d'une longue activité commune des éléments qui auront survécu à la déchéance de l'Internationale Communiste et su mériter quelque confiance d'une nouvelle génération. Alors le programme marquerait une étape supérieure dans le développement de la pensée révolutionnaire du prolétariat. Mais une « plate-forme » qui n'indiquerait aucun dépassement des programmes antérieurs n'aurait pas de raison d'être. Elle ne servirait qu'à abuser, qu'à désorienter davantage les communistes qui se cherchent et ne trouvent déjà pas leur propre chemin. C'est cela, j'en ai la conviction, que voulait dire Marx quand il écrivait : « Tout pas en avant, tout mouvement réel importe plus qu'une douzaine de programmes. »

La banqueroute de la III<sup>e</sup> Internationale rend impossible un pas en avant si l'on se refuse à tenir compte des causes profondes qui l'ont provoquée et des responsabilités humaines qu'elle implique. Il est clair qu'il n'y a pas deux groupes d'accord là-dessus. Les journaux publiés par les uns et les autres suffi-

sent à démontrer l'incompatibilité foncière des opinions qui se font jour à ce propos et à prouver par avance que toute tentative de les concilier est vouée au palabre stérile.

L'idée d'une conférence des groupes d'opposition prétendus plus ou moins légitimement communistes, et dont plusieurs ont l'outrecuidance naïve de s'attribuer l'officialité, procède de ce lieu commun parfaitement vide suivant lequel « l'union fait la force ». Mais l'union de qui, la force de quoi ? Sous l'inspiration de cette formule sans autre valeur que celle du contenu qu'on est capable d'y mettre, on croit pouvoir constituer une force en additionnant des faiblesses. L'opposition russe avec Trotsky y a déjà perdu son temps et son prestige. Vous y laisserez, quant à vous, vos dernières illusions.

Que certains groupes parmi ceux de votre liste de convocations soient vainement séparés, loin de moi la pensée d'y contredire. Leurs querelles ne les divisent pas plus, sur les principes, que les partisans des Bourbons ne s'opposent au fond à ceux des d'Orléans. Mais il en est d'autres que rien de sérieux ne sépare de la social-démocratie. Tout cela n'a guère d'intérêt pour l'avenir du prolétariat. Et dussé-je une fois de plus être taxé de sectarisme, de tour d'ivoirisme et autres nouveautés de même diamètre, je ne renoncerais pas à une position théorique dont j'ai le droit de dire qu'elle permet au moins de n'avoir pas à se contredire, ni à se rétracter, alors que les grands tacticiens qui croient pouvoir tout se permettre sous prétexte de conquérir les masses n'y gagnent pas la moindre masse et perdent leur honneur politique.

Nous sommes à un moment où il ne s'agit pas d'aller aux masses, sans d'ailleurs pouvoir rien leur apporter, mais bien plutôt d'aller chacun en soi-même, de prendre conscience des raisons de notre défaite pour pouvoir mieux diriger dans l'avenir notre volonté de combattre et de vaincre. Les gens qui se montrent incapables de rien apprendre, au prix où notre expérience a été payée, sont perdus pour le communisme.

Loin d'être « radicalisées » ou « gauchisées », comme le prétendent toutes les fractions du bolchévisme, les masses dans leur ensemble sont dans les voies diverses du réformisme. On ne peut précisément rester révolutionnaire qu'en se résignant à être, pour une période donnée, séparé d'elles en tant que groupe ou parti politique. L'action réformatrice syndicale, l'activité réformatrice politique dans le cadre bourgeois, permettent seules de n'en pas perdre le contact. A cela, il y a de fortes raisons historiques : le développement des forces productives du capitalisme, les conséquences psycho-physiologiques à retardement du grand massacre, la défaite de plusieurs révolutions. Mais il est présentement une autre cause, directe et active : la banqueroute du communisme officiel, suivie de la faillite de sa variante, l'opposition communiste prétendue orthodoxe.

La désagrégation de l'Internationale communiste s'accomplit inexorablement, à un rythme trop lent pour notre vie humaine, mais très rapide pour l'histoire. Et la seule caractéristique commune des miettes qui s'en détachent, c'est l'impossibilité de les rassembler. Chaque débris n'est bon qu'à se scinder à son tour, à moins de se résorber dans la social-démocratie ou de retourner à son origine. La soumission de plusieurs groupes à l'opposition russe produit les mêmes effets que la subordination des partis au centre bureaucratique de Moscou. Et la condition première d'une renaissance du communisme en Europe sera la rupture avec les diverses formes du bolchévisme d'Etat dégénéré.

La débâcle de l'opposition russe dite orthodoxe, malgré l'autorité de ses chefs, la valeur de ses cadres, la force de ses traditions, comporte pour tous d'utiles enseignements, malheureusement perdus pour les groupes qui se donnent eux-mêmes avec insistance le qualificatif de « gauche », par crainte justifiée que personne ne le leur accorde, et renouvellent obstinément toutes les fautes qui ont conduit la III<sup>e</sup> Inter-

nationale au discrédit devant le prolétariat plus ou moins conscient. A ces phraseurs abscons et prétentieux, on devrait rappeler les paroles d'un chartiste anglais, véritable révolutionnaire, qu'il me faut citer de mémoire : « Nul ne doit affirmer avec sa langue ce qu'il n'est pas prêt d'exécuter avec son bras ». Le sort de leur programme de « redressement » des partis est connu d'avance : on ne redresse pas de la pourriture. Eux-mêmes, en persistant à calquer et paraphraser assidûment les formules pseudo-léninistes, se vouent au destin de ces petites sociétés socialistes anglaises, des cercles anarchistes français, des groupes « ouvriers communistes » allemands et hollandais qui se sont épuisés à couper en quatre des cheveux de gauche sans aider en rien la classe ouvrière à s'organiser et à combattre pour son affranchissement.

L'isolement n'est pas un idéal. Mais dans certaines circonstances, il peut être une conséquence inévitable de la fermeté dans les principes et de la rectitude d'une ligne de conduite. Il faut avoir le courage de l'accepter tout en travaillant aux revanches futures, sans se laisser démoraliser par les lâchages et les reniements. Un communiste fidèle au communisme ne peut se confondre avec des socialistes contre-révolutionnaires et des syndicalistes anti-communistes ni avec des léninistes qui n'ont même pas l'excuse de croire au léninisme.

Salutations communistes.

B. SOUVARINE.

Paris, 30 janvier 1930.

Au ci-devant « Groupe communiste indépendant » d'Oissel.

Camarades,

Je vous accuse réception de la lettre de votre secrétaire, du 25 janvier, et de la résolution jointe, à titre personnel, n'ayant pas mandat du « Cercle communiste Marx-Lénine » pour agir en son nom.

Un simple rappel des faits contredira votre assertion suivant laquelle « le groupe Souvarine se confine dans l'isolement ». N'est-ce pas nous qui avons publié, dès 1925, un organe communiste hebdomadaire pour dire la vérité au Parti, l'informer honnêtement sur la Révolution russe et l'Internationale, essayer de tenir en éveil son esprit critique, d'entretenir ses facultés de penser, de maintenir vivantes les traditions dont il se réclamait à l'origine ? Les premiers, et l'on doit même dire longtemps les seuls, nous avons tenté de secouer l'apathie politique du prolétariat en l'avertissant à trois reprises par nos affiches, puis avec nos tracts et réunions. Notre effort a même été hors des proportions de nos possibilités matérielles, de nos moyens physiques. Il n'a servi qu'à révéler la prématurité d'un élan qui s'épuisait dans une situation objective défavorable, et à raison de l'indifférence, de l'inconscience ou de la lassitude de militants qui, dans la suite, ont péniblement marché sur nos traces avec un grand retard en plagiant platement les actes qu'ils nous avaient d'abord reprochés, et maintenant ne savent que parler d'action sans jamais agir tout en se croyant ainsi dispensés de raisonner.

Nous qui ne prétendons pas conquérir actuellement des masses ni constituer le moins du monde une force numérique, qui avons conscience de notre solitude et le reconnaissons ouvertement, nous avons fait seuls et avant tous l'expérience de sortir des limites d'un groupe : c'est pourquoi nous en avons tiré les leçons. Ceux qui ont contribué à nous isoler en nous abandonnant dans la lutte, en nous reniant ou en nous combattant, ne sont pas précisément qualifiés pour nous reprocher l'isolement. Et pour ne parler que des traîneurs ou des fuyards, il ne tenait qu'à eux de faire autant que certains d'entre nous dans la mesure de leurs moyens : nous aurions aujourd'hui un parti communiste sérieux et un quotidien. Si les événements ont pris la tournure que l'on connaît, avec émiettement continu de l'opposition, multiplication de feuilles sans lecteurs, désaccords croissants entre les groupes et dans chaque groupe, inclinaison des uns vers la social-démocratie ou le trade-unionisme et des autres vers le cabotage ultra-révolutionnaire en paroles, c'est que la situation a été plus forte que les hommes, situation

dans laquelle le marxiste est isolé qui se refuse à se dissoudre dans l'eau de rose du socialisme embourgeoisé comme dans le vitriol frelaté du bolchévisme déliquescence.

Aujourd'hui, le fait est accompli : le déclin de l'esprit révolutionnaire du prolétariat européen dans la phase de stabilisation capitaliste qui dure encore a permis à l'opposition russe de pulvériser le mouvement communiste indépendant, comme le Bureau politique de Moscou avait pu détruire les cadres de notre Internationale en quelques années. On ne remontera pas un pareil courant et l'avenir ne répétera pas fidèlement le passé. Cela signifie qu'en dehors des deux mouvements principaux de la classe ouvrière, il n'y aura place, dans un temps donné, que pour des groupes isolés tant que « Moscou » pourra faire illusion à la partie la plus combattive, sinon la plus éclairée, du prolétariat international. Les groupes impatients de se mêler à la vie politique courante sous son plus vulgaire aspect et incapables de supporter l'isolement tendent, fût-ce à leur corps défendant, à se rapprocher de l'une ou l'autre des forces politiques ouvrières principales. De plus, ceux qui s'arrogent la vaine gloire gauchiste poussent les militants ouvriers hésitants vers la social-démocratie en jouant le rôle de repoussoirs, avec leur bluff fatigant, leur littérature stérile, leur pédantisme lourd et vide si étranger à l'esprit prolétarien, leur attitude d'ultramontains aspirant surtout à un changement d'équipe gouvernementale en U.R.S.S. et au « sommet » de l'Internationale pour se faire dans leur pays les agents d'exécution de la nouvelle direction. Ainsi s'explique, semble-t-il, le pas que vient de faire l'ancien « Groupe communiste indépendant » d'Oissel dans le sens de la social-démocratie en adhérant au pseudo « Parti ouvrier-paysan ».

Par cette décision, vous quittez le terrain des principes du communisme qui nous a été commun pendant des années et vous franchissez sans doute à votre insu l'essentiel de la distance qui nous sépare du Parti socialiste. J'ai le devoir de vous en parler sans détours. Vous avez celui de vous expliquer sans réticence devant tous nos camarades.

Vous ralliez le parti récemment fondé par plusieurs des plus responsables parmi les saboteurs du communisme en France et dans l'Internationale, par les politiciens les plus démunis de scrupules, les plus corrompus d'électoratisme, les plus dépourvus d'idées qui aient réussi à faire carrière aux dépens du mouvement communiste français d'après-guerre. Sans principes ni programme, ces gens-là ne peuvent être appréciés que sur la pratique qui leur tient lieu de théorie. Quelle est-elle ? Qui sont-ils ?

Ce sont eux qui, au lendemain de la mort de Lénine, se sont mis sans conviction aucune et hantés seulement d'ambitions personnelles au service du triumvirat néfaste, puis du proconsul unique de Moscou pour écraser dans leur Parti, comme d'autres dans les diverses sections de l'Internationale, au moyen de « l'appareil » et grâce à d'énormes subventions, toute velléité de résistance au coup d'Etat silencieux de Staline, étouffer toute parole désintéressée ; qui ont aidé à briser féroce les oppositions russes par des mesures de basse police, à jeter en prison ou déporter en Sibérie, dans les déserts brûlants du Turkestan et les glaces du cercle polaire arctique, des milliers de révolutionnaires intégrés, à les frapper implacablement non seulement dans leur personne morale et physique, mais dans leurs compagnes et dans leurs enfants ; qui ont ainsi activement pris part à la transformation de la dictature révolutionnaire communiste en autocratie bureaucratique et personnelle dans le premier pays qui ait tenté une révolution prolétarienne, et ont contribué à compromettre irrémédiablement le développement démocratique de la révolution ; qui ont entrepris dans leur secteur national la sinistre « bolchévisation » et seriné le « léninisme » religieux pour abêtir le Parti et en faire un instrument passif aux mains d'une camarilla ; qui ont exclu de l'Internationale tout ce qu'il y avait de propre, de sain, d'intelligent, de conscient dans nos rangs, s'acharnant souvent contre les exclus et au besoin contre leurs familles même après l'exclusion pour les priver de travail, leur imposer silence par la faim ; qui ont fait de l'*Humanité* et des autres publications communistes les journaux les plus cyniquement trom-

peurs du monde, et du Parti pour longtemps un objet de dégoût pour le prolétariat ; qui ont menti sans vergogne sur le cours de la révolution russe et la situation véritable des travailleurs en U.R.S.S. pour déterminer l'approbation aveugle et automatique par leurs suiveurs des décisions les plus arbitraires et les moins respectables venues de Moscou ; qui se sont acquinés aux pires malfaiteurs de droit commun, ont soudoyé des mercenaires et pourri des consciences, n'ont reculé devant aucune vilénie pour se défaire de contradicteurs honnêtes, communistes éprouvés ; qui ont discrédité l'Internationale et le communisme en annonçant chaque jour le fascisme, la guerre ou la révolution, en lançant des mots d'ordre imbéciles (tribunal révolutionnaire, la terre à coups de fusil, etc.), en faisant le jeu de la bourgeoisie lors de la guerre du Maroc par leur tactique contraire au front ouvrier unique, en fabriquant de faux congrès « ouvriers et paysans », en avalisant sans réserve la phraséologie insensée des parodies de congrès et comités exécutifs de l'Internationale et assemblées de leur Parti composées méthodiquement de fonctionnaires domestiqués et de fanatiques avertis, en cellulant à outrance le Parti et en bobignant ses cadres, en y instituant le régime de la servilité et de la délation, en organisant les escroqueries de la « Banque Ouvrière et Paysanne » et des souscriptions de l'*Humanité*, en favorisant systématiquement les partis bourgeois les plus réactionnaires aux élections, en donnant à l'antimilitarisme un tour provocateur dont les humbles militants font les frais, en jetant inutilement des ouvriers courageux dans les guet-apens policiers.

Oui, de cette immense imposture, de cet ensemble de sottises, de turpitudes et d'ignominies sans précédent dans l'histoire de la classe ouvrière, de tout cela en gros et en détail, ils ont été tantôt les artisans, tantôt les partisans, tantôt les complices actifs. Ils ont tout dit, tout fait, tout voté, tout accepté, tout approuvé, tout signé ou contresigné, quitte parfois dans les derniers mois à chuchoter lâchement dans l'ombre quelques réserves hypocrites et confidentielles à partir du moment où leur situation personnelle commençait à courir un risque mais sans manquer toutefois de renchérir publiquement sur la démagogie des aventuriers dont ils ont le front de se désolidariser maintenant. Ils se sont prêtés à toutes les unanimités dans l'attente d'être réélus pour six années. Et en se décidant à entrer en conflit avec la clique qui les a supplantés, il ont encore affirmé et répété leur accord complet avec ces crapules sur tout ce que l'opposition a dénoncé, répudié, condamné au cours des cinq ans écoulés. Dans les explications dérisoires de leurs affiches et de leur misérable caricature de « réquisitoire » de plaisantins balourds de sous-préfecture, il n'est question que de leur dignité méprisable d'édiles outragés. La Révolution soviétique, qui a coûté au prolétariat russe tant de sang, tant de souffrances et de misères, qui a suscité dans le prolétariat mondial tant d'espoirs, ils s'en font. De l'Internationale qu'ils ont si bien contribué à déshonorer et à dévaster, pas un mot. Ne parlons pas de leur opinion sur la situation historique, sur la politique, la tactique, l'organisation du Parti : ils n'en ont jamais eue. Devant leur bilan de désastre, ils n'ont rien regretté, rien rétracté, rien renié. Et c'est avec ces « ouvriers et paysans » là, avec ces sempiternels champions des petits commerçants, des petits industriels, des petits millionnaires que vous allez faire cause commune, avec ces politiciens immoraux que vous vous apprêtez à rejoindre la social-démocratie ?

Mieux vaut cent fois crever dans l'« isolement » que de vivre dans une compagnie pareille. Répondez, si vous en avez le courage. Contestez la vérocité de mes dires, si vous l'osez. Justifiez votre lâchage, si vous le pouvez. Réflechissez et ressaisissez-vous, à supposer qu'il en soit temps encore.

B. SOUVARINE.

AVIS. — Les conditions matérielles difficiles de publication du B. C. imposent au n° de mariner quelques semaines au marbre avant de paraître. Mène en ajoutant un *post-scriptum* à l'article de tête, il nous a été impossible de signaler les derniers événements en URSS. Prière d'en tenir compte.

## Nos Morts

Ces notices nécrologiques n'avaient pu passer, faute de place, dans nos derniers numéros. Mais le deuil n'est pas pour nous un sentiment d'actualité : le Bulletin ne peut pas ne pas porter trace de la disparition de nos camarades. Nous publions, sans égard aux dates.

### CRYSTAL EASTMAN

Les *New Masses* nous ont appris la mort soudaine de Crystal Eastman, sœur de notre ami Max Eastman, que les militants communistes français de la première heure ont connue à Paris à la fin de la guerre, parmi cette jeunesse américaine « radicale » et prosoviétique qui fraternisait avec notre petit groupe internationaliste et révolutionnaire.

Cette charmante camarade, intelligente et sensible, gagnée par la révolution russe sans affectation, comme John Reed, Louise Bryant, son frère Max, fut de cette phalange d'écrivains et d'artistes groupés autour du *Liberator* avec les I. W. W., parmi lesquels se trouvaient Bill Haywood, George Andreytchine...

L'adversité a déjà frappé parmi eux. John Reed, Haywood, Crystal Eastman ne sont plus. Andreytchine est déporté en Sibérie. D'autres, comme Bob Minor, Albert Williams, se sont laissés corrompre par la « bolchévisation »...

Combien survivront, de notre génération, quand une ère nouvelle s'ouvrira de travail fécond et de lutte efficace ?

### CÉSAR HATTENBERGER

César Hattenberger, « le grand César », comme on l'appelait familièrement dans notre milieu, n'est plus. Il est mort à Paris, le 20 novembre, usé prématurément par le travail, par la maladie et par la peine qu'il éprouvait devant l'ignominieuse déchéance du Parti auquel il avait tant sacrifié.

C'était un communiste de la première heure, internationaliste du temps de guerre, partisan des bolcheviks dès Octobre, présent à la fondation du Parti, toujours avec nous dans les crises successives et l'un des premiers ralliés à l'opposition. Il a rendu de très grands services au mouvement, comme administrateur et organisateur, notamment en portant, par son effort personnel opiniâtre, la *Vie Ouvrière* (la vraie, la propre) à 10.000 abonnés.

Membre du Comité pour la reprise des relations internationales, puis du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale, membre du Comité Directeur du Parti, il se tenait toujours modestement à l'arrière-plan et son rôle n'a été pleinement apprécié que de ceux qui l'ont approché de près.

Comme camarade, comme ami, César était un être exceptionnel. On ne pouvait le connaître sans l'aimer. Quelle perte douloureuse que celle d'un compagnon si sincère, si droit, si loyal, à l'heure où notre mouvement est pourri de machiavélisme décadent, ravagé de stratégie, de tactique et de combines, infecté de trahisons.

La mort de notre ami creuse un grand vide dans les rangs des pionniers du communisme français contemporain. Aux heures de revers comme lors des revanches, l'absence du grand César sera toujours pour nous un chagrin aigu, une cuisante amertume. Son souvenir vivra tristement en nous, mêlé à celui de Tourrette et de Tommasi.

L'*Humanité*, dont il avait été l'un des administrateurs, lui a chicané quelques lignes nécrologiques. Cette goujaterie nouvelle, venant d'une telle bande, est un hommage rendu à un homme si pur.

### ZALKIND

Moscou a annoncé, le 28 novembre, la mort de Zalkind.

Les communistes français qui furent à l'origine du mouvement se souviendront de cet excellent camarade, d'une très vive intelligence et d'une grande culture,

qui milita à Paris avant la Révolution bolchévique.

Il fut le premier adjoint de Trotsky au commissariat des Affaires étrangères. Avec Kamenev, il partit ensuite en mission pour l'Angleterre, où il ne put débarquer. (Voir une très intéressante interview avec lui, prise sur le bateau, en mer du Nord ou sur la Baltique, dans l'*Illustration* de l'époque). Il fit partie de la première délégation soviétique en Suisse, où il édita des brochures communistes en langue française. Soucieux de ne pas s'encroûter dans les bureaux du commissariat des A. E., il quitta Moscou en 1921, pour Nijni-Novgorod, afin de se retremper dans les profondeurs de la province russe. Il remplit ensuite d'importantes missions, notamment en Afrique du Nord.

Le Parti ne sut pas utiliser pleinement cet homme de grande valeur, et la maladie ne lui a pas permis de donner sa mesure. Il est mort à Léninegrad, d'un ulcère à l'estomac.

Très occidentalisé, parlant avec aisance les principales langues européennes et s'exprimant de préférence en argot parisien, gai, courageux, loyal, étranger aux intrigues, il était aimé de tous ceux qui le connaissaient, et qui le regretteront toujours.

### LEON NOEL

Notre bon camarade Léon Noël, membre de l'opposition et du *Cercle M.-L.* depuis l'origine, le « grand Noël » comme on disait par analogie avec le « grand César » dont il était l'ami, est mort l'été dernier, noyé dans le lac de Gérardmer.

C'était un homme entièrement dévoué à la cause ouvrière et socialiste, de caractère indépendant et ferme, d'une grande liberté d'esprit et ayant le courage de son opinion. Qualités devenues rares, dans le mouvement prétendu révolutionnaire.

Sa mort inattendue a douloureusement surpris et consterné tous les camarades qui le connaissaient. Que de vides, dans notre petite équipe !

## Entre nous

Un numéro du *Bulletin* en février 1930 alors que le dernier est de décembre 1928 (avec un supplément de quatre pages en janvier 1929), cela nous dispense de longs commentaires. Pas d'argent. — pas de papier ni d'imprimerie. Et pas de mouvement révolutionnaire, — pas d'argent pour un organe communiste.

Inutile de se lamenter. Nous n'avons aucune illusion sur le présent, on le sait. « *Le communisme est en veilleuse* », nous l'avons dit et répété, depuis plus de cinq ans. La pensée communiste n'existe que dans quelques têtes. Nous vivons dans l'avenir, comme disait Saint-Simon. Le communisme renaîtra mais dans une nouvelle phase de l'histoire contemporaine, avec une nouvelle génération et contre les influences corruptrices diverses du bolchévisme. Pour l'heure, c'est déjà beaucoup de tenir bon moralement sur une position communiste sans rien concéder à la démagogie, à la littérature ni au reniement.

Il y a des publications qui s'intitulent communistes, et qui ont l'air de vivre ? Mais précisément, par les moyens bourgeois, que nous ne répudions nullement mais qui nous font défaut. Et vivent-elles vraiment ces publications ? Nous n'en avons pas l'impression, en feuilletant leurs pages pleines de phrases vides. Elles disparaîtront sans même laisser le souvenir de leurs titres. Ainsi, chez les uns, de l'argent et pas d'idées. Chez les autres, des idées et pas d'argent. Somme toute, ceux-ci ne sont pas les plus mal partagés. L'argent s'en ira en barbouillages et les idées vivront.

« Il y a quelque chose de pourri dans le Parti et dans l'Internationale » avons-nous dit il y a six ans (*Humanité*, 4 avril 1924). Maintenant, le mouvement communiste est en pleine décomposition. Et répétons-nous encore une fois, on ne redresse pas de la pourriture. Un numéro bissextile du *Bulletin* aurait presque suffi, vraiment, depuis la mort de Lénine

et la défaite de Trotsky, à enregistrer les symptômes et manifestations de cette perdition.

Nous avons à créer un point de ralliement pour les jeunes forces communistes qui se lèveront au cours des prochaines années, un foyer d'études, de discussions, de documentation, qui facilite l'élaboration collective d'une pensée révolutionnaire renouvelée. Mais encore faut-il, pour y parvenir, qu'il se trouve une poignée d'hommes capables de se mettre à la tâche sans s'en laisser détourner par la politique vulgaire (desir de jouer un rôle, de faire carrière, recherche de petits succès immédiats et de petits profits, goût de l'intrigue et de la cuisine). A défaut d'un pareil groupe et d'un organe d'expression périodique, le mouvement communiste futur fera plus difficilement ses premiers pas, tâtonnera plus longtemps avant de trouver son orientation; mais dut-il payer plus cher, il se fraiera nécessairement sa voie.

Nous ne pouvons être, dans la période actuelle, que des transmetteurs, et c'est déjà beaucoup que d'avoir quelque chose à transmettre. Les gens qui font de la littérature sur l'action sont incapables d'agir et doués seulement pour le cabotinage. Depuis six ans déjà, nous avons été gênés par des bavards qui n'avaient que le mot « action » dans la bouche; mais en six ans, leur bilan à tous se monte à zéro et, dans six ans, sera de deux zéros au lieu d'un. Nous seuls, qui répugnons à la rhétorique, avons quelque peu essayé d'agir, et nous ne perdons pas de temps à nous en vanter.

Le *Bulletin* n'est pas fait pour nous, mais pour les lecteurs. S'il ne s'en trouve pas d'assez conscients et dévoués à notre cause commune pour aider à sa publication régulière, ce n'est pas à nous d'en rougir. Nous existerons avec ou sans *Bulletin*. Et nous enterrerons probablement la plupart de nos foyers politiques trop pressés: au cours des cinq dernières années, nous avons vu passer une déjà nombreuse série de leurs corbillards.

Il faut 1.250 francs pour publier un numéro de 16 pages comme celui-ci. Un document comme la lettre de notre rédacteur à Trotsky (à laquelle il a été fait allusion publiquement et dont on a beaucoup discuté en petits comités) tiendrait au moins 40 pages, plutôt 48 même, et ne pourrait voir le jour que si nous trouvions 3.000 francs au moins (ceci pour répondre aux démarches relatives à sa publication), sans préjudice, bien entendu, de l'autorisation de Trotsky. Nous avions 3.000 francs de dépôt chez l'imprimeur, sur lesquels 2.000 nous avaient été alloués par le camarade Naville avant sa rupture avec le *Cercle Marx-Lénine*. Il nous reste de quoi sortir un numéro de 16 pages. A moins que nos amis n'y voient un inconvénient, ce sera un numéro table des matières. Cela dépend d'eux, pas de nous.

Nous vivons des temps difficiles où, en l'absence d'un parti communiste digne de ce nom et de journaux contrôlés par lui, les militants révolutionnaires sont réduits à l'état de franc-tireurs et ne peuvent s'exprimer que par intermittences: feuilles volantes, affiches occasionnelles, bulletin aléatoire, ou même, comme l'a fait Trotsky, mise à profit des circonstances pour utiliser une tribune libre dans la presse non-communiste. Ce dernier moyen, auquel ont toujours eu recours les révolutionnaires dans le passé, a été repoussé par nous durant les six dernières années, non par principe, mais pour des raisons d'opportunité. Il faudra sans doute y venir, à condition qu'il se trouve une presse pour nous donner la parole d'une manière compatible avec notre indépendance et notre dignité de communistes irréductibles, comme ce fut le cas pendant la guerre avec le *Journal du Peuple*, la *Vérité* et le *Populaire* où nous avons défendu contre l'*Humanité* les principes du socialisme international. Pour l'heure, une telle presse ne paraît pas exister.

AVIS. — Nous n'avons plus d'adresse, depuis que la *Librairie du Travail* a quitté le vieux Quai. Le *B. C.* ne paraissant plus comme périodique, mais comme une sorte de brochure, nous pouvons à la rigueur nous passer de domicile. Acheter le *B. C.* à la *Librairie*, 17, r. Sambre et Meuse. Envoyer lettres et fonds à Sablé, 13, rue Vernier, 17<sup>e</sup>, sans autre indication sur l'enveloppe.

# Textes et Documents

Nous publierons sous cette rubrique un certain nombre de documents relatifs à la crise du mouvement communiste, aux luttes intestines, aux désaccords entre fractions diverses, que nous n'avons pas voulu rendre publics lors de leur « actualité brûlante » pour ne pas alimenter de fastidieuses polémiques mais qu'il nous paraît nécessaire de porter après coup à la connaissance des camarades qui suivent de près ces questions, surtout des nouveaux qui n'ont pas vécu nos disputes et désirent se rendre un compte exact du plus proche passé. Nous les versons aux archives comme les éléments d'un procès-verbal auquel il peut être nécessaire de se référer en certaines circonstances. Ni plus, ni moins. Il n'entre pas dans notre intention de réveiller de vieilles histoires: on a pu constater au cours des dernières années notre abstention systématique devant les attaques personnelles, non par esprit évangélique mais

La résolution suivante a été adoptée en 1929, contre la voix du camarade Charbit qui spécifia n'avoir rien à contester quant aux faits et appréciations, mais vota contre pour ne pas fournir l'occasion d'une réplique qui en exigerait une autre, etc.; deux autres camarades furent du même avis (leurs noms n'ont pas été retenus); Souvarine n'assistait pas à la réunion.

Le *Cercle Communiste Marx et Lénine*, mis en cause dans le dernier numéro de *Contre le Courant* (*C. le C.*), en même temps que plusieurs de ses membres, trouve utile de se départir exceptionnellement de son attitude vis-à-vis de ce journal et de répondre en une fois à ses manifestations d'hostilité répétées au cours d'une année. Il entend dresser procès-verbal des faits, prendre acte d'attaques déloyales et mettre les camarades impartiaux à même d'apprécier les principales assertions de ses détracteurs. Il évitera, bien entendu, de suivre ceux-ci sur le terrain très spécial où, décidément, ils se complaisent.

Le *Cercle* tient d'abord à rappeler les raisons de sa fondation et le sens de son activité, définis dans ses statuts (*Bulletin Communiste*, n° 15):

« Le *Cercle Communiste Marx et Lénine* rassemble les communistes qui, exclus du Parti ou membres de celui-ci, cherchent à fortifier leur culture et leur préparation révolutionnaires dans l'esprit du marxisme. »

Cette définition suffit à faire litier d'un fatras d'accusations et d'insinuations, trop mesquines pour mériter d'être détaillées. Le *Cercle* n'impose de conceptions dogmatiques à personne; il ne s'en laisse imposer par personne. Il est le point de rassemblement des communistes sur la base de l'étude et de la confrontation des faits, des idées, des doctrines, selon les nécessités de la situation présente du mouvement communiste et ses perspectives d'avenir. Cette conception est parfaitement compatible avec les limites tracées par ces mêmes statuts (paragraphe 4, 5, 6 et 7). Et, si le *Cercle* a défini modestement ses objectifs, il ne s'est interdit aucune initiative, comme en témoigne son action par affiches, tracts et réunions.

C'est pourquoi le *Cercle* a laissé à ses membres toute latitude de collaborer à la *Révolution prolétarienne*, au *Bulletin Communiste*, à la *Lutte de classes*, voire même à *Contre le Courant*.

Cela n'implique pourtant pas leur insolidarité quand des adversaires mettent en cause leur qualité même de communistes, leur sincérité, leur dévouement à la cause révolutionnaire.

Le *Cercle* laisse aux camarades pris nommément à partie le soin de répliquer aux attaques personnelles s'ils le jugent nécessaire, mais il répondra lui-même à tout ce qui l'atteint à travers la personne des camarades provoqués.

1° Pour en finir avec les légendes relatives à sa formation, le *Cercle* rappelle que l'ancienne opposition de 1925-1926 a cru devoir se solidariser, à tort ou à raison, dans sa grande majorité, avec la rédaction du *Bull. Comm.*, dont le n° 15 enregistre quatre-vingt-treize noms (p. 248). La lettre de désol-

larisation de la minorité porte quatre signatures (*C. le C.*, n° 12, p. 12).

Ces faits, noir sur blanc, permettent d'apprécier la phrase: « Suivi de plusieurs camarades, Souvarine créa donc une dissidence au sein de l'opposition communiste ».

2° L'explication politique des quatre signataires est la suivante: « Nous pensions, tous d'accord, que notre objectif était le redressement du Parti et que le centre de gravité de notre action était à l'intérieur du Parti. » Opinion assurément respectable mais dont la suite des événements a rapidement montré la valeur. Il est permis de se tromper. Mais devant la démonstration des faits, chacun devrait s'incliner.

Sur les quatre signataires, l'un quitta le Parti à la fin de la même année, l'autre renonça peu après à toute activité politique et quitta le Parti à son tour. Celui-ci avait d'ailleurs collaboré au *Bulletin* sous un pseudonyme. Il est donc assez évident que ces deux signatures avaient été données par camaraderie, comme il s'en trouve toujours en pareil cas, sans en excepter la manifestation des 93.

4° Pour tenter d'expliquer comment quatre-vingt-treize camarades en ont « quitté » quatre autres, le journal en question déverse une hottée d'injures sur Souvarine, sans comprendre qu'il vise du même coup les quatre-vingt-douze co-signataires. Car si Souvarine avait vraiment commis les actes qui lui sont imputés, il aurait fallu que ses quatre-vingt-douze camarades s'y prêtassent, à moins de faire preuve d'une inconscience phénoménale. Or, parmi ces quatre-vingt-douze, on peut relever les noms de Delsol, Lemire, membres de *C. le C.*; Engler, Germaine Goujon, Gourget, collaborateurs plus ou moins occasionnels de ce journal; Barat, Fulconis, Hairius, César Hattenberger, Lacoste, Leroy, Richard, de la *Rev. Prol.*; de tous les camarades du groupe de Lyon, avec Souzy et Péju; de tous ceux de Rouen, avec Basilaire et Delahaye; enfin, d'Albrespy, Bertrand, Pierre Kaan, Mahouy, Mailland, Noël, qui sont encore parmi nous.

Tous ces camarades peuvent dire s'ils ont donné leur signature à la faveur d'un sorniois travail de dénigrement, et autres agissements dénoncés par *C. le C.*

5° Pour en terminer avec les origines du *Cercle*, et quelque fastidieuse que soit cette réfutation de falsifications misérables que nous avons peut-être eu tort de laisser traîner trop longtemps, relevons encore quelques assertions:

« Il (Souvarine) forma donc un nouveau groupe, auquel il donna un nouveau nom — le *Cercle Marx et Lénine* — et qui était composé, partie de camarades de l'opposition communiste, partie d'adhérents de « Connaitre ». Il continua de publier, de loin en loin, son *Bulletin Communiste*. »

« Acte fut pris de cette scission dans le document que voici, etc... »

La quantité étonnante de contre-vérités contenue dans ces quelques lignes d'apparence banale, va donner la mesure des scrupules de l'auteur. C'est l'opposition elle-même qui s'est constituée en *Cercle*,

passant outre aux avis de Souvarine qui invita les initiateurs à ne compter que sur eux-mêmes et se refusa à entretenir seul la vie du Cercle. La preuve en est que le Cercle resta près de six mois sans se réunir, de par l'abstention de Souvarine. Aucun adhérent de « Connaitre » ne participa aux débuts du Cercle; c'est seulement six mois plus tard qu'une réunion commune des deux groupes fut organisée et elle resta sans lendemain, en raison des désaccords suscités par cette tentative. Les deux groupes suivirent chacun leur chemin.

Dans la suite, les seuls adhérents de « Connaitre » membres du Parti ou exclus furent admis individuellement par le Cercle. Enfin, le Bulletin ne fut nullement publié de loin en loin : il cessa complètement de paraître. La publication reprit un an plus tard.

6° Avant la constitution du Cercle, l'opposition avait décidé de créer un nouvel organe, dont devaient prendre la responsabilité les opposants encore membres du Parti, le Bulletin s'effaçant. Dans le dernier numéro du Bulletin (n° 15), il est fait allusion à deux reprises à la future publication :

« L'Exécutif élargi peut et doit hâter la fin de la crise du Parti français. S'il laissait passer l'heure, il rendrait indispensable un organe communiste d'opposition révolutionnaire. »

« Considérant comme inévitable l'existence d'un organe d'opposition révolutionnaire, dès qu'une nouvelle démonstration sera faite de l'impossibilité, pour des communistes probes, d'exprimer et de défendre leurs idées dans la presse officielle du Parti livrée à une clique, le Comité de rédaction prend l'engagement de faire le service de tout nouvel organe d'opposition aux abonnés du Bulletin. »

C'est la carence de ceux qui devaient publier ce nouvel organe qui a rendu leur liberté aux camarades et permis la résurrection du Bulletin un an plus tard.

#### SUR LA VIE INTERIEURE DU CERCLE

1° C. le C. accuse le Cercle de laisser Souvarine « étouffer toute discussion ». Le Cercle déclare que C. le C. en a menti et ce, d'autant plus effrontément que plusieurs membres de C. le C. ont assisté à des réunions du Cercle, et savent pertinemment contre-signer une assertion fautive, à la fois contraire aux faits, aux intentions, à la conduite de Souvarine et à l'état d'esprit des membres du Cercle.

2° Comme il est rappelé plus haut, Souvarine, à l'origine du Cercle, déclara qu'il n'en serait pas le « maître Jacques », que le Cercle serait ce que ses membres le feraient. Comme conséquence, le Cercle resta des mois sans se réunir. Une vie nouvelle commença avec le concours du camarade Marin qui assumait seul pendant près d'une année les causeries sans que Souvarine intervint. En 1928, les camarades de la Lutte de classes entrèrent au Cercle et en assurèrent le secrétariat et la plupart des conférences.

3° Placé dans des conditions différentes de celles où travaillaient les groupes d'opposition d'autres pays, constitués sur la base d'un programme d'action, le Cercle estime qu'on ne saurait élaborer et proposer un programme qui ne puisse être la représentation ou l'émanation d'un mouvement réel de la classe ouvrière. Sans préjuger de la nécessité de dégager les bases d'un tel programme, le Cercle ne s'est pas trouvé jusqu'à présent à même d'exprimer la tendance d'un mouvement semblable; c'est pourquoi il admet parmi ses membres des divergences de vues ou d'appréhensions ne portant pas atteinte aux principes généraux du communisme. Seuls les récitateurs de leçons et les sectateurs dogmatiques peuvent s'y sentir mal à l'aise.

#### LE CERCLE ET LES AUTRES GROUPES

1° Depuis son origine, le Cercle a vécu en bonne intelligence avec le seul groupe existant avant lui, celui de la *Rév. Prol.*, dont plusieurs membres ont participé à ses réunions (Marthe Bigot, Barat, Charbit, Lazarevitch, Hasfeld, Mahouy, Godonnèche, Marzet, Rosmer). Les deux groupes ont même des membres communs.

2° Lors de l'exclusion du Parti des membres qui devaient former le groupe C. le C., Souvarine proposa au Cercle d'envisager sa dissolution, la constitution d'une organisation nouvelle avec un nouveau titre

(« Alliance Communiste » ou autre) où l'on s'efforcerait de rassembler avec les communistes exclus et appartenant aux deux groupes déjà existants ceux qui étaient en passe de l'être, plus quelques isolés de la région parisienne et deux ou trois groupes de province. La proposition tomba devant l'opposition des deux secrétaires du Cercle, Mahouy et Gourget.

3° La naissance et les vicissitudes du groupe des anciens bolchévistes, appelé d'abord *Unité Léniniste*, puis *Redressement Communiste*, ont trouvé au Cercle une opinion invariable et unanime : rien de commun avec ces gens-là.

4° Le groupe de la *Lutte de classes* a été, dès son origine, considéré dans le même esprit que la *Rév. Prol.* et C. le C.

5° Même attitude vis-à-vis des groupes italiens, sur lequel le Cercle a d'ailleurs toujours été peu informé et qui n'ont pas cherché à établir de contact.

6° Les tentatives de C. le C. de rapprocher les communistes et le groupe des bolchévistes ont suscité les divergences de vues qui ont dégénéré en plusieurs conflits. Le Cercle a laissé à ses membres latitude d'agir à leur guise et plusieurs, qui avaient besoin d'une expérience personnelle, prirent part à des réunions d'où ils revinrent à jamais édifiés. Saisi d'une proposition d'action commune, le Cercle repoussa à la majorité une suggestion de Souvarine tendant à laisser à nos adhérents leur liberté et adopta ensuite, également à la majorité, une résolution du même Souvarine ainsi conçue :

« Le Cercle est favorable en principe à toute collaboration avec les groupes de la *Rév. Prol.* et de C. le C. pourvu que des propositions précises lui soient faites directement. »

Il reste de cet incident un document écrit de Souvarine (pièce jointe).

7° Quelques mois plus tard, C. le C. réitérait sa manœuvre sous une nouvelle forme et adressait à huit groupes une invitation à une conférence. Au cours d'une séance plénière du Cercle, tous les camarades se prononcèrent contre; Souvarine parla le dernier et n'eut qu'à constater un accord spontané. De plus, le Cercle apprit ce soir-là, par Naville que la réponse de la *Lutte de classes* serait négative, ainsi que celle des groupes italiens; par Rosmer, qu'il ne répondrait même pas à l'invitation; par une lettre de Body, que le groupe de Limoges refuserait; par une lettre de Souzy, que le groupe de Lyon ne serait représenté que pour défendre les opinions communes à ce groupe et au Cercle.

8° Tandis que les camarades de la *Lutte de classes* prenaient part aux réunions du Cercle, une commune tendance, activement favorisée par les représentants de l'opposition russe, associait C. le C. avec les bolchévistes de 1924, dont le groupe allait se désagrégant, et avec les bolchévistes d'autres pays (télégramme commun, réunions communes, action internationale commune).

9° Le télégramme envoyé en commun par C. le C. et les bolchévistes, sur l'injonction d'opposants russes qui ont tous renié l'opposition et condamné leur propre conduite, outre qu'il prenait acte de l'identité de conception des deux groupes, a témoigné aussi des méthodes en vigueur chez ceux qui osent, sachant le contraire, taxer le Cercle de soumission à l'un de ses membres. En effet, sans s'être donné la peine d'enquêter sur la validité des signatures, le Cercle a pu cependant apprendre que ni Lucie Colliard, ni Engler, ni Germaine Goujon, ni Hasfeld n'avaient signé cette pièce compromettante. D'autres « signataires » n'ont certainement pas été consultés. Si quelque chose d'analogue, fût-ce dans une moindre mesure, s'était produit au Cercle, il eût sans nul doute fallu essuyer les manifestations de l'indignation feinte des co-signataires des bolchévistes.

#### ATAQUES CONTE LE CERCLE

1° Le Cercle ne s'intéresse pas aux attaques dirigées contre lui par les bolchévistes d'hier.

2° Le Cercle, comme tel ou dans la personne de quelques-uns de ses membres, a été l'objet de critiques diverses venant d'autres groupes ou de publications d'opposition. Il n'en est résulté aucun dommage et les rapports sont restés fraternels, à travers les discussions ou échanges de vues.

3° Il a fallu les entreprises de C. le C. pour envenimer les relations entre camarades qui ont toujours

travaillé en bonne intelligence, quelques désaccords qui apparaissent sur des questions de tactique, de méthode ou même d'analyse théorique, et pour empoisonner l'atmosphère de l'opposition. La réponse du Cercle à l'invitation d'une conférence avec les bolchévistes a été seulement l'occasion de rendre publiques les accusations calomnieuses jusqu'alors répandues dans le privé. A propos de cette réponse, le Cercle doit rappeler que Souvarine était d'avis de n'en pas faire, que le Cercle a cependant estimé préférable de signifier une bonne fois par écrit son refus de se prêter à de vaines palabres, que Souvarine a tenu la plume à la demande du Comité de rédaction spécialement désigné, lequel a discuté le texte avant approbation unanime en réunion plénière, que ce travail a été fait au vu et su de tous. Cela permet d'apprécier la kyrielle d'injures déversées à ce propos par le rédacteur d'un journal dont le Comité de rédaction endosse de basses polémiques sans avoir été consulté.

4° La réponse que le Cercle fit à cette époque (pièce jointe) est entièrement sur le plan des idées. La réplique de C. le C. est un tissu d'insultes et d'affirmations dont la véracité est établie ici et dans les documents joints.

5° Ni le Cercle, ni Mahouy, ni Naville, ni Rosen, ni Souvarine (mis en cause nommément) n'ont répondu.

6° Malgré cela, ou peut-être à cause de cela, C. le C. se livra à de nouvelles attaques contre Souvarine dans son numéro suivant, sans rime ni raison.

7° Saisi de démentis et rectifications émanant des camarades Mathieu, Primus, Souzy, la rédaction de C. le C. a donné une fois de plus la mesure de sa loyauté et de son courage en refusant de les insérer.

8° De même, refus tout récent d'insérer une réponse des camarades de la *Lutte de classes*, mis en cause sans aménité.

9° A la suite d'un communiqué envoyé aux agences par un de nos camarades, C. le C. le dénonga, d'accord avec l'*Humanité*, comme un appel à « l'opinion bourgeoise »; le Cercle exprima son sentiment dans une déclaration intitulée « A notre tour, la parole » et publiée dans le *Bulletin Communiste*, nos 24-25 de décembre 1927, p. 412. Il y était dit :

« Ce n'est pas à nous qu'incombent les responsabilités d'un tel état de choses. Ce n'est pas de gaité de cœur, entre autres, que nos camarades russes se sont résolus à imprimer et à diffuser clandestinement des textes dont ils savent qu'ils franchiront inévitablement le cercle du Parti pour tomber aux mains de l'ennemi et être reproduits dans la presse bourgeoise. Ce n'est pas d'un libre choix que le camarade Eastman a publié son article révélant le « testament » de Lénine ailleurs que dans la presse du Parti. De même que Lénine, à un moment critique, s'est résolu à traverser l'Allemagne malgré les lourds inconvénients de l'opération, dans des conditions qui lui répugnaient et qu'il eût répudié en d'autres circonstances, les communistes véritables sauront, dans l'intérêt supérieur de leurs idées, user des voies exceptionnelles qui leur permettront de s'exprimer sans rien abdiquer de leur liberté d'esprit et d'action. »

La collaboration de Trotsky à la presse bourgeoise des deux mondes plaçait C. le C. devant l'alternative de condamner Trotsky ou de condamner sa propre position antérieure. Dans le premier cas, c'était se montrer fidèle à une absurdité, dans le second cas, se montrer capable d'apprendre quelque chose; dans les deux, c'était prendre une attitude défendable. C. le C. a trouvé le moyen, en approuvant Trotsky et en s'abstenant de rétracter ses affirmations précédentes, de démontrer une mauvaise foi véritablement exceptionnelle, un parti-pris de dénigrement envers l'un, une servilité systématique vis-à-vis de l'autre.

10° Le Cercle ayant donné une conférence à Courbevoie, C. le C. en a publié un compte rendu rapportant entre guillemets des paroles que Souvarine n'a pas prononcées, pour lui faire dire « que c'est la tendance dite de droite qui a raison ». Tous les camarades présents peuvent témoigner que Souvarine a simplement, devant un auditoire où il n'était pas possible de s'expliquer à fond, fait ses réserves ou critiques sur certains points précis de la politique de l'opposition sans pour cela donner raison à une

droite dont on ignore toujours le programme. Ainsi, citation fautive, procédé déloyal.

11° Le Cercle trouve utile que le camarade Souvarine, spécialement pris à partie par C. le C., donne à l'intention des camarades nouvellement venus au mouvement quelques explications rectificatives ou critiques nécessaires à dissiper les légendes répandues à son sujet par C. le C. (Ce document sera joint aux annexes). Les camarades apprécieront la valeur des arguments mis en avant par ce journal, incapable de formuler un jugement politique et qui s'efforce seulement de discréditer un camarade dont le dévouement à la cause révolutionnaire n'est plus à justifier.

#### ANNEXES

En adoptant la résolution ci-dessus, le Cercle invita Souvarine à lui soumettre une réponse aux attaques le visant plus personnellement, texte à joindre aux Annexes sous la responsabilité de l'intéressé. Souvarine ne trouva pas le temps de rédiger cette réponse, d'où le retard apporté à la publication. Si cette réfutation est établie dans un avenir prochain, il sera temps de l'insérer : elle permettra de prendre les faussaires de Contre le courant plusieurs fois en flagrant délit.

Voici les documents auxquels il est fait allusion plus haut dans la résolution :

#### MISE AU POINT

Paris, 8 mars 1928.

Les interprétations données à mon opinion sur l'éventuelle action commune des groupes dits, à tort ou à raison, « d'opposition communiste » m'incitent à une brève explication écrite.

Le Cercle a voté sur ma proposition, après avoir écarté ma suggestion de laisser à nos adhérents leur liberté d'action, une résolution ainsi formulée de vive voix :

« Le Cercle est favorable, en principe, à toute collaboration avec les groupes de la « Révolution prolétarienne » et de « Contre le courant » pourvu que des propositions précises lui soient faites directement. »

Les commentaires et la discussion ne pouvaient laisser aucun doute sur le sens de cette décision. Elle signifiait :

Un refus de prendre en considération un rapport quelconque avec le groupe de « l'Unité léniniste »;

Un refus de considérer les déportations comme un fait justifiant une dérogation à une attitude générale;

Un refus de se laisser engager dans de fastidieuses et vaines discussions de Comité (d'entente, d'action ou de toute autre appellation) où nul ne serait en droit de se considérer légitimement comme l'interprète d'un groupe.

En même temps, la résolution confirme l'invariable point de vue du Cercle sur la nécessité de tendre au rapprochement des trois groupes en se réservant de la conformer à des principes.

Les trois points litigieux où nous avons décliné les offres des initiateurs peuvent être aisément éclairés :

1° Pas de relations avec les gens de « l'Unité léniniste » parce que nous n'avons rien de commun avec eux depuis quatre ans, ni dans l'inspiration des mobiles, ni quant aux buts visés et qu'ils n'ont pas changé;

2° Les déportations sont l'illustration d'une vérité déjà dite et non la révélation d'une vérité nouvelle; elles confirment notre position et ne sauraient motiver un changement d'attitude; elles sont une occasion de plus, et certainement la plus importante, de nous adresser à la masse, mais non une raison de rompre avec notre ligne de conduite antérieure. On nous les présente comme un fait imposant une révision de notre position; nous entendons les considérer comme une preuve nouvelle de la nécessité de persister dans celle-ci (tout en y voyant le meilleur thème à dénonciation du régime actuel de la Russie);

3° Le Comité proposé est voué à de stériles bavardages tant que chaque groupe n'aura pas assez travaillé pour élaborer une opinion collective méritant d'y être apportée et par des camarades ayant la

certitude de parler au nom de leur groupe. Actuellement, combien de camarades ont des idées à faire valoir ? Les groupes s'assimilent lentement, et avec un grand retard, la pensée originale de ceux qui les devancent. Le temps n'est pas encore venu où, dans chaque groupe, les éléments essentiels partageraient une opinion suffisamment mûrie. En attendant, les seules relations utiles ne peuvent être établies que de groupe à groupe.

A la suite du vote, il s'est trouvé plusieurs camarades parmi ceux qui l'avaient exigé — contre mon avis — pour n'en tenir aucun compte. Ils n'ont réussi qu'à justifier ma première proposition de laisser à nos membres latitude d'agir individuellement sans engager le Cercle et qu'à révéler un esprit politique encore au-dessous de mes pires appréhensions. Ils ont aussi, il est vrai, ajouté à la confusion, dans la mesure de leurs moyens. Si tel est le résultat cherché par les initiateurs de cette opération, je leur en laisse très volontiers le bénéfice avec la responsabilité. Il permet d'apprécier l'élévation de leurs vues en attendant que le temps ait mis à l'épreuve les opinions ci-dessus formulées.

Boris SOUVARINE.

## REPONSE A UNE INVITATION

Paris, 11 juin 1928.

Camarades,

Le Cercle Communiste Marx et Lénine décline de participer à votre conférence, la tenant pour nuisible et, dans le meilleur des cas, inutile. A son avis, un groupe qui s'est séparé de l'opposition pour s'organiser à part et qui, ensuite, s'est délibérément scindé en deux parties, peut avoir — simple hypothèse — d'excellentes raisons d'agir ainsi mais non le droit de s'ériger en rassembleur de groupes. De plus, le groupe initiateur d'une telle conférence doit avoir une idée, ou un ensemble d'idées, à lui soumettre : si tel était le cas, cela se saurait. La lecture de votre organe ne nous a rien révélé de semblable. Et votre lettre ne contient que des considérations de tactique, de manœuvre, presque de technique, insuffisantes à justifier son objet. Si vous n'avez à défendre que vos conceptions déjà exprimées, la conférence est vaine ; si vous avez à dire quelque chose de nouveau, vous avez un journal.

De notre côté, nous avons des idées propres à émettre, des conceptions élaborées par nous-mêmes : on peu s'en convaincre à chaque numéro du Bulletin Communiste et chaque fois que le Cercle s'exprime publiquement. Nous le faisons avec une lenteur correspondant à la modestie de nos moyens. Mais tant que l'essentiel de notre tâche ne sera pas accompli, nous ne nous permettrons pas d'inviter les autres à affronter leurs thèses aux nôtres. Nous voulons travailler, avant de délibérer.

Point n'est besoin de conférence pour établir nos divergences de vues : les journaux, les résolutions y suffisent. Et nous sommes surpris de votre affirmation selon laquelle nos groupes seraient « d'accord sur des principes essentiels ». Si c'était vrai, cela condamnerait votre dissidence. Nous croyons, au contraire, que la formation de votre noyau distinct répond à une répudiation, fût-elle implicite, de nos principes, de toute notre méthode d'observation, d'analyse, d'interprétation des faits connue sous le nom de marxisme.

Vous vous réclamez du léninisme : nous avons condamné le mot, et la chose. Vous vous opposez au « stalinisme » : nous ne savons pas ce que c'est. Vous vous dites « exclus pour avoir lutté contre l'opportuniste » : ce n'est pas notre cas. Vous croyez mener « une lutte de gauche » : c'est le moindre de nos soucis. Vous considérez comme des communistes les bolchévisateurs de 1924 : nous les tenons pour des criminels. Vous ne savez qu'approuver tout ce que dit, tout ce que fait l'opposition russe : nous ne respectons les erreurs de personne. Vous procédez par affirmations et vénerez des dogmes : nous entendons raisonner et repoussons le dogmatisme.

Nous n'acceptons pas plus le léninisme que nous ne connaissons de stalinisme, comme nous n'avons jamais admis l'existence d'un « trotskisme ». Lénine n'a rien changé aux traits spécifiques du marxisme

qui sont la théorie de la valeur et de la plus-value, la conception matérialiste de l'histoire et la notion de la solidarité internationale du prolétariat dans la lutte des classes. Ce qui lui appartient en propre relève de la politique et de la stratégie, non de la doctrine. Si nous nous revendiquons du marxisme, c'est dans le sens où Marx disait qu'il n'était pas marxiste, c'est-à-dire en employant la méthode d'une pensée en travail permanent de révision d'elle-même. Le léninisme est un ensemble de formules, de recettes, de dogmes : nous le répudions comme contraire à la pensée critique, scientifique, dialectique et comme contraire à la pensée vivante de Lénine en personne.

Le stalinisme, nous n'avons pu encore le découvrir, pas même à l'aide de vos assertions. Staline n'a rien inventé et jusque dans ses erreurs, il souffre de l'absence d'originalité. Qu'il répète hors de propos ce que Lénine avait dit opportunément avant lui, ou qu'il puise dans les thèses de ses contradicteurs de quoi se composer un programme disparate, quitte à assommer au moyen d'un appareil docile ceux qu'il a pillés, rien n'autorise à enrichir d'un nouveau spectre la dérisoire collection de fantômes fabriquée pendant la crise communiste pour les besoins d'une cause inavouable sous les noms de trotskisme, de radékisme, de luxembourisme, de brandlerisme, de bordigisme, de souvarinisme et autres ismes illusoires. C'est manquer profondément de sens critique et de maîtrise de pensée que se laisser aller à emprunter à un adversaire ses pires procédés de discussion, ceux-là mêmes que l'on relève comme des signes de dégénérescence intellectuelle ou morale.

Nous n'avons pas été exclus, disons-nous, « pour avoir lutté contre l'opportuniste » : c'est pour avoir refusé de nous incliner devant l'imposture de 1923-1924 qui a substitué, en Russie et dans l'Internationale, sous le nom de bolchévisation, des coteries d'usurpateurs à la direction émanée réellement du mouvement communiste lui-même, et pour avoir combattu l'idéologie d'Etat imposée par cette bolchévisation sous le nom de léninisme. L'opportuniste est une chose, le léninisme en est une autre ; les deux ne sont pas incompatibles ; mais ce n'est pas une raison pour les confondre. Nous avons été exclus aussi pour avoir, en rupture avec le mensonge officiel et l'erreur orthodoxe, dit la vérité au prolétariat et défendu ses prérogatives, ses droits, ses libertés.

Nous avons toujours appartenu, dans notre mouvement, à ce qu'il est convenu d'appeler la gauche, quand les termes de droite et de gauche servent à abrégé des périphrases, non à prendre un sens péjoratif ou polémique, et l'opinion d'un Trotsky, d'un Bordiga, suffisamment réputés hommes de gauche, à notre égard, n'est probablement pas fortuite. Mais notre position n'a rien d'affecté ni de démagogique : elle découle d'un enchaînement rigoureux d'idées, sans souci des profits passagers de fraction ni des avantages d'une surenchère. Elle ne prend pas nécessairement le contre-pied de l'attitude d'un rival. Elle ne s'inspire que de l'intérêt de la cause à défendre et implique le scrupule sévère de ne rien préconiser dans l'opposition que l'on ne soit prêt à pratiquer aux responsabilités de la direction. Cela n'a rien de commun avec le pseudo-gauchisme dont l'Internationale est empoisonnée depuis la mort de Lénine et dont vous vous faites les zélés de fraîche date dans une triste alliance avec des gens qui en sont l'incarnation caricaturale. Nous nous gardons de la phraséologie prétendue radicale à laquelle vous vous livrez pour parer les accusations de « droitisme » lancées par des démagogues, des mercenaires et des propre-à-rien. Avant nous, Lénine et Trotsky, Liebknecht et Rosa Luxembourg ont été traités de droitiers : mais où sont leurs censeurs de gauche ?

Vous reconnaissez, dans les bolchévisateurs de 1924, des communistes avec vous « d'accord sur des principes essentiels ». Nous voyons en eux les produits les plus malfaisants de l'asservissement, de la crétinisation, de la corruption des partis communistes. Improvisés après la guerre dans une période défavorable à leur sélection, forts et faibles d'une masse flottante de mécontents de toutes classes, privés de cadres éprouvés, dépourvus de tradition révolutionnaire, nés et développés sous l'influence et la tutelle d'un grand parti de guerre civile en action dans un pays profondément différent du nôtre, nos

partis communistes n'ont pu acquérir leur personnalité propre et sont tombés sous l'étroite dépendance matérielle et spirituelle de l'autocratie soviétique : ils en ont reçu, avec tout le reste, un personnel dirigeant qu'ils n'ont pas élu, étranger au mouvement historique de la classe ouvrière et dont les luttes intestines ne relèvent pas de la critique sociale. Entre ces gens là et nous, l'incompatibilité irréducible ne saurait revêtir de caractère politique, pour l'excellente raison que les uns et les autres ne sont pas sur un même plan. Or, vous avez fait alliance avec un groupe de ces bolchévisateurs et vous persistez dans une volonté d'action commune avec ses débris. Libre à vous, mais renoncez à nous y mêler. Nous ne sommes pas de ceux qui, par tactique, contreviennent à leurs principes. En notre conscience, nous n'avons rien à retrancher de nos idées de quatre années de crise : c'est assez dire que vous n'avez aucune chance de nous gagner à un rapprochement quelconque avec vos alliés et que vous perdez un temps précieux à organiser des conférences où des communistes conscients ne participeront jamais.

A la lecture de votre organe, on peut constater, entre certaine opposition russe et vous, une identité de vues surprenante. Elle rappelle à s'y méprendre le conformisme de la direction du Parti vis-à-vis du gouvernement soviétique. Selon vous, l'opposition russe a toujours raison, même quand elle s'identifie à la majorité à laquelle vous donnez tort, même quand elle se contredit, même quand elle se rétracte. Vous faites preuve ainsi du même esprit religieux que ceux qui vous ont exclus sans savoir pourquoi et d'une même inaptitude à penser par soi-même, sans instructions de Moscou. C'est un mauvais service rendu à l'opposition russe qu'une telle approbation accordée d'avance. Et c'est aussi, pour vous, une déplorable tournure de mentalité, une déviation qui rendra stérile le plus sincère désir de servir notre cause. Le parti bolchévique aurait évité bien des fautes s'il avait eu à compter avec des partis communistes pensants ; l'opposition russe aurait fait de meilleur travail si elle n'avait pas cru pouvoir manœuvrer des groupes comme le vôtre. Pour notre part, nous ne vous faisons pas grief de vos erreurs, nous vous reprochons de ne savoir que copier celles d'autrui. Et quand nous tentons de les réfuter, nous préférons viser les originales.

## Réponses à l'« Humanité »

Au camarade Denys, Gérant de l'Humanité.

Paris, 15 mars 1929.

Camarade Gérant,

L'Humanité du 17 janvier a publié, sous le titre : « Le front uni Souvarine-Billet », quelques lignes contenant autant de mensonges que de mots.

Depuis quelque cinq années, ce journal, devenu vénal emploi de mercenaires à m'injurier laborieusement sans réussir à m'inspirer d'autre sentiment que le dégoût. J'ai toujours laissé sans réponse les manifestations d'une valetaille que j'ai vu naguère ramper à mes pieds et dont la servilité s'est muée en haine, d'ailleurs vite salariée, devant mon indifférence méprisante.

Cependant, puisque de bons camarades voient plus d'inconvénients que d'avantages à laisser passer cette fois encore une diffamation de ces gens, la millième peut-être, arguant du fait que les nouveaux membres du Parti ignorent tout des interprètes authentiques du communisme et peuvent se laisser abuser, je consens à informer les militants que cela intéresse du fait qui sert de prétexte aux sportulaires de l'Humanité.

Je n'ai, bien entendu, jamais été le secrétaire politique de personne et mon peu d'activité sociale des cinq dernières années s'est exercé publiquement dans la Révolution prolétarienne, puis au Bulletin Communiste. Une fois de plus, l'Humanité a donc menti, pour les besoins d'une cause inavouable, trahissant du même coup sa peur bleue d'un adversaire dont le silence seul suffit à lui donner la colique.

Nos méthodes respectives de raisonnement s'opposent sans espoir de concilier votre dogmatisme avec notre dialectique. Vous parlez de marxisme révolutionnaire ? Mais le marxisme, tout le monde en parle et bien rarement en connaissance de cause. Chaque numéro de votre journal prouve que nous différons, non seulement dans la solution des questions du jour, mais dans la façon de les poser. Vous êtes libres de croire que la vôtre est la bonne, mais comment réussirez-vous à l'accommoder avec celle qui nous caractérise ? Il ne nous semble pas indiqué de discuter ici du marxisme et de la méthode dialectique : il suffit de confronter nos écrits pour éclairer les deux modes de penser. Que vous dénonciez « l'opportuniste » (avec une majuscule) et le « Koulak » (avec une majuscule), ou que vous vous arrogiez le titre « d'Opposition Communiste » (avec une majuscule), c'est toujours la même impuissance à analyser les faits dans leur mouvement, dans leur enchaînement, à découvrir leur origine et à discerner leur sens, et à les interpréter du point de vue de la position historique du prolétariat ; c'est toujours la même propension à remplacer l'argument par une formule, l'investigation par une affirmation péremptoire, la preuve par un cliché, une litanie, une scie, un leitmotiv ; c'est enfin, avec le respect superstitieux de la lettre, fût-elle une lettre majuscule, l'esprit même de la bolchévisation dont nous sommes, au « Cercle Communiste Marx et Lénine », la négation intrinsèque.

Nous n'entendons pas ouvrir, dans cette réponse à votre lettre, une discussion sur le fond des problèmes que vous abordez et résolvez autrement que nous. L'occasion offerte n'est pas propice dès que vous essayez d'y mêler les gens que vous savez. Vous ne devriez pas ignorer nos préoccupations « morales » et, si vous ne les partagez plus, du moins pourriez-vous les respecter. Il vous est toujours loisible, si vous désirez loyalement un échange de vues sur quelque question que ce soit, de prendre part aux réunions de notre Cercle qui vous ont toujours été ouvertes, comme à tous les communistes plus soucieux d'études que de manœuvres.

Fraternelles salutations communistes.

Pour le Cercle : Les Secrétaires,  
MAHOY - Ch. ROSEN.

En 1926 et 1927, j'ai contribué, par mes connaissances de l'histoire révolutionnaire russe et comme traducteur, aux côtés d'Henry Torrès, avocat du Parti communiste, de la C.G.T.U., de l'Ambassade soviétique, et de toutes les filiales de ces organisations et institutions, à la défense du meurtrier de l'Ataman Petlioura, assurant la liaison avec les représentants des institutions soviétiques intéressées, et mon travail a pris fin avec l'acquiescement du camarade inculpé.

Loin de regretter la circonstance qui m'a permis de faire besogne utile contre des ennemis dangereux de la Révolution russe, j'ai en outre à me féliciter d'avoir eu dans cette occasion la connaissance de choses dont j'eusse douté s'il ne m'avait été donné de voir de mes propres yeux.

J'ai vu les gens du pseudo Parti communiste, de l'Humanité, de la C.G.T.U., de l'A.R.A.C., de l'Agence Tass, du Secours rouge, des Amis de l'U.R.S.S., de toutes sortes de Comités communistes contre le fascisme, contre la terreur blanche, pour l'amnistie, etc., j'ai vu, dis-je, ces gens suintant l'humilité faire antichambre en permanence chez Torrès, mendiant les interventions, les secours, les faveurs, les grâces, les visas, les permis de séjour, les protections variées, en attendant de faire les rodomonts une fois tirés d'affaire.

C'est vraiment un honneur que d'être assailli par de tels goujats.

Et puisque cette bande parvient à forcer l'attention par sa virtuosité dans l'infamie, comment ne pas rappeler, au moment où l'on évoque à nouveau

le sort du communiste hongrois Rakoczy, que celui-ci fut soustrait à la potence sur une intervention de M. Loucheur à la Commission des Affaires hongroises de la Société des Nations, due à une démarche de Torrès, sollicité par Staline à travers l'Ambassade soviétique, cependant que l'*Humanité* attribuait le fait à la... « pression des masses » ?

J'ai lu quelque part qu'au Moyen-Age, à Lyon, on condamnait certains auteurs à manger leurs manuscrits. Si les maculateurs de l'*Humanité* subissaient cette peine, le mouvement ouvrier en serait à tout jamais débarrassé par la vertu de leur prose empoisonnée.

BORIS SOUVARINE.

Paris, 20 mars 1929.

Au camarade Denys, Gérant de l'*Humanité*.

Camarade Gérant,

Dans l'*Humanité* du 12 mars, article intitulé : « Touchante solidarité pour l'exilé Trotsky », un individu exceptionnellement patibulaire auquel je n'accorde jamais l'honneur d'écrire son nom essaie une fois de plus de me mêler à des hommes politiques dont je ne partage nullement les opinions et même à ses propres acolytes en bolchévisation dont il s'est séparé pour des raisons que la morale révolutionnaire réproouve.

Je ne descendrai pas à une discussion avec un tel personnage, dont les tribunaux de droit commun nous délivreront tôt ou tard. Je saisis seulement l'occasion de constater, pour les lecteurs de l'*Humanité* capables de réfléchir et de comprendre, que Trotsky, éloigné par force de l'U.R.S.S., n'a encore obtenu asile d'aucun pays d'Europe occidentale.

Ce simple fait suffit à renverser l'échafaudage de mensonges et de calomnies péniblement édifié par la camarilla usurpatrice du pouvoir à Moscou et ses nerfs des autres pays.

Trotsky recevrait-il, en fin de compte, un précaire permis de séjour, cela ne ferait que le placer dans la situation où était Lénine jusqu'en 1917 et où il se trouvait déjà lui-même. Ce qui est clair pour tous les hommes de bonne foi, c'est que l'actuel régime russe se comporte envers les révolutionnaires irréductibles à peu près comme le régime tsariste. Et si l'ère d'une nouvelle émigration révolutionnaire est ouverte, la responsabilité en incombe, non aux émigrés malgré eux, mais à ceux qui ont créé l'état des choses.

Il ne manquera pas, certes, de vauriens salariés pour donner à des révolutionnaires momentanément défaits le coup de pied de l'âne. Mais la raison prolétarienne finira par avoir raison et l'on ne parviendra pas à se rappeler le nom des vauriens alors que ceux de Trotsky et de ses compagnons, quelques vicissitudes que le présent leur réserve, brilleront à jamais dans la mémoire de la classe ouvrière.

Salut communiste.

B. SOUVARINE.

## BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

LÉON TROTSKY : The real situation in Russia, translated by MAX EASTMANN. (New-York, Harcourt, Brace and Company.)

IWAN GOLL : Die Eurokokke, Mit neun Zeichnungen von GEORGES ANNEKOF. (Berlin, Martin Wasservogel Verlag.)

FRANCIS DELAISI : Comment les Soviets régleront la dette russe. (Paris, André Delpeuch.)

RENÉ MARTEL : La Pologne et nous. — La légende et l'histoire. — Chimères et réalités. (Paris, André Delpeuch.)

M. CAFFIOT : Les théories d'Anatole France sur l'organisation sociale de son temps. (Paris, Librairie Marcel Rivière.)

FERNAND LORiot : Les problèmes de la Révolution prolétarienne. (Paris, Librairie du Travail.)

LÉON TROTSKY : La Révolution défigurée. (Editions Rieder, Paris.)

PANAÏT ISTRATI : Vers l'autre flamme. — 1. Après 16 mois dans l'U.R.S.S. — 2. Soviets 1929. — 3. La Russie nue. (Editions Rieder, Paris.)

## Francesco Ghezzi

Notre camarade syndicaliste et anarchiste Francesco Ghezzi, réfugié en Russie soviétique après une dure condamnation en Italie fasciste et une menace d'extradition en Allemagne, est depuis huit mois arrêté et détenu à Souzdal de par le bon plaisir du *Guépéou*. Nous avons protesté, lors de cette arrestation scandaleuse, dans la *Lutte de Classes*. Jacques Mesnil a dit tout ce qu'il y avait à dire, tout ce que pensent les amis et camarades de Ghezzi, dans plusieurs articles de la *Révolution prolétarienne*. Une requête d'intellectuels sympathiques à l'URSS, signée de Romain Rolland, Istrati, Langevin, Andrée Viollis, Challaye, Léon Werth, Mathias Morhardt, etc., et envoyée à Moscou, n'a jusqu'à présent servi à rien. Un *Comité de Défense* s'est récemment constitué et va répandre une brochure. Lazarévitch a saisi l'opinion ouvrière belge, dans plusieurs réunions. L'agitation ne fait que commencer.

Mais Ghezzi est malade, faible, tuberculeux, et traité à Souzdal d'une façon inhumaine qui va mettre inévitablement sa vie en danger. Allons-nous nous borner à de platoniques protestations ou nous décider enfin à une action énergique pour sauver cet ouvrier révolutionnaire ? Pourquoi ne pas user de représailles sur la personne méprisable d'un Cachin, d'un Barbusse, ou de tout autre saligaud de même espèce, jusqu'à ce qu'on nous rende notre camarade sauf ? Ces marchands de soviétisme cesseraient d'encourager la répression des idées révolutionnaires en URSS s'ils se savaient exposés ici à des risques en même temps qu'ils profitent des bénéfices de leur ignoble métier, et l'on y regarderait à deux fois là-bas avant de martyriser un militant unanimement respecté s'il fallait s'attendre à des contre-coups dans l'Internationale. La question devrait être débattue rapidement parmi les camarades disposés à réagir contre la passivité de nos milieux autrefois révolutionnaires.

## Notre Souscription

### 3<sup>e</sup> LISTE

Maurice Gautier, 5 fr.; L. Didier, 10; Espéranto, 5; Moreau, 10; Laur, 35; Ducret, 5; Mailland, 20; Fradin, 10; Schut, 30; L. K., 20; G. Goujon, 10; Lachastre, 5; Groupe de Lyon, 100; Cam. italien, Lyon, 6; P. Kaan, 10; Richard, 30; Klassentryd, 150; Burguet, 10; Guillou, 200.

Total de la 3<sup>e</sup> liste ..... Fr. 671

Listes précédentes ..... 891

Total général ..... 1.562

### 4<sup>e</sup> LISTE

Ellen Michelsen, 32 fr. 50; Lagrange, 5; Moriamé, 33; Ducret, 5; Michel Paul, 5; Marthe Bigot, 100; Naville, 2.000; Panaït Istrati, 500.

Total de la 4<sup>e</sup> liste ..... Fr. 2.680.50

Listes précédentes ..... 1.562. »

Total général ..... 4.242.50

Il s'agit de deux vieilles listes, qui n'avaient pu être insérées en leur temps : la première s'arrête au 11 octobre 1928, la deuxième au 16 février 1929. Il est possible qu'une souscription de nos amis de Lyon n'ait pas été inscrite : nous nous en excusons.

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE  
Imp. de la Soc. Nouv. d'Ed. Franco-Slaves  
32, rue de Ménilmontant, 32, Paris (20).